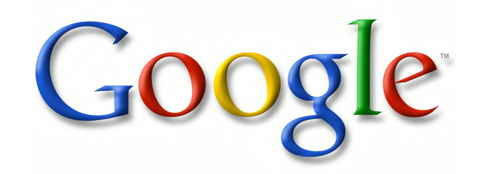
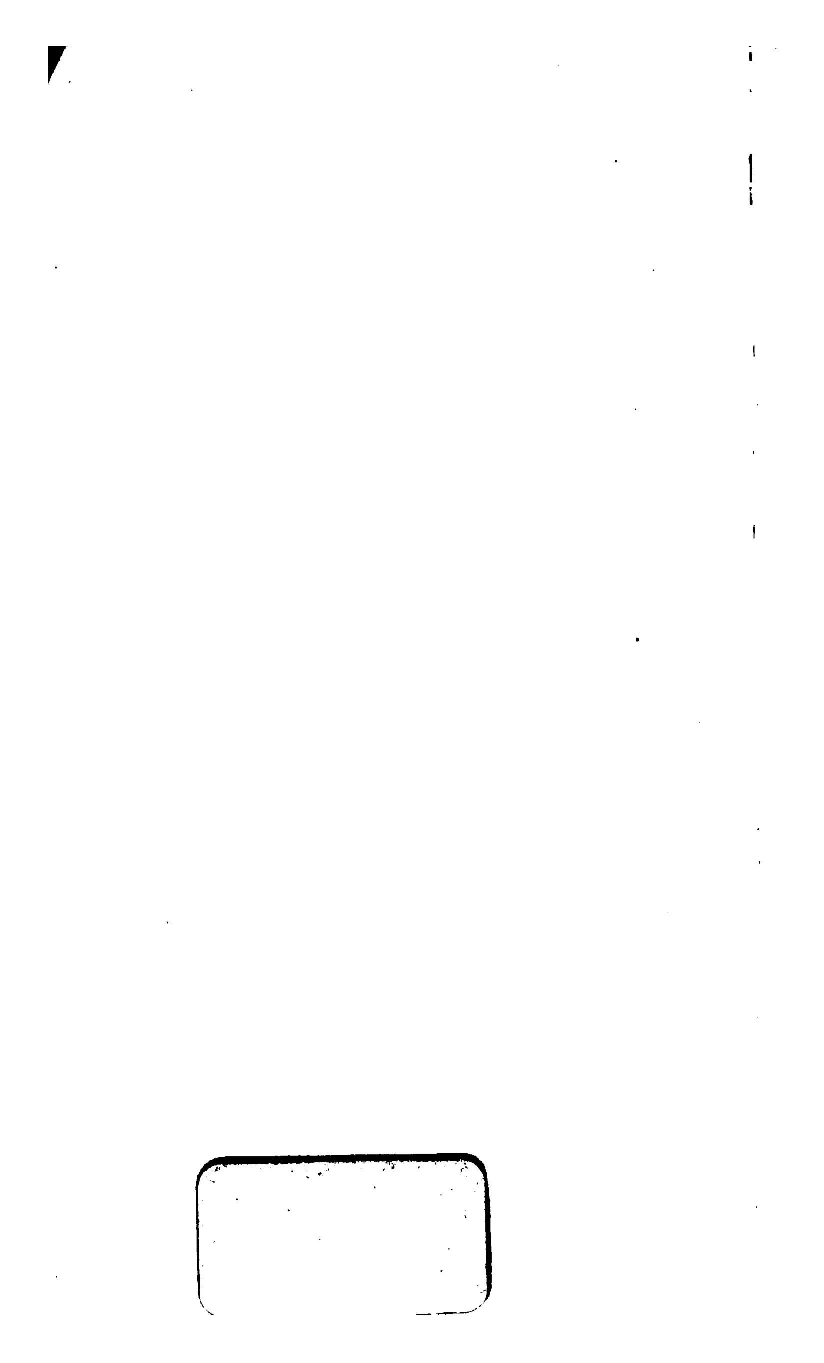




LORD PALMERSTON

ET

LORD RUSSELL

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE GERMER-BAILLIÈRE ET Cie

LES PROBLÈMES DE LA NATURE, 1864. 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine* 2 50

LES PROBLÈMES DE LA VIE, 1867. 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine* 2 50

LES PROBLÈMES DE L'AME, 1868, 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*. 2 50

LES PROBLÈMES (réunion des trois volumes précédents). 1 vol. in-8o. 7 50

LA VOIX, L'OREILLE ET LA MUSIQUE, 1867, 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*. 2 50

L'OPTIQUE ET LES ARTS, 1869. 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque de philosophie eontemporaine* 2 50

LES ÉTATS-UNIS PENDANT LA GUERRE (souvenirs personnels, 1861-1865). 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*. 3 50

THE UNITED STATES DURING THE WAR (1861-1865). 1 vol. in-8 cart. 7 s. 6 p.

LORD PALMERSTON ET LORD RUSSEL (1877). 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*. 3 50

LA FRANCE POLITIQUE ET SOCIALE. 1 vol. in-8° (*sous presse*).

LIBRAIRIE CALMAN-LÉVY

GRANDES FIGURES HISTORIQUES (1875). 1 vol. in-18. . . . . 3 »

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie.

L'ANGLETERRE POLITIQUE ET SOCIALE (1873). 1 vol. in-18. . . . . . . 3 50

ÉTUDES SCIENTIFIQUES, 1862, 1 vol. in-18. . . . . 3 50

LIBRAIRIE E. PLON ET Cie.

ITALIE, SICILE, BOHÊME, notes de voyage (1872). 3 50

LIBRAIRIE GAUTHIER-VILLARS.

SCIENCE ET PHILOSOPHIE (1863). 1 vol. in-18. . . . . 3 50

Paris. — Typographie Georges Chamerot, rue des Saints-Pères, 19.

LORD PALMERSTON

ET

LORD RUSSELL

PAR

AUGUSTE LAUGEL

PARIS

LIBRAIRIE GERMER-BAILLIERE ET CIE

PROVISOIREMENT 8, PLACE DE L'ODÉON, 8

La Librairie sera transférée 106, boulevard Saint-Germain
le 1er octobre 1877

1877

LORD PALMERSTON

I

SES DÉBUTS

Yvan Tourguenef, chassant un jour dans les marais d'une des provinces les plus reculées de son pays, vit sortir des roseaux un paysan demi-sauvage qui s'approcha timidement et lui dit : « Qui est donc ce *Palmistron?* Pouvez-vous m'apprendre quelque chose de lui ? » — « Je m'étais souvent, disait Tourguenef en racontant cette anecdote, demandé ce que c'est que la gloire ; je le savais maintenant. Avoir son nom écorché par la bouche de cet homme et dans ce lieu, oui, si quelque chose était la gloire, c'était cela. »

Ce n'est pas seulement dans les steppes marécageuses de la Russie, et pendant et après la guerre de Crimée, que le nom de Palmerston a été plus d'une fois prononcé. En Asie, en Afrique, il est arrivé à des oreilles que les bruits de l'Europe ne touchent guère, car il a

été dans la destinée de Palmerston de s'armer pour le croissant, comme les Normands, ses aïeux, s'armaient pour la croix. Il a été longtemps, pour une foule de peuplades barbares, l'incarnation de l'Angleterre; mais ne doit-il pas rester, dans son pays même, comme le représentant d'une politique et le type d'une classe ?

Ce gentilhomme sans morgue et de belle humeur, qui avait fait deux parts dans l'humanité, l'Angleterre et ce qui n'était pas l'Angleterre, plein d'un sincère mépris pour tout ce qui sortait de l'horizon de Pall-Mall et de Westminster, aimant mieux les vices de ses compatriotes que les vertus de l'étranger, ce *Pam,* comme le peuple aimait à l'appeler, est assurément une figure originale et digne d'une étude attentive. On peut l'étudier sans amour ni colère, comme un naturaliste étudie une espèce, car il avait pris au rebours le vers fameux de Térence : *nihil humani a me alienum puto.* Il ne concevait rien de bon qui ne fût utile à son pays : son esprit était essentiellement insulaire; les événements des deux mondes ne l'intéressaient que par leurs rapports directs ou détournés avec les intérêts anglais ; mais il n'avait pas, sur la mesure de ces intérêts, les idées basses d'un marchand ou d'un

économiste, il ne séparait pas la grandeur matérielle des grandeurs d'imagination. Il voulait l'Angleterre riche, puissante, et la richesse n'était à ses yeux qu'un élément de puissance; il l'aimait cependant pour elle-même et ne comprenait guère une aristocratie besoigneuse. Il sut à merveille flatter toutes les passions de la noblesse britannique; il se donna tous les goûts des tories et se débarrassa de leurs préjugés et de leur entêtement. Les vieux conservateurs ne purent jamais détester un adversaire qui avait les traditions d'un gentilhomme; les libéraux, contents d'être servis par lui, s'habituèrent à son dédain peu déguisé pour leurs chimères et leurs idoles. Sous une certaine rudesse plébéienne qui plaisait à la nation, Palmerston était aristocrate autant que n'importe quel représentant des « grandes familles gouvernantes ». Il était né Temple (le 20 octobre 1784) et ne l'oubliait pas; les Temple étaient venus en Angleterre avec Guillaume le Conquérant et avaient une généalogie bien suivie depuis Jean sans Terre. Ils avaient eu de grands biens, mais, ayant suivi le parti vaincu sous le règne de Richard III, ils ne gardèrent que Temple Hall, qui dut bientôt être vendu. Cette famille ne devint pourtant illustre qu'avec sir William Temple, qui fut

longtemps employé dans les ambassades en Hollande, et laissa des mémoires qui sont encore lus avec fruit par les historiens.

Lord Palmerston descendait directement d'un frère cadet de ce grand diplomate : il avait le même sang dans les veines, et l'on peut observer sur ces deux personnages un vrai phénomène d'atavisme politique. La vie publique de sir William Temple fut, on peut le dire, une longue lutte contre la France ; il osa engager cette lutte au moment où la cour anglaise était asservie à Louis XIV et quand la Hollande et l'Angleterre étaient brouillées. Le premier il montra au grand pensionnaire de Witt le péril qui menaçait les Pays-Bas : il le détacha de la France, le réconcilia avec la Grande-Bretagne, et couronna son ouvrage en négociant avec la Hollande et la Suède le fameux traité de la triple alliance, qui arrêta Louis XIV dans l'ivresse de ses triomphes. Plus tard, à Nimègue, il lutta obstinément contre les tendances françaises de sa cour, et il ne signa qu'à contre-cœur les articles d'une paix qu'il regardait comme boiteuse. Il n'eut pas de regrets pour la royauté des Stuarts, qu'il avait toujours jugée trop française ; il n'avait point pris part à la révolution, mais le triomphe de Guillaume III était aussi le sien ; s'il refusa de

sortir de son repos pour servir un roi qui depuis longtemps était son ami personnel, ce n'est pas seulement parce qu'il lui en coûtait d'abandonner son repos, ses livres, ses jardins, il voyait sa politique suffisamment couronnée dans la personne d'un prince d'Orange.

Lord Palmerston ne ressemblait certes pas de tout point à son illustre ancêtre : ce n'est pas lui qui eût dit que, passé quarante ans, l'homme n'est propre ni à l'amour ni aux affaires, il n'avait ni l'humeur mélancolique, ni les goûts bucoliques du philosophe de Sheen, mais on trouve chez tous deux une sorte d'aversion, dirai-je républicaine ou aristocratique, pour la cour. Palmerston rappelle surtout Temple, comme politique : ni l'un ni l'autre ils ne furent, à proprement parler, hommes de parti; ils furent tous deux des patriotes, jaloux de la grandeur anglaise, adversaires implacables, habiles à nouer des alliances contre la puissance française, qu'ils regardaient comme l'ennemie héréditaire de leur pays.

Sir William Temple avait un frère cadet qui devint attorney-général et président de la chambre des communes irlandaises. Le fils de ce frère cadet porta le premier le nom de *lord Palmerston*. Cette pairie irlandaise fut créée pour lui le 12 mars 1722 : le nouveau pair sié-

gea plusieurs années à la chambre des communes ; il eut un fils qui mourut jeune, laissant pourtant un enfant qui devint le deuxième vicomte Palmerston ; celui dont nous nous occupons, le ministre, fut le troisième vicomte.

Il y a bien peu de chose à dire de ses premières années : le jeune Henry Temple fut élevé à Harrow ; il alla ensuite passer trois ans à Édimbourg, où il suivit les cours de Dugald Stewart. « C'est dans ces trois années, écrivait-il plus tard, que j'ai jeté les fondements de tout ce que je possède de connaissances et d'habitudes d'esprit utiles. » En 1803, il entra à l'université de Cambridge. Il trouva tout naturel, à peine arrivé à sa majorité, et avant même de prendre son degré de maître ès arts, de briguer les voix de son université pour entrer à la chambre des communes, après la mort de M. Pitt en 1806. Il rencontra deux concurrents dans lord Althorp et lord Henry Petty. Il passa ses examens en même temps qu'il fit sa campagne électorale, qui se termina par une défaite honorable ; c'était déjà beaucoup, à son âge, d'être accepté comme candidat dans une grande université.

On le vit dès cette époque prendre goût à la politique, tout en se livrant avec ardeur aux plaisirs de son âge ; il commence en 1806 un

journal où sir Henry Bulwer a puisé les principaux éléments de sa biographie. Il observe tout : son ambition juvénile suit tous les grands acteurs de l'époque ; ses notes sont brèves, mais pleines de substance. Il a des remarques profondes : « C'est une circonstance singulière, dans la conduite politique de *Buonaparte,* que, loin de cacher ses desseins, il publie jusqu'aux projets les plus violents, avant de les mettre à exécution, et la conséquence uniforme de ce plan a été que le monde, au lieu d'être alarmé et prêt à la résistance, à force d'attendre des conquêtes et des changements, devient réconcilié avec l'idée de ces conquêtes et de ces changements et se soumet sans murmurer aux ordres du tyran. » (26 août 1806.) A vingt-deux ans, il juge sainement Napoléon, Fox, « l'homme d'État que le peuple aime le mieux et dans la politique duquel il a le moins de confiance. » Le jeune lord entre dans la vie comme tory, il adopte les opinions des conservateurs comme il a hérité des domaines de son père. Il est curieux de lire dans son journal l'impression produite sur un jeune Anglais par la bataille d'Austerlitz, par la paix « abjecte » de Presburg, par Iéna. Çà et là on trouve une anecdote qui a son prix. Après Iéna, Palmerston raconte que le roi de Prusse se retire à

Osterode, près Dantzig. « Telle était son apathie que lorsque le comte Wóronzof, envoyé en mission auprès de lui, le joignit à Osterode, il fut immédiatement invité à suivre le roi à la chasse : on fit bonne chasse et l'on tua un ours. La reine malade, et dégoûtée de cet amusement intempestif, fut contrainte de suivre. » Palmerston eut toute sa vie l'humeur frondeuse vis-à-vis des têtes couronnées.

Toutes les dissertations de Blackstone ne valent pas les notes de Palmerston sur les élections anglaises. On y saisit sur le vif la vieille Angleterre et les détails de son système représentatif à la fois si bizarre et si efficace. Palmerston avait échoué à Cambridge; un de ses tuteurs, lord Malmesbury, le fit cependant nommer lord de l'amirauté dans le ministère du duc de Portland. Le parlement dissous, il se présenta encore une fois à Cambridge et fut encore battu; enfin il trouva un siége dans l'île de Wight, le bourg de Newtown. Sir Leonard Holmes, qui en était le patron, lui fit promettre de n'y jamais paraître, même pendant l'élection, tant il redoutait qu'une nouvelle influence vînt se substituer à la sienne.

Lord Palmerston conserva jusqu'au bout une prédilection secrète pour un système électoral qui donnait le monopole du gouverne-

ment à la fortune et à la qualité ; il ne fut jamais un réformiste ardent, et les libéraux attendirent sa mort pour faire la seconde réforme électorale.

Le voilà à vingt-cinq ans législateur et dans un poste obscur du gouvernement ; il ne lui restait plus qu'à faire son *maiden speech*. Voici le ton dégagé dont il en parle à sa sœur Élisabeth (lettre du 6 février 1808) : « Mes amis ont eu la bonté de m'affirmer que je n'ai pas trop dit de sottises, les journaux ne m'ont pas fait une place très-libérale dans leur compte rendu ; mais voici en substance ce que j'ai dit. » Il explique alors, avec la gravité d'un vieux diplomate, qu'il a parlé contre la production des pièces relatives aux affaires du Danemark et au bombardement de Copenhague. Il n'y avait pas besoin de ces pièces pour justifier l'expédition. La France voulait prendre la Zélande et la flotte danoise : le Danemark n'était pas en mesure de faire respecter sa neutralité. Il fallait arracher à Bonaparte une proie qu'il était sur le point de saisir. « Je fus une demi-heure *sur mes pieds,* et n'eus pas aussi peur que je m'y attendais. » Ce fut sans doute un pur hasard parlementaire qui fit du nouveau lord de l'amirauté le défenseur d'une des violences les plus fameuses de l'histoire ; on ne saurait

guère le blâmer quand on connaît les ordres donnés par Napoléon à Bernadotte : « Si l'Angleterre n'accepte pas la médiation de la France, il faut que le Danemark lui déclare la guerre ou que je la déclare au Danemark. Vous serez destiné, dans ce dernier cas, à vous emparer de tout le continent danois. » (2 août 1807.) Il est étrange pourtant de voir aux prises celui qui était alors le maître du monde et un jeune homme dont personne en Europe ne connaissait encore le nom.

Il est plus singulier peut-être qu'à peu de temps de là Perceval, pendant une crise ministérielle produite par la querelle de Castlereagh et de Canning, offrit à ce débutant le poste important de chancelier de l'Echiquier. Palmerston fut un peu surpris; mais, avec la gravité d'un vieil homme d'État, il demanda du temps pour réfléchir et « pour consulter ses amis ». Il consulta son tuteur, lord Malmesbury, et, sur son conseil, repoussa le poste qu'on lui offrait comme étant au-dessus de ses forces. Pour ne pas faire preuve d'une trop grande modestie, il accepta celui de ministre de la guerre, qu'on avait mis à sa disposition si le ministère des finances l'épouvantait. Il entra en fonctions le 28 octobre 1809.

Une carrière qui commençait aussi brillam-

ment que celle de Pitt ne devait pas suivre les mêmes phases. Il y eut comme une éclipse de près de vingt ans dans la vie de lord Palmerston; secrétaire de la guerre en 1809 dans le cabinet de Perceval, nous le reverrons secrétaire de la guerre en 1828 dans le cabinet de Wellington. En présentant en 1810 le budget de la guerre, il exposait en ces termes l'état militaire de l'Angleterre : « Nous avons en ce moment 600,000 hommes sous les armes (armée, milice, volontaires), sans compter 200,000 marins. L'énergie virile de la nation n'a jamais été plus éclatante, et le pays n'a jamais eu une attitude plus fière et plus glorieuse. Après une lutte de quinze ans contre un ennemi dont le pouvoir a toujours été en augmentant, nous pouvons continuer la guerre avec des forces plus nombreuses et avec une population que la pression des circonstances a consolidée en une masse militaire impénétrable, et si nous ne présentons pas à une invasion l'obstacle de ces nombreuses forteresses qu'on trouve sur le continent, nous lui offrons la barrière plus insurmontable d'un peuple brave, patriotique et enthousiaste. » Cette vibration d'un patriotisme hautain traverse toute la vie de lord Palmerston : de nature *pugnace*, si je puis emprunter ce mot à nos voi-

sins, il a toujours trouvé plaisir à défier ses ennemis.

Ceux qui se souviennent encore de lord Palmerston à cette époque, le peignent comme un homme à la mode, fier, gai, moqueur, hardi chasseur, cachant son ambition sous la frivolité la plus aimable, sachant, on vient de le voir, régler cette ambition, pour la mener plus sûrement et plus loin.

L'homme du monde dominait-il encore l'homme d'État, ou l'homme d'État était-il mal jugé? Quoi qu'il en soit, il resta pendant quinze ans de suite dans le poste que Perceval lui avait confié, et que lord Liverpool lui conserva. Ses amis personnels n'étaient pas ses amis politiques. Il vivait dans la société des whigs, qui, depuis Fox, était la société à la mode, celle qui donnait le ton et qui tenait le sceptre. La discipline de parti l'attachait seule aux tories, encore s'était-il de bonne heure montré assez indépendant. Il n'avait subi aucun patronage trop pesant; il n'était ni à Canning, ni à lord Eldon, ni même à lord Liverpool, ayant exigé de ce dernier qu'on le laissât libre dans la question catholique. Palmerston avait des terres en Irlande, il fut toujours ému (autant qu'il pouvait l'être) des maux de ce pays; sa foi protestante n'ayant rien de farou-

che, il embrassa de fort bonne heure la cause de l'émancipation catholique. Il fut nommé député de l'université de Cambridge en 1812, comme ami des catholiques; en 1813, il les défendit au parlement. « Est-il sage de dire à des hommes qui ont un *rang* et de la *fortune*, qui, à cause de leur vieille lignée ou de leurs biens présents, ont un intérêt profond à souhaiter le bien public, qu'ils vivent dans un pays où une constitution bienfaisante permet à tous, sauf à eux, en exerçant honnêtement leurs talents dans la vie politique, d'obtenir le respect de leurs contemporains et de rendre service à l'État?... Ce que nous avons perdu par ce système, nul ne peut le savoir; ce que nous pouvons perdre encore, nul ne peut l'imaginer. Si, par le hasard de la naissance ou de l'éducation, un Nelson, un Wellington, un Burke, un Fox, un Pitt, eût appartenu à cette classe de la communauté, de quels honneurs et de quelle gloire l'histoire de la Bretagne n'eût-elle pas été privée? »

Ces paroles montrent comment lord Palmerston comprenait et défendait l'égalité; son éloquence n'a jamais de bonds, de saillies, vers les abstractions, elle reste sur le sol anglais. Il n'a pas peur d'être injuste, il a peur que l'Angleterre ne perde quelque chose en excluant du

parlement, de l'administration, de l'armée, des gens « titrés et riches ».

C'était assez pourtant pour déplaire au gros du parti tory. Lord Liverpool essaya, mais en vain, de se défaire de lord Palmerston en l'envoyant dans l'Inde comme gouverneur-général, ou en l'embaumant dans la chambre des lords. Il refusa, voulant faire son chemin dans les communes : en 1825, il y eut des élections, et il fut nommé encore une fois à Cambridge, mais il dut se battre en quelque sorte tout seul. « Je me jetai dans les bras de mes ennemis politiques, les whigs, pour me défendre contre mes amis politiques, les torys. » Il se plaignit à lord Liverpool, au duc de Wellington et à Canning des attaques dont il avait été l'objet, bien que la question de l'émancipation catholique eût été directement réservée, chaque membre du cabinet pouvant prendre parti comme il l'entendait. Il avait déclaré à lord Liverpool que, s'il était battu, il sortirait du ministère. « Ce fut, écrivait-il, le premier pas décidé vers une rupture entre les tories et moi, et ils furent les agresseurs. »

Palmerston aimait la lutte, il avait *du sang;* il se plaît à la guerre des catholiques et des anticatholiques. « La bataille continue, et nos gens vont en tout sens comme une meute in-

disciplinée ; je puis pardonner à des vieilles femmes comme le chancelier, à des niais (*spoonies*) comme Liverpool, à des *ignoramus* comme Westmoreland, à de vieux torys fourbus comme Bathurst; mais comment un homme tel que Peel, libéral, intelligent, d'esprit frais, se trouve courir dans une telle meute, voilà qui me semble difficile à comprendre. Il doit regretter dans son cœur ces premières promesses, ces préjugés juvéniles, qui l'ont lié à des opinions si différentes de ses vues larges sur les affaires publiques. Mais le jour approche, il me semble, où cette question sera résolue comme elle doit l'être... Les jours de la tyrannie protestante sont comptés. » (Lettre à son frère William Temple, 21 octobre 1826.)

Le roi Georges IV, qui avait épousé la passion protestante de Georges III et du duc d'York, n'aimait pas lord Palmerston. Quand la mort de lord Liverpool fit passer le pouvoir aux mains de Canning, ce dernier, abandonné par les tories de la vieille roche, par ce qu'on appelait le parti « protestant », eut quelque peine à composer son ministère. L'amour-propre de Palmerston fut flatté d'abord par l'offre de la chancellerie de l'Échiquier, mais Canning dut bientôt retirer son offre, et Palmerston resta simple ministre de la guerre, sans voix

dans le cabinet. Canning lui offrit de la part du roi le gouvernement de la Jamaïque. « Je ris de si bon cœur, écrit-il dans ses notes, que Canning en fut tout troublé et je fus obligé de redevenir sérieux. » Il n'en voulut pas à Canning et s'attacha décidément à sa politique; il devint un *canningite,* ni tory, ni whig.

Ce parti nouveau servait pour ainsi dire de planche aux libéraux, depuis longtemps exclus du pouvoir. « Le parti de M. Canning, écrit Bulwer, vivra dans notre histoire et dans l'histoire du monde, comme le parti des Anglais généreux et intelligents de la première moitié de ce siècle. Il n'était pas en faveur d'une extension du suffrage électoral. Il était partisan d'une aristocratie puissante et riche; il n'était pas opposé au système des bourgs pourris. Qu'est-ce donc qui le distinguait? C'était le patronage des opinions constitutionnelles hors de l'Angleterre, l'adoption avec certaines réserves des doctrines du libre échange, et la suppression des qualifications religieuses pour les fonctions politiques. » Palmerston, qui cherchait sa voie, fut toujours un économiste assez tiède; le patronage des opinions constitutionnelles au dehors devait devenir son occupation favorite.

Le passage de Canning aux affaires fut court.

Le duc de Wellington, qui le remplaça, conserva quelque temps des canningites dans son ministère; mais bientôt Palmerston, Huskisson et deux autres ministres se séparèrent de lui. Palmerston, entré dans l'opposition, n'avait encore qu'une petite place dans la chambre des communes. On en jugera par cet extrait du journal de Greville : « L'événement de la semaine dernière a été le discours de lord Palmerston sur la question portugaise (insurrection de dom Miguel en faveur de doña Maria de Gloria), prononcé tard et devant une chambre vide, mais, dit-on, très-habile et éloquent. Il a été très-violent contre le gouvernement. Il a été vingt ans en place et ne s'est jamais distingué jusqu'ici, ce qui prouve combien les circonstances accidentelles sont nécessaires pour faire saillir les talents d'un homme. Le poste qu'il a rempli le vouait à des détails secs et ennuyeux, et il n'en est jamais sorti. Il était sans doute fasciné par Canning et les autres, et ne fut jamais du cabinet; mais ayant récemment acquis plus de confiance en lui-même, et la mort ou la pairie ayant fait le vide dans la chambre des communes, il s'est lancé, et avec un succès étonnant. Lord Granville m'a dit qu'il avait toujours jugé Palmerston capable de plus qu'il n'a fait; il l'a dit aussi à Canning,

qui ne voulait pas le croire. » Il est à peine nécessaire de dire que Palmerston prit le parti des constitutionnels portugais. Par les ordres du duc de Wellington, deux frégates anglaises avaient empêché une escadre portugaise, armée en Angleterre, de débarquer à Terceire pour défendre l'île contre une expédition miguéliste. Palmerston dénonça cet acte comme une odieuse complaisance pour la cause absolutiste, qui semblait alors triomphante en Europe.

Il alla peu après à Paris, comme s'il eût le pressentiment des grands événements qui s'y préparaient. Il se réjouit des progrès de la cause constitutionnelle en France, mais il ouvre surtout l'oreille à tous ceux qui lui parlent de la politique extérieure. « L'administration actuelle (lettre du 10 janvier 1829) est très-*russe,* mais le sentiment français grandit chez les hommes publics et les pousse à reconquérir les provinces situées entre la frontière du nord et le Rhin, la Belgique et une partie du territoire prussien. Les ultra-libéraux disent qu'ils donneraient leur appui à tout ministre qui reprendrait ces provinces, et Pozzo di Borgo donne en secret à la France l'assurance que, si dans une guerre générale elle se met du côté de la Russie, on l'aidera à les obtenir. » Pal-

merston vit Pasquier, Casimir Périer, Benjamin Constant, Royer-Collard, le baron Louis. Sébastiani, « un fat, un important », lui parla « avec franchise ». C'était grand'pitié que les partis et les gouvernements en Angleterre ne comprissent rien aux besoins de la France. Il était essentiel, indispensable, que la France reprît le Rhin pour sa frontière. On donnerait à la Prusse des morceaux de l'Autriche, la Saxe, le Hanovre. Palmerston exprima le doute qu'il se trouvât jamais en Angleterre un parti assez intelligent pour comprendre les choses de cette façon. Il mit les confidences de Sébastiani dans son carquois diplomatique. Pour Talleyrand, qui était peu candide, il n'en put rien tirer.

Palmerston juge sainement l'état des partis en France : « Certains royalistes qu'on rencontre dans le monde parlent comme des imbéciles et des fous ; il nous faut de la force, d'abord de la force, et puis on peut être raisonnable à plaisir. » Il montre le roi, qui « fronce les sourcils et serre le poing, et parle de ce qu'il fera à pied et à cheval, et dit que la première révolution était l'enfant de la faiblesse de Louis XVI, et que la seconde ne serait pas engendrée par la faiblesse de Charles X » ; il voit dans Polignac l'homme qui sera choisi

pour les mesures violentes, et ne croit guère au succès de ces mesures. « Si le roi était appuyé par un ministère courageux, résolu aux coups de désespoir, assez fou pour affronter la tempête du sentiment national, le résultat serait probablement le changement du nom de l'habitant des Tuileries : on inviterait le duc d'Orléans à quitter le Palais-Royal et à traverser la rue ; tout autre changement est hors de question. Il y a en France trop de millions de propriétaires de terres et de rentes pour qu'il puisse rien arriver qui mette en danger la sécurité des propriétés ou des personnes. » (Lettre à son frère du 4 décembre 1829.) On ne voit pas dans les lettres écrites de Paris que Palmerston ait cherché à voir le duc d'Orléans, qu'il avait pourtant connu en Angleterre. Ses prévisions s'accomplirent de point en point, mais peut-être Palmerston n'aperçut-il pas les dangers sociaux qui menaçaient la France, en dépit de ce grand nombre de propriétaires fonciers et de rentiers qui lui semblaient une garantie contre tous les désordres. Il n'eut jamais le sentiment exact des difficultés dont triompha la royauté de juillet ; en tout cas, il ne considérait pas que ce fût le devoir d'un ministre anglais de rendre plus facile la tâche de cette royauté.

II

LA QUESTION BELGE

Palmerston ne sortit de la pénombre politique qu'après la révolution de 1830. Il s'était dégoûté graduellement des torys. Lord Wellington, peu de temps avant de tomber du pouvoir et se sentant déjà ébranlé, lui fit des avances et lui offrit une place dans le ministère. Palmerston se montra si exigeant que la négociation fut rompue; il songeait déjà à lier définitivement son sort au parti libéral : a politique absolutiste, qu'il avait toujours dénoncée, était ébranlée dans toute l'Europe. La Belgique était soulevée contre la Hollande : il jouissait à la fois de voir la révolution triomphante et redoutait que la France ne grandît trop dans ce triomphe. Quand il fut nommé ministre des affaires étrangères dans le cabinet whig de lord Grey, sa tâche semblait des plus difficiles. L'Angleterre, portée par le traité de

1815 au comble de la puissance, applaudissait pourtant aux efforts des peuples soulevés contre la sainte-alliance. Le vainqueur de Waterloo semblait comme le revenant d'un passé dont on avait perdu le sens.

A peine avait-il pris la place de lord Aberdeen, Palmerston dut s'occuper de la Belgique. Sa pensée se montre sans voiles dans sa correspondance avec lord Granville, alors ambassadeur à Paris. Le 7 janvier 1831 il lui écrit que Talleyrand est venu lui parler de la Bel gique : Ne pourrait-on pas, lui dit Palmerston, faire élire par les Belges le prince d'Orange, à la condition qu'il apporterait le Luxembourg en dot? « Talleyrand a pris un air très-grave; Il ne pense pas que son gouvernement veuille voir le Luxembourg uni à la Belgique. »

Palmerston le pousse, et Talleyrand demande enfin s'il n'y aurait pas quelque moyen d'attribuer le Luxembourg à la France. Palmerston répond que c'est impossible. L'Angleterre n'a point de vues égoïstes, elle veut une Belgique vraiment indépendante. Elle veut vivre en bons termes avec la France; mais un agrandissement de ce genre serait la fin des bons rapports. « Vous ferez bien de suggérer, à la première occasion, que, si anxieux que nous soyons de cultiver la bonne intelligence avec la France,

et d'être avec elle dans les termes de la meilleure amitié, c'est seulement dans la supposition qu'elle se contentera du plus beau territoire de l'Europe et ne prétendra pas ouvrir un nouveau chapitre d'usurpation et de conquête. »

Empêcher la France d'obtenir un pouce de territoire, et de mettre un prince français sur le trône belge, ce fut toute la politique de Palmerston, pendant les longs travaux de la conférence. Sur tout le reste, il varia au gré des événements. Les puissances étaient prêtes à neutraliser la Belgique. M. de Talleyrand demanda énergiquement que cette neutralité fût étendue au Luxembourg. Palmerston résista ; il n'y a, dit-il, que deux routes militaires, qu'une armée hostile à la France puisse aisément prendre, celle de Luxembourg à Thionville et Metz, celle du nord par Givet et Dinant, qui n'est pas une route d'invasion ; la France n'a donc rien à craindre du côté du Luxembourg. « Mais Luxembourg appartient à la ligne de défense de la frontière prussienne dont Coblentz est le centre, et flanque la ligne d'attaque de Thionville à Coblentz. Talleyrand se battit comme un *dragon,* dit qu'il n'agréerait pas à la neutralité si le Luxembourg n'y était compris, ou si on ne faisait pas cession à la France de Philip-

peville et de Marienbourg. J'opposai à cette dernière prétention un refus positif. » (Lettre 21 janvier à lord Granville.)

A tout moment, il montre les dents à la France. « Il n'y a pas de mal à laisser les Français écrire que notre marine est sur l'alerte, car je crois que c'est la peur d'une guerre maritime qui a beaucoup incliné le gouvernement français à faire des efforts pour la paix. » — « Si le choix de la France tombe sur Nemours, et si le roi accepte, ce sera une preuve que la politique française est comme une maladie infectieuse qui s'attache aux murs d'une maison, et qui éclate chez chaque propriétaire nouveau. » (1er février 1831.)

Il s'emporte en injures. « Quelle confiance placer dans un gouvernement qui se jette dans d'aussi misérables intrigues? Qui dit une chose ici et une autre là? Qui promet l'acceptation du trône par la bouche de Bresson, et le refus par celle de Talleyrand? » (17 février 1831.) Dans la même lettre qu'il envoyait *par la poste* (1) à lord Granville, il y a des éloges personnels du général Sébastiani, qu'il traitait si cavalièrement dans ses lettres de 1829. Il semble qu'il ait voulu que l'injure mordît plus

(1) Dans l'espoir de la faire ouvrir et lire.

haut que le ministre des affaires étrangères.

Si novice qu'il fût dans le grand art de la négociation, il affectait à Londres de traiter M. de Talleyrand comme s'il eût ignoré que celui-ci avait tenu plus d'une fois des couronnes dans ses mains; il le faisait parfois attendre plus qu'il n'était convenable. Talleyrand, qui avait affronté les colères titaniques de Napoléon, pouvait supporter silencieusement les économies de politesse de lord Palmerston. Il n'avait, comme le roi qu'il représentait, que le noble et grand dessein de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix et de maintenir la bonne harmonie entre l'Angleterre et la France. Le roi, que Palmerston accusait de duplicité, ne péchait que par l'excès de sa franchise : il laissait trop voir les fluctuations de sa pensée; l'on savait trop que la paix était sa grande passion, elle était sa légitimité aux yeux de l'Europe, elle était aussi le vœu de son cœur et le souci de son patriotisme. Menacer sans cesse de la guerre un souverain ouvertement pacifique, c'est porter le chantage dans la politique.

Le mot semblerait trop fort, si le langage diplomatique de Palmerston n'avait parfois quelque chose de vraiment scandaleux; voici, par exemple, ce qu'il écrit à lord Granville : « Il est

absolument nécessaire que nous nous entendions avec Périer sur la Belgique. S'il est disposé à suivre la ligne droite et à se bien conduire avec les quatre puissances, nous réglerons cette matière à l'amiable et honorablement pour toutes les parties. Mais, s'il se prête aux *mesquines intrigues* du Palais-Royal, je prévois que cela finira par la guerre ». (18 mars 1831.)

Le biographe de Palmerston croit lui-même devoir ajouter en note : « Lord Palmerston rend à peine justice ici au roi des Français, dont la conduite a été, en somme, droite, mais qui naturellement était tenu de se conformer aux circonstances et de ménager les divers partis dont il était entouré. »

Talleyrand affectait de ne pas traiter l'affaire de Belgique « comme une *grande chose* », c'était son langage : en maintenant que c'était une *petite chose,* il pensait qu'on en viendrait plus facilement à bout. Palmerston, au contraire, grossit la question belge autant que possible : il veut en faire la pierre de touche de la politique française. « La France a deux voies ouvertes devant elle. Elle peut se dégager des liens des traités, braver les résistances de toute l'Europe, saisir la Belgique les armes à la main et tâcher de la garder à tout prix. Ou bien elle peut remplir ses engagements honorable-

ment et strictement, et, mettant de côté tous les intérêts égoïstes, toutes les vues sordides, concourir avec les autres alliés à un arrangement des affaires belges, qui garantisse le mieux la sécurité générale et la tranquillité permanente de l'Europe. L'une ou l'autre de ces deux méthodes ont quelque chose qui les recommande à un grand pays : l'une parle à sa hardiesse et à son noble mépris pour le droit des gens; l'autre à son intégrité, à son honneur. Toute méthode intermédiaire a quelque chose d'indigne, n'ayant ni l'honnêteté de l'une ni l'audace de l'autre. »

Palmerston confesse qu'après l'avénement de Casimir Périer, il a observé « un complet changement dans l'esprit, le tempérament de la politique française. Tout ce qui est venu de *lui* a été de nature à inspirer confiance ». Il considère son nom comme une garantie pour la paix de l'Europe, et paraît toujours un peu tenté de le grossir, parce qu'il lui répugne de rendre hommage à la modération du roi.

On se figurait alors en France, avec quelque naïveté, que l'Angleterre devait tout faire pour aplanir les voies au nouveau gouvernement constitutionnel, au « Guillaume III » français. On plaidait un peu trop souvent dans ce sens auprès de Palmerston. « Les Français viennent

continuellement à nous avec cet argument : Voyez donc toutes nos difficultés et comme on nous presse de tous côtés. Et pourquoi est-ce que nous désirerions vous maintenir ? Eh ! c'est pour que vous teniez vos engagements. » (Lettre du 13 avril 1831.) Non-seulement il ne convenait pas à lord Palmerston que la France obtînt « *un seul champ de choux* » dans les nouveaux arrangements territoriaux que nécessitait l'état des anciens Pays-Bas autrichiens ; il ne supportait pas même le poids de notre influence morale. « Vous me dites, écrivait-il à lord Granville (22 avril 1831), que le gouvernement français fait valoir que la nation ne sera pas satisfaite de son gouvernement, s'il semble n'avoir aucune influence dans le conseil des grandes nations de l'Europe, et que nous devrions en conséquence traiter libéralement et avec faveur toute interprétation des traités qu'il essaye de faire prévaloir, tant qu'elle n'affecte pas matériellement la sécurité et les intérêts d'autres nations. Je dois protester contre cette doctrine, et nous ne pouvons avoir aucune confiance dans le gouvernement qui l'invoque. Que veulent-ils dire par leur influence dans les conseils des nations ? Si c'est le pouvoir d'amener ces nations à se soumettre ou à souscrire aux usur-

pations françaises, c'est le *pied fourchu* sous un nouveau déguisement, le vieil et détestable esprit d'agression qui renaît. Ce que veut la France est juste ou injuste, bon ou mauvais. Si l'un, on doit le faire ; si l'autre, on ne le doit pas. »

On le voit, ce n'est pas Palmerston qui eût inventé l'entente *cordiale ;* et après tout la rudesse de son langage n'a rien qui doive choquer ceux qui ont vu comment se font et défont les alliances : pas plus que les hommes, les gouvernements n'ont une sorte de droit inné à la sympathie, à la cordialité; ils n'ont droit qu'à l'équité. Une grande nation ne doit compter que sur soi. On chatouillait trop l'orgueil de Palmerston, on provoquait presque ses mépris, quand on se lamentait contre son manque de sympathie. Ce qui était insupportable, ce n'était ni son indifférence, ni même sa haine, il y a des haines savoureuses et fortifiantes, c'était la prétention qu'il semblait s'attribuer au monopole du désintéressement et de l'honnêteté politique. A lire ses dépêches, il semble que, du côté de la France, il n'y a que noirceur, pensées de derrière, duplicité, mauvais desseins ; du côté de l'Angleterre, tout est noblesse, oubli de soi, candeur, simplicité, grandeur d'âme.

Si les Anglais lisaient dans quelque livre français ces lignes : « Lord Grey est honnête ; mais il ne serait pas conforme à la nature humaine qu'il ne fût pas entraîné de temps en temps par la malhonnêteté de Palmerston, et, j'ai peur de l'ajouter, par le *manque de principes* de la reine ; » que penseraient-ils du ministre des affaires étrangères français qui les eût écrites, pendant que la France et l'Angleterre étaient en paix, pendant que leurs souverains échangeaient les témoignages d'une affection mutuelle? Remplacez pourtant le nom de lord Grey par Périer, Palmerston par Sébastiani, la reine par le roi, et vous aurez un passage d'une lettre écrite, le 22 avril, par Palmerston à lord Granville, ambassadeur à Paris. Il était aisé, dans la circonstance, pour lord Palmerston, de rejeter toute idée d'agrandissement pour son pays; il n'y a pas un « champ de choux » à ajouter à l'île anglaise; la mer qui a tracé à jamais sa frontière la protége contre tous ses ennemis. L'art de Palmerston consistait pourtant à mettre l'Angleterre et la France sur un pied tout semblable; il était comme un catholique qui serait à table avec un protestant, le vendredi : « Voyez comme je jeûne, pouvez-vous faire autrement que moi ? » Palmerston exigeait de nous dans

la question belge, dans la question du Luxembourg, quand il s'agissait de notre frontière du nord, de notre vie, de notre avenir, de notre sécurité, des vertus bien faciles à pratiquer derrière le grand fossé de l'Océan. Il avait affecté au début de ne vouloir désigner aucun candidat au trône de Belgique ; il procédait par voie d'élimination : on sait comment il accueillit la nomination du duc de Nemours et empêcha son acceptation : le duc de Leuchtenberg était trop lié aux Bonaparte (c'était alors un défaut à ses yeux) ; il parla longtemps du prince d'Orange, le sachant impossible ; enfin il ne resta dans la lice que le prince Léopold, qui était son candidat très-préféré. Voici comment il entendait et pratiquait le désintéressement politique.

Dès que le choix des Belges fut tombé sur le prince Léopold, son intérêt pour la Belgique devient plus ardent, plus pressant : il reste pourtant toujours barométrique en quelque sorte, il suit toutes les vicissitudes de l'influence française, pour la diminuer et l'effacer autant que possible. Quand les troupes françaises, à la suite de l'agression hollandaise, entrent en Belgique, il semble que tout soit perdu : Palmerston est bien moins occupé de sauver le nouveau royaume de ses ennemis que de ses amis. Son esprit soupçonneux

égare son jugement. « Qu'est-ce qui a mordu le roi de Hollande? écrit-il en apprenant la rupture de l'armistice ; nous avons quelque soupçon que c'est *la France*. Talleyrand, si vous vous en souvenez, m'a proposé, il y a quelque temps, de persuader aux Hollandais de rompre l'armistice, de courir à l'aide des Belges, de couvrir la Belgique de troupes, et de tout arranger alors comme nous voudrions ! Serions-nous au premier acte de ce *complot ?* La grande affaire est d'empêcher les troupes françaises de courir en Belgique ». (5 août 1831, lettre à lord Granville.) Les Français, à son grand chagrin, passent la frontière ; il persuade à la conférence de s'approprier l'intervention française, de la faire sienne, il veut ôter toute pointe à notre audace : il ne songe qu'à nous faire déguerpir sans combat, il redit sous toutes les formes à son ambassadeur que l'entrée des troupes françaises, même avec le consentement de la conférence, est vu avec la plus grande défaveur à Londres ; il veut qu'on rappelle aux ministres français « qu'il y a aussi une opinion publique en Angleterre ». Sa colère va jusqu'aux menaces les plus terribles. « Une chose est certaine : il faut que les Français sortent de Belgique, ou nous aurons la guerre générale et la guerre dans un nom-

bre donné de jours. » (Lettre du 17 août 1831, à lord Granville). Il s'emporte, il peint d'avance les horreurs de cette guerre, les ports français détruits, les chambres françaises fatiguées d'une gloire stérile, ou la France vaincue se tournant avec colère vers sa nouvelle royauté : « Le roi peut être chassé. Les carlistes feront un effort et avec les républicains lui donneront beaucoup d'embarras. L'Autriche et la Prusse sont bien préparées à la guerre, les Belges ne s'uniront pas aux Français. » La phrase est saccadée, haletante ; la pensée d'un grand triomphe français met Palmerston hors de son assiette.

La Prusse, qu'il disait si bien préparée et qu'il montrait menaçante à la France, l'inquiétait beaucoup au fond. « Bulow a une terrible envie du Luxembourg. » Les Prussiens n'ont pas l'air de s'indigner quand Talleyrand parle de donner Philippeville et Marienbourg à la France ; « une fois que ces grandes puissances commencent à goûter le sang, elles ne se contentent pas d'un morceau, elles dévorent la victime. » (26 août 1831.)

Palmerston n'a rien à objecter aux communications officielles de Talleyrand : il se plaint de ses conversations ; un jour, par exemple, l'ambassadeur de France rencontre M. de Bu-

low au Foreign Office. « Tous deux étaient dans le salon rouge, en attendant leurs collègues. Talleyrand commença tout de suite à parler Belgique, dit que les choses ne pouvaient aller ainsi; Léopold était un pauvre sire, indigne d'une couronne; les Belges un tas de lâches vagabonds, indignes de l'indépendance; on s'était jeté dans une difficulté qui menaçait le ministère anglais ou le français; si les troupes françaises se retiraient, c'était fini de Périer; sinon, le ministère anglais devait tomber; il n'y avait qu'une solution à toutes ces difficultés, le partage; si la France, la Prusse et la Hollande s'unissaient, la chose était bien simple, et l'Angleterre serait obligée de voir Anvers port libre. « Cette confidence de Talleyrand à M. de Bulow (1), dit Palmerston à lord Granville, me fut rapportée immédiatement en confidence par ce dernier, parce qu'il crut très-important dans l'état présent des choses que nous en soyons avertis. » (Dépêche du 12 avril 1831.)

Il serait infiniment curieux de pouvoir mettre en regard l'histoire de cette question belge, telle que la raconte Palmerston et telle que la raconte Talleyrand. Palmerston ne cessa pas

(1) Nous la rapportons dans les termes mêmes qu'emploie Palmerston.

un jour de travailler à étouffer la reconnaissance du peuple belge et de son nouveau souverain pour la France. Talleyrand le savait, et il se peut qu'il ait éprouvé parfois un juste ressentiment contre ceux qui en Belgique affectaient de mettre les services du ministre anglais au même rang, sinon au-dessus des services rendus par le roi Louis-Philippe. Le nouveau royaume semblait à M. de Talleyrand une création un peu factice et artificielle, en raison de la différence des idées, des sentiments religieux, des langues. La neutralité belge devenait un rempart pour la France, mais il se souvenait d'un temps où la France eût dédaigné un tel rempart : s'il était entré très-sincèrement dans les vues du roi Louis-Philippe, son orgueil se révoltait quand on oubliait qui avait fait le siége d'Anvers, qui avait mis une armée entre la Belgique soulevée et l'Europe. Il lui paraissait que pendant que nous prodiguions le désintéressement politique et que nous faisions preuve d'une véritable générosité, lord Palmerston spéculait un peu trop ouvertement sur les instincts les plus bas de la nature humaine, sur ce que l'on pourrait appeler le mal de la reconnaissance.

On ne connaîtra exactement les conversations de Talleyrand avec l'envoyé prussien au sujet

de la Belgique, que lorsque toutes les correspondances diplomatiques de cette époque pourront être publiées. Palmerston excellait à *embellir* la vérité, à donner à des confidences le tour qui lui convenait; son imagination servait ses craintes et ses haines. La question belge touchait à un intérêt si vital pour la France que Talleyrand avait cru devoir entretenir, en dehors de sa correspondance officielle, d'autres correspondances qui le maintenaient en harmonie, en communion constante avec le roi Louis-Philippe. Certes, s'il avait eu les sombres desseins que Palmerston lui attribue, c'est dans ces correspondances intimes, protégées par les plus minutieuses précautions, qu'ils auraient pu se faire naturellement jour. On n'y trouvera pourtant rien, quand elles seront livrées à la publicité, qui ne fasse honneur à la prudence, à la sagacité politique, au patriotisme du vieux diplomate. Point de perfidies, point de noirceurs ni de mensonges; au contraire, une singulière ouverture d'esprit, une grâce facile et coulante : une longue expérience lui a appris que rien n'est plus fort que la vérité, et que le temps est le plus sûr allié des bonnes causes. La netteté de ses vues est admirable, et il sait de suite écarter d'un sujet les moisissures et la poussière des détails inutiles.

Napoléon lui avait appris à dédaigner ce qu'il nommait les ministres *à conversations*, qui fabriquent des dialogues ou plutôt des monologues destinés à plaire au gouvernement qui les lit et à ne priser que ceux qui s'imprègnent en quelque sorte d'une impression générale et qui savent en déduire l'action la plus utile et la plus décisive.

Du premier coup, il avait vu que le congrès belge était monarchique d'opinion, que le duc de Nemours serait choisi, mais que les puissances feraient obstacle à ce choix.

Il avait été heureux de trouver Wellington aux affaires en arrivant à Londres, car il n'y avait guère que le vainqueur de Waterloo qui pût refuser la guerre à tous les cabinets qui auraient voulu nous la faire. Wellington voulait la paix et n'avait pas de mauvais sentiments pour Louis-Philippe. Le prince d'Orange alla faire sa cour à Talleyrand; il était mal avec son père, il n'était pas bien avec la Belgique. Talleyrand ne lui donna point de fausses espérances.

Palmerston prit le portefeuille des affaires étrangères après la chute de lord Wellington; il alla de suite avec lord Grey passer deux jours à Claremont, chez le prince Léopold de Cobourg. Les cours n'avaient pas encore de candidats

avoués. Talleyrand comprit fort vite qui serait le candidat anglais. Il aborda directement la question du trône belge avec Palmerston : on parla d'abord comme pour essayer les fleurets de candidats impossibles. Talleyrand prononça ensuite le nom du duc de Nemours ; celui-ci était dans cette singulière situation qu'il lui fallait employer pour refuser tout l'art que d'autres mettaient pour obtenir. Palmerston ne cacha pas que le duc de Nemours serait difficile à faire accepter aux puissances, et proposa de chercher quelqu'un qui pût, par un mariage, satisfaire tout le monde. « Tout le monde, lui dit finement Talleyrand, c'est vous et nous. » On arriva ainsi tout naturellement au prince Léopold, marié à une princesse française. Talleyrand était convaincu de deux choses ; que si le duc de Nemours acceptait la couronne belge, la guerre éclatait en Europe, et que si la guerre éclatait, l'Angleterre serait bien vite contre nous avec nos ennemis. Il ne croyait pas que la France pût tenir tête à l'Europe et à l'Angleterre. Faisant à l'Europe le sacrifice de la candidature d'un prince français, Talleyrand, c'était son droit et son devoir, cherchait à retrouver des avantages pour la France dans toutes les questions de détail que traitait la conférence, dans celle des forteresses, dans

celle du Luxembourg. Il aurait dû trouver alors Palmerston de son côté, mais Palmerston était de ceux qui prennent toujours et ne donnent jamais.

Talleyrand vit avec quelque déplaisir les mouvements qui se faisaient entre Paris et Bruxelles pour obtenir la nomination du duc de Nemours ; il la savait inutile et par conséquent dangereuse. Il songea un instant à quitter son poste, il ne voulait pas être accusé par ses collègues de la conférence de jouer un jeu double; il n'aimait pas le brouillard de Londres, il voulait du moins voir clair dans le brouillard diplomatique. Les imprudences de la presse et du parti de la guerre en France, l'ardeur inconsidérée des Belges, les fautes des débutants français le faisaient sortir par moments de sa philosophie. Il resta pourtant, persuadé qu'en associant les représentants de l'Europe entière dans la conférence à certains principes communs, on conservait la paix et l'on empêchait de crouler tous les trônes et toutes les libertés. Il eût fallu bien peu de chose à cette époque pour mettre la Confédération germanique en mouvement, et ce grand corps une fois ébranlé, la France de 1830 pouvait payer bien cher ses sympathies pour la révolution belge.

On ne comprend plus en vérité les accusations de Palmerston contre Talleyrand, quand on sait combien celui-ci se montra peu empressé à pousser la France dans les hasards et peu contraire à la nomination du prince Léopold. Les rapports de Talleyrand avec le prince étaient tels qu'il se crut en droit de concerter avec lui certains termes de la réponse que celui-ci devait faire aux députés belges, quand ils arrivèrent en Angleterre pour lui offrir la couronne. Ces termes, il est vrai, furent modifiés, et quand Talleyrand reçut le discours adressé par le prince Léopold aux députés belges, il osa, simple ambassadeur, s'adressant à un roi de la veille, mais à un roi, exprimer le regret que, dans cette réponse, le nom de la France ne fût point prononcé et qu'il ne fût question que d' « un pays auquel, disait le prince, j'ai été attaché par les liens et les souvenirs les plus sacrés et qui m'a donné tant de témoignages de bienveillance et de sympathie. »

Le prince crut devoir s'expliquer avec Talleyrand; il avait, aussitôt après son discours, invité les députés à dire au congrès en son nom que sa nomination ne devait pas être considérée comme hostile à la France, qu'il avait des relations intimes avec la famille royale, qu'enfin il considérait l'alliance de la France

comme de la plus haute importance pour la Belgique. La demande en mariage d'une princesse française devait suivre de près cette déclaration.

En somme, la politique de Talleyrand, inspirée, soutenue chaque jour par le roi, fut parfaitement irréprochable. Il y a quelque naïveté à venir louer la France aujourd'hui de n'avoir point poursuivi à cette époque quelque but égoïste; mais au risque de laisser trop éclater notre ingénuité, il ne faut pas permettre qu'on dénature tous nos actes, toutes nos paroles. La France était menacée en 1830 d'une coalition générale; en face de cette menace, sous cette épée de Damoclès, elle prit la jeune Belgique par la main et lui donna place dans le concert européen.

III

LA QUESTION D'ORIENT

La question d'Orient est celle qui a peut-être le plus occupé Palmerston; nous allons y suivre, depuis le début, le développement de sa politique et en analyser les ressorts. L'empire ottoman n'eut d'abord aucune part dans sa tendresse, et, pendant quelque temps, il succomba à la passion philhellène. En 1827, il propose au duc de Wellington d'occuper la Grèce et de balayer les Turcs hors du petit royaume que la diplomatie avait accordé à l'insurrection, avant que l'expédition française en Morée eût été résolue. Il ne redoute pas encore la Russie; il écrit en 1828 dans son journal, pendant la guerre entre la Russie et la Turquie : « Les Russes commencent à découvrir qu'ils ont assez de territoire, que la prise de Constantinople, si l'Europe la permettait, créerait bien un nouvel empire, mais ne fortifierait pas la Russie

actuelle. Ce qui leur est indispensable, c'est la certitude du libre passage pour leur commerce dans le Bosphore et les Dardanelles, et cela, ils peuvent l'obtenir par traité. »

Les succès d'Ibrahim-Pacha ne l'alarmèrent que lorsque la France apparut sur le théâtre des hostilités. On sait qu'après la bataille de Konieh (21 décembre 1832) le sultan implora les secours de la Russie. Avant que la flotte russe fût arrivée, l'amiral Roussin, ambassadeur de France, offrit sa médiation, et la Turquie demanda à la Russie de différer l'envoi de l'escadre de Sébastopol.

Quand Palmerston apprit ces nouvelles à l'ambassadeur de Turquie, Namik-Pacha l'écouta en silence et se contenta de lui répondre : « Et où est l'Angleterre dans tout ceci ? » (Mémoires de Greville, tome II, page 367.) Ce mot fut-il une révélation pour Palmerston, qui, jusque-là, avait semblé un spectateur assez indifférent des événements? Méhémet-Ali refusa les propositions de l'amiral Roussin, et la Russie en profita pour intervenir et pour conclure un traité (de juillet 1833) qui fermait les Dardanelles aux vaisseaux de guerre de toutes les puissances occidentales. Les protestations de l'Angleterre et de la France restèrent vaines.

Pendant cette année 1833, Mme de Lieven,

qui reflétait comme un miroir les passions de Saint-Pétersbourg, disait à qui voulait l'entendre, dans la société anglaise, que Palmerston était « un très-petit esprit, lourd, obstiné » ; elle « s'étonnait que lady C..., avec sa finesse, en fût éprise ». (Mémoires de Greville, tome II, page 357.) Palmerston se vengeait de ces propos en envoyant à Constantinople, au lieu d'un chargé d'affaires, un ambassadeur, Stratford Canning, qu'il savait être personnellement désagréable à Saint-Pétersbourg, que M. de Nesselrode qualifiait, dans une lettre à Mme de Lieven « d'impraticable, soupçonneux, pointilleux, défiant ». Palmerston faisait dire à Mme de Lieven qu'il avait choisi Canning à dessein, qu'il était temps que la hauteur russe descendît d'un cran (*a peg*). (Mémoires de Greville.)

L'orage qui s'était formé en Orient se dissipa; mais il resta chez les représentants de la Russie à Londres un grand fonds de ressentiment contre Palmerston. Mme de Lieven disait à Greville (Journal de Greville, 18 février 1834) qu'il était impossible de décrire le mépris et l'aversion que tout le monde diplomatique ressentait pour le ministre anglais, « lui surtout », en montrant Talleyrand, qui était assis près d'elle. M. de Bulow ne faisait pas mystère de son antipathie. Mais Palmerston, attaqué dans

son propre ministère, peu aimé de ses collègues, était soutenu par lord Granville, qui avait à Paris une situation exceptionnelle comme la diplomatie moderne n'en connaît plus guère; celui-ci avait conçu la plus haute idée du ministre des affaires étrangères. Lady Granville, une des personnes qui faisaient alors l'opinion, disait que son talent était de premier ordre : « Il approchait de la vraie grandeur par ses vues larges, son dédain pour les trivialités, sa résolution, sa décision, sa confiance, surtout son mépris pour les clameurs et les injures. » (Mémoires de Greville, tome III, page 360.) Le moment approchait où Palmerston allait montrer ce dont il était capable, et malheureusement la France devait servir de première victime à celui dont M. de Talleyrand, malgré son aversion, disait dans sa correspondance intime qu'il était « le seul homme d'État de l'Angleterre ». (Lettre à Mme de Flahault.)

Après le traité qui avait en quelque sorte livré la Turquie à la Russie, lord Palmerston avait semblé se rapprocher de la France. Il était pourtant plus tourmenté de la France que de la Russie. Sa mauvaise humeur contre notre pays, qui était chez lui à l'état de diathèse, s'était fortement aiguisée, parce qu'il n'avait pu entraîner le roi Louis-Philippe dans une inter-

vention armée en faveur de la reine d'Espagne. Il avait absolument refusé à ses collègues de mettre un seul mot pour la France dans le discours de la couronne prononcé après l'avénement au pouvoir de M. Molé. La *quadruple* alliance contractée par l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre et la France n'avait pas donné les fruits que lord Palmerston en attendait : le rêve de Palmerston avait toujours été de voir flotter le pavillon de Saint-Georges à côté d'autres drapeaux victorieux sur le continent : Louis-Philippe ne lui donna pas la « guerre de Crimée » qu'il devait obtenir plus tard d'un Napoléon. Il en conçut un amer ressentiment. « La France, écrit-il à lord Granville, se met dans une fausse position, et dans peu de temps elle verra son erreur » (20 septembre 1836). Pour lui, il se retire de la quadruple alliance, se lave les mains de ce qui arrivera. Qui avait raison de Louis-Philippe ou de lord Palmerston? La cause des *christinos* triompha sans intervention étrangère, et tout rentra dans l'ordre en Espagne. Louis-Philippe était avare du sang français et servit mieux l'Espagne par ses conseils qu'il n'eût pu le faire par ses armes.

On voit Palmerston dès ce moment chercher son occasion : il la trouva en Orient. « Il y a peu d'hommes publics en Angleterre, écrivait-

il à lord Granville, le 5 juin 1858, qui suivent d'assez près les affaires étrangères pour prévoir les conséquences d'événements qui ne sont pas arrivés. » Les hommes sont rares en tous pays, qui voient approcher l'ombre des faits à venir. Palmerston détermina le cabinet anglais à épouser la cause du sultan contre Méhémet-Ali. Pour empêcher la Russie d'accorder encore à la Turquie sa lourde protection, il est décidé à offrir au sultan l'appui d'une flotte anglaise. Il voudrait lier la France à une action commune avec l'Angleterre, car « il ne faut pas oublier que le grand danger pour l'Europe est la possibilité d'une combinaison entre la France et la Russie, combinaison empêchée en ce moment par les sentiments de l'empereur Nicolas, mais qui ne sera pas toujours aussi impossible qu'aujourd'hui ». (Lettre à Granville, 8 juin 1838.)

Il est prêt toutefois à agir sans la France, s'il le faut, contre la France, s'il se peut. Pour se tenir en équilibre entre la Russie et la France, il propose une conférence des cinq puissances à Londres : il ne voudrait livrer la Turquie ni à l'amitié moscovite, ni à l'amitié française, il veut lui faire un bouclier de l'Europe ; il s'élève contre ce vieux thème : la chute imminente de l'empire ottoman ; les empires ne tombent pas tout seuls, ils sont renversés du dehors. « Il

est de l'intérêt de l'Angleterre que le sultan soit fort, et il est clair qu'il est plus fort avec la Syrie et l'Égypte que sans ces provinces. Je suis donc d'avis qu'on maintienne l'intégrité de l'empire. » (Lettre à H. Bulwer, 22 septembre 1838.) M. Molé avait loyalement fait connaître à lord Palmerston qu'au moins en ce qui regardait l'Égypte, les vues de son gouvernement différaient de celles de l'Angleterre. Le maréchal Soult, qui lui succéda, s'entendit très-bien au début avec lord Palmerston : « Soult est un bijou, dit Palmerston à Granville, rien de plus satisfaisant que sa conduite avec nous ; l'union de la France et de l'Angleterre, dans ces affaires turques, donnera du cœur à Metternich et sauvera l'Europe. » (10 juin 1839.)

Quand on arriva aux détails, l'accord ne dura pas. La France répugnait à prendre des mesures coercitives contre Méhémet-Ali ; l'opinion publique l'avait choisi comme une idole, elle s'exagérait ses ressources ; on ne se demandait pas combien de temps il pourrait guerroyer dans l'Asie Mineure, dès que ses communications maritimes seraient coupées par une flotte anglaise. Le vieux pacha était à la mode, et l'exécuteur sommaire des mamelouks était vanté comme un apôtre de civilisation.

Palmerston ne voyait pas sans joie la France pencher vers une cause qu'il savait pouvoir accabler à un moment donné avec les forces de toute l'Europe ; il visait la France à travers le pacha rebelle. « Les Français n'ont que trois voies à suivre, écrit-il à Bulwer, alors à Paris, — ou marcher droit avec nous et remplir honnêtement les engagements pris avec nous et l'Europe, ou se tenir à l'écart et reculer devant l'exécution de leurs propres déclarations, ou enfin aller en avant et se liguer avec Méhémet-Ali et employer la force... Je ne crois pas que Louis-Philippe soit égal à la dernière tâche. La seconde est celle qu'il préférera. » (1er septembre 1839.)

Palmerston avait jeté la sonde dans le nouve envoyé de la Russie, M. Brunnow, diplomate encore obscur, sorti de la nuit des chancelleries, jaloux de faire un début, de se signaler par quelque acte important et de se lier à un de ces hommes puissants qui attirent ceux qui les servent à leur propre hauteur et les imposent à tout le monde. Palmerston excellait dans l'art de faire prisonniers les hommes qu'il jugeait intelligents. Brunnow en vint à déclarer que non-seulement son gouvernement était prêt à faire immédiatement une convention avec l'Angleterre, l'Autriche et la Prüsse, il la ferait

avec ou sans la France : « personnellement l'empereur Nicolas aimerait mieux que la France fût laissée en dehors. » Il renonça pour la Russie à toute idée d'un traité séparé avec la Turquie, comme celui d'Unkiar-Skelessi. (Lettre à Bulwer, 24 semptembre 1839.)

Ainsi une coalition se formait sourdement contre la France, Palmerston faisait bien connaître à Sébastiani le langage de Brunnow : « Je lui ai tout dit, *excepté* la préférence de Nicolas pour une solution qui laisse la France dehors. » (Lettre à Bulwer.) Avec de telles restrictions, une conversation diplomatique ressemble au drame de *Hamlet* sans Hamlet.

Palmerston, il faut le dire, avait des témérités heureuses : il savait se livrer tout entier et couper les câbles à propos. Il professait qu'il n'y a rien de si dangereux que la demi-confiance. On ne crut pas à Paris qu'il se jetterait dans les bras de Brunnow, on pensa qu'il oscillerait entre la Russie et la France ; mais il prit son parti dès qu'il eut trouvé dans Brunnow un homme secret, décidé à le suivre. A ce moment, la coalition de M. Guizot et de M. Thiers renversait le cabinet du maréchal Soult. M. Thiers fut nommé président du conseil, et M. Guizot alla remplacer le général Sébastiani à Londres. Palmerston se réjouit du changement : « Guizot,

écrit-il à lord Granville, est un homme raisonnable et éclairé. » (11 mars 1840.) Cependant il continue à jouer une partie liée avec la Russie. Il se plaint sans cesse de la mauvaise foi française. Lord Granville lui écrit en vain : « Le roi ne désire pas de querelle avec vous, mais il n'en désire pas non plus avec la presse et les chambres françaises. Il ne veut pas manger l'Égypte, mais il ne veut pas se quereller avec ceux qui la mangent. » Palmerston lui répond impérieusement : « Peu m'importent les sentiments, je ne regarde qu'aux faits. » Enfin il touche au terme de ses désirs : le 15 juillet, il signe avec la Russie, l'Autriche et la Prusse une convention secrète pour le règlement de la question d'Orient.

En l'absence de lord Granville, Bulwer remplissait à Paris les fonctions de chargé d'affaires. Un matin, à Auteuil, M. Thiers montre à Bulwer le traité secret, dont il avait obtenu connaissance, bien que les négociations eussent été conduites avec le plus grand secret. « Il était naturellement, écrit Bulwer, très-décomposé (*discomposed*). Il me parla de l'effet qui serait produit sur l'opinion publique en France, me pria de ne rien dire jusqu'à ce qu'il eût pris des mesures pour empêcher une violente explosion ; il s'exprima en somme, je dois lui

rendre justice, avec plus de regret que d'irritation. »

Palmerston brûlait d'avoir des nouvelles de Paris. « Je suis curieux, écrit-il à Bulwer (21 juillet 1840), de savoir comment Thiers a pris notre convention. Sans doute il a été très-irrité : c'est un grand coup pour la France ; mais elle se l'est attiré par son obstination à se refuser à tout arrangement raisonnable. Je penche à croire que Thiers a été égaré par Ellice (1) et par Guizot ; il a cru que le cabinet anglais ne ferait jamais ce dernier pas... Thiers sans doute commence par écumer ; mais nous ne sommes pas gens à nous épouvanter d'une menace, et il est trop sage pour faire des folies qui le mettraient en collision avec l'Angleterre, sans parler des trois autres puissances. Vous dites que Thiers est un ami chaud, mais un dangereux ennemi ; c'est possible. Je doute pourtant qu'on puisse avoir confiance en lui comme ami, et, me sachant dans mon droit, je ne le crains pas comme ennemi. »

M. Guizot était venu à Londres, pénétré d'admiration pour un pays dont il avait raconté l'histoire et dont il vantait les institutions. Les fumées d'admiration dont l'enveloppait l'aristo-

(1) On connaît bien dans le monde politique Ellice, qui pendant si longtemps a été un conseiller officieux de la diplomatie anglaise.

cratie britannique lui dérobèrent peut-être trop longtemps les secrètes menées de lord Palmerston ; son âme hautaine et droite ne s'ouvrait pas facilement au soupçon. Quant il sut la vérité, il dit à Palmerston qu'il serait nécessaire désormais pour la France d'être « en force, en grande force, dans le Levant ». — « Soit ! écrit Palmerston en relevant le mot, nous ne serons effrayés par aucune force navale dont on fera parade. Nous irons tranquillement notre chemin, comme si cette force était encore à Toulon. La France sait bien que, si cette force supérieure s'avise de se mêler de la nôtre, c'est la *guerre*. » Il souligne le mot à dessein. Il n'y croit pourtant pas, à cette guerre : « Louis-Philippe n'est pas homme à jouer cette partie. » Le 18 septembre, M. Thiers reçoit Bulwer à Auteuil. « J'ai, lui dit-il, des dépêches de Walewski (qui avait été envoyé en mission spéciale auprès de Méhémet-Ali). Sa négociation avec le pacha est terminée. » Il en fait connaître les termes, lui déclare que la France approuve les demandes formulées par le pacha. « Si vous pouvez persuader au sultan et aux autres puissances d'accepter ces conditions, nous pouvons reprendre l'entente cordiale. Sinon, après les concessions que nous avons obtenues de Méhémet-Ali, nous sommes tenus de le soutenir. »

Puis, le regardant entre les yeux, il ajouta gravement : « Vous comprenez, mon cher, la portée de ce que je viens de dire. — Parfaitement », répondit Bulwer.

Palmerston ne s'alarma pas de cette « menace mystérieuse », — « mais, écrit-il à Bulwer, si Thiers reprend jamais avec vous la langue de la menace, si indistincte et vaguement ombrée qu'elle soit, ripostez et allez jusqu'aux dernières limites de ce que je vais vous dire... Dites-lui que si la France jette le gant, nous ne refuserons pas de le ramasser; que, si elle commence la guerre, elle perdra certainement ses vaisseaux, ses colonies, son commerce avant d'en voir la fin; que son armée d'Algérie cessera d'être pour elle une cause d'anxiété, et que Méhémet-Ali sera jeté dans le Nil. » Voilà le langage « sédatif » dont il veut qu'on use. Dans la même lettre, et comme pour ôter toute pointe à sa propre témérité, il écrit : « Pendant que Thiers vous dit que cette absurde proposition de Méhémet est le dernier mot de Méhémet et de la France, Guizot me fait mander par toute sorte de canaux extérieurs, que si nous voulons seulement faire la plus insignifiante concession, si nous accordons la moindre chose au monde, le gouvernement français sautera sur notre proposition,

et toute cette affaire pourra être arrrangée d'une manière satisfaisante. » Palmerston avait à lutter contre de puissantes influences pacifiques en Angleterre ; il se plaint amèrement des obstacles qu'on lui oppose ; mais il se repose sur Brunnow, sur Metternich « qui est aussi ferme et aussi déterminé que nous ». Si M. Thiers veut commencer la guerre contre l'Autriche, il rappelle que « l'Angleterre n'a pas l'habitude d'abandonner ses alliés ». Il oppose le faisceau des grandes puissances, non-seulement à la France, mais aux partisans anglais de l'entente cordiale. Palmerston ne s'était pas mépris sur la faiblesse de Méhémet-Ali : celui qu'on avait pris pour un second Alexandre fut battu presque honteusement. M. Thiers accusait M. Guizot de s'être laissé enguirlander et tromper à Londres ; mais M. Guizot, une fois les voiles déchirés, avait promptement compris que M. Thiers ne réussirait pas à provoquer une entente directe entre le sultan et Méhémet-Ali. Il épousait le sentiment du roi qui ne voulait pas jeter la France dans une guerre pleine de périls, seule contre toute l'Europe et sans autre allié qu'un pacha dont l'empire gonflé avait crevé sous la première piqûre. M. Thiers dut quitter le pouvoir ; il n'avait pas désiré la guerre au début, il était

allé, dans des moments d'épanchement, jusqu'à se plaindre des velléités belliqueuses du roi, il s'était enflammé lentement, mais enfin il avait amené les choses à ce point que la guerre était devenue imminente : le roi et les chambres durent choisir entre lui et une lutte contre l'Europe coalisée. Le roi avait sans doute ressenti aussi vivement que personne l'injure faite à la France ; mais il connaissait mieux l'Europe que ceux qui, dès cette époque, croyaient pouvoir la braver et qui rêvaient de recommencer l'épopée révolutionnaire et impériale. M. Thiers lui-même avait été très-raisonnable dans son langage officiel ; sa dernière note à lord Granville séparait nettement la question de la Syrie et la question d'Égypte ; il abandonnait la Syrie à la fortune de la guerre, et considérait seulement comme un *casus belli* toute tentative faite pour déposséder Méhémet-Ali en Égypte. M. Thiers fut sacrifié à la nécessité de la paix : son programme ne le fut pas et il fut adopté par M. Guizot.

Palmerston avait assez triomphé ; il avait isolé la France, il avait soufflé sur l'empire asiatique de notre protégé, il avait fait entendre le canon anglais dans le Levant. M. Guizot reçut la réponse faite à la dernière note de M. Thiers (2 novembre 1840). Palmerston exprimait la

satisfaction qu'il éprouvait en voyant la France attachée au principe de l'intégrité de l'empire ottoman : il ne faisait pas même allusion à la menace du *casus belli* qui pourrait résulter d'une agression contre l'Égypte : cette question égyptienne était une affaire entre le sultan et le pacha ; le sultan verrait jusqu'où il pourrait pousser la générosité envers son vassal. Ce langage froidement ironique fut son seul cri de victoire ; il était de ces hommes qui, lorsqu'ils ont la proie, se soucient peu de l'ombre. Dans les débats du parlement, il couvrit la France de fleurs ; jamais il n'était venu à personne la pensée de l'insulter, de la blesser ; la France avait eu un bandeau sur les yeux, les événements l'avaient délié. Dans sa correspondance, on sent la main d'acier sous le gant de velours. « Mon cher Granville, vous m'écrivez que le vœu français est que la solution finale de la question d'Orient ne paraisse pas avoir été décidée sans la concurrence de la France ; mais c'est là précisément ce que je ne veux pas qui paraisse. » Il ne croit pas que la colère française soit seulement causée par une blessure d'amour-propre : les débats des chambres françaises ont prouvé que cette colère avait des causes bien autrement profondes. La France veut s'agrandir dans le Levant, au détriment

de l'Angleterre. Ces plans ambitieux sont déjoués; voilà ce qui cause sa furie, « et cette furie est d'autant plus intense et plus ingouvernable que ceux qui l'éprouvent n'en peuvent décemment avouer la vraie cause et sont obligés de la mettre au compte de sentiments que tout homme arrivé à l'âge adulte doit être honteux d'éprouver. » Écoutez-le enfin sonner l'hallali dans ce petit billet bref, pressé, débordant de joie contenue : « Ce jour (8 décembre) nous apporte une masse de bonnes nouvelles : la soumission de Méhémet, la défaite de Dost Mohammed, l'occupation de Chusac. La première met fin à la question turco-égyptienne. Le grand point maintenant sera de régler les derniers détails, de telle sorte que Méhémet soit réellement et *bona fide* un sujet du sultan, non un dépendant et un instrument de la France. »

Nous pouvons aujourd'hui, du fond de notre malheur, juger bien froidement ces événements de 1840 qui émurent tant nos pères. Le roi Louis-Philippe fit bien de refuser la guerre que lui offrait Palmerston, et Palmerston ne l'offrait que parce qu'il savait que ce souverain aimait trop la France pour la précipiter dans les hasards : ministre d'une monarchie constitutionnelle et entrepreneur de révolu-

tions à l'extérieur, il était prêt à exploiter les haines et les défiances de l'Europe absolutiste contre le gouvernement de juillet. Quand M. Brunnow assista plus tard au déchaînement de l'opinion anglaise contre l'empereur Nicolas, quand il vit Palmerston s'unir à Napoléon III, il se demanda sans doute si la politique de son pays avait été clairvoyante et habile en 1840, si le tsar avait bien servi la Russie en cherchant à abaisser une royauté qui n'inquiétait pas l'Europe, qui ne menaçait aucun trône et qui ne rêvait que des conquêtes morales et pacifiques. Palmerston, dénonçant Louis-Philippe comme un ambitieux et un trouble-fête, louant la solidité conservatrice de Metternich et de Brunnow, de la même main qui, à propos des affaires d'Espagne, dénonçait la France comme inféodée au parti absolutiste et aux ennemis des institutions libres, ferait l'effet d'une sorte de Méphistophélès politique, si, sous ses contradictions, ses tours et retours, ses légèretés calculées, l'on ne sentait la trame solide et forte d'un patriotisme violent, égoïste, avide, impitoyable, dédaigneux des hommes, des nations, des théories, des principes. Ceux qui travaillèrent après 1830 à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle en France comptèrent trop, on peut l'a-

vouer aujourd'hui, sur les complaisances de l'Angleterre; ils firent aussi trop de fond sur ces sympathies banales qui s'évaporent dans les salons. « Guizot a été trompé par le sot langage de Holland et de Clarendon, qui lui parlaient en faveur de Méhémet-Ali. » (Lettre à son frère, 27 juillet 1840.) Palmerston, au moment critique, offrit sa démission à lord Melbourne; tout céda, l'intérêt national fut invoqué, et Palmerston fit ce qu'il voulut. « Les peuples n'ont pas de cousins, » aimait-il à répéter. Il se persuadait que, s'il avait cédé à la France, Louis-Philippe devenait dictateur de l'Europe et que notre insolence n'aurait plus connu de bornes. Jamais on ne trouve dans sa correspondance un mot qui marque de l'amitié ou du moins du goût pour notre nation; il a toujours une flèche prête pour nous : « Le gouvernement français nous a demandé la permission de rapporter les cendres de Napoléon de Sainte-Hélène; nous avons accordé cette permission. Voilà une requête bien *française*. » (Lettre à son frère William, 13 mai 1840.) L'antipathie dont il honorait Louis-Philippe était instinctive; il reconnaissait dans le roi un Français jusqu'à la moelle. Il n'avait dans son caractère rien de la fadeur de ces whigs, de ces grands seigneurs qui patronnent volontiers et

tour à tour les souverains et les peuples ; il était le bouledogue de l'Angleterre et ne voulait pas être autre chose.

IV

LES MARIAGES ESPAGNOLS

L'Europe avait été plus équitable que lord Palmerston : ses souverains avaient fini par reconnaître les grandes qualités du roi Louis-Philippe et par rendre justice à son amour sincère de la paix. Le nuage de 1840 s'était promptement dissipé : on fut surpris de voir tomber le cabinet anglais au lendemain même de son triomphe. Palmerston alla reprendre sa place sur les bancs de l'opposition. Les questions économiques commençaient alors à prendre l'ascendant dans la chambre des communes. La réforme parlementaire y avait fait penétrer les représentants des classes industrielles qui aspiraient au libre échange; les *gentilshommes* étaient attachés aux tarifs protecteurs. Palmerston trouvait l'économie politique chose assez ennuyeuse et s'occupait de préférence des questions de politique exté-

rieure ; il accusait la mollesse du cabinet tory et dénonçait volontiers sa faiblesse envers les États-Unis et la France. Quand on relit aujourd'hui les débats que souleva l'affaire Pritchard, on les trouve tout à fait misérables : pendant que les déclamateurs français accusaient M. Guizot de lâcheté, lord Palmerston éclatait en philippiques véhémentes contre la condescendance anglaise. Il ne faisait pas seulement son métier d'opposition systématique, il était sincèrement convaincu qu'il faut toujours montrer les dents, menacer, gronder. « Ce n'est pas telle ou telle concession qui peut avoir une importance nationale, c'est l'habitude de faire des concessions, c'est la croyance en votre facilité à en faire qui est fatale à l'intérêt, à la tranquillité, à l'honneur d'un pays. » Il écrit ailleurs : « Ne lâchez jamais une tête d'épingle que vous ayez le droit de garder et que vous croyez pouvoir garder, et même si vous pensez qu'à la dernière extrémité vous ne pouvez la conserver, faites autant de difficultés que vous pourrez avant de l'abandonner, et laissez croire que peut-être vous ferez la guerre plutôt que de la lâcher. »

En 1843, Palmerston fit un voyage sur le continent. On est étonné de le voir à cette époque sans cesse préoccupé d'une guerre avec

la France. Il se plaint d'elle à tout le monde. « La France a fait trois grandes fautes : premièrement, en Espagne, elle a attaqué notre influence politique, peu de gens comprennent cela et par conséquent peu s'en soucient. Ensuite, elle a attaqué notre commerce par ses opérations en Afrique et ailleurs; cela est compris de toutes les classes industrielles et commerciales, et cause beaucoup d'irritation. Enfin, elle a attaqué notre religion par ses missionnaires dans le Pacifique; cette injure est ressentie par nos classes moyennes et par tous les dissidents, et produit une explosion d'indignation furieuse. » (Notes de voyage, Francfort.) Il ne croyait pas à l'entente cordiale. M. Guizot ne lui convenait pas plus que M. Thiers. « Guizot, écrivait-il en 1845 à son frère William, nous aime aussi peu dans son cœur que tout autre Français, et il est poussé par l'opposition à exprimer des sentiments hostiles, plus souvent et plus fortement que ne le serait un autre. »

Au moment même où l'œuvre de Peel était accomplie, ce grand homme d'État, qui avait l'âme haute, humaine et généreuse, tombait du pouvoir : les torys avaient suivi malgré eux le chef qu'ils s'étaient donné, et le jour même où les lords votaient enfin l'abolition de

la loi sur les céréales, l'administration de Peel se trouvait en minorité sur une question relative à l'Irlande. Les whigs se voyaient de nouveau portés au pouvoir, et tout naturellement Palmerston était désigné pour le portefeuille des affaires étrangères. Son attitude vis-à-vis de la France avait été pendant les années précédentes marquée par une insolence si agressive, qu'il crut nécessaire, pendant les vacances de la chambre des communes et pendant que la nouvelle administration se constituait, de faire un voyage à Paris pour montrer qu'il savait sourire aussi bien qu'aboyer. On promena « ce terrible lord Palmerston » de salon en salon, de dîner en dîner; il vit M. Guizot chez Mme de Lieven, M. Thiers chez lady Sandwich. Le roi l'invita aux Tuileries. Palmerston rencontra M. de Montalembert, qui l'avait furieusement attaqué, lui tendit la main le premier et lui parla avec cette bonne humeur qui ne coûte guère à un homme du monde et qui lui sert d'armure naturelle. Il eut, on le voit, bien peu de chose à faire pour se rendre *possible*. Lord John Russell forma le cabinet dans lequel lord Palmerston reprit le *foreign office* pour la troisième fois. Il n'y a peut-être dans toute la correspondance diplomatique de Palmerston rien de plus intéressant qu'une lettre

qu'il écrivit à lord John Russell presque aussitôt l'avénement du ministère whig. L'Europe est tranquille : rien ne remue; l'œil de lynx de Palmerston fouille l'avenir. Où voit-il un danger? A Rome. Et qui veut-il intéresser au sort du souverain pontife? Lord John Russell, le whig des whigs. Il lui envoie le 30 juillet 1846 une copie du mémorandum adressé par les puissances au pape en 1831. « La matière, dit-il, est de grande et sérieuse importance, elle a une portée qui n'apparaît pas à première vue. L'Italie est le point faible de l'Europe, et la première guerre qui éclatera en Europe sortira sans doute des affaires italiennes... Laissez les choses comme elles sont, et vous donnez à la France le droit de troubler l'Europe quand elle le voudra... Les libéraux français savent que, s'ils tentaient de marcher sur le Rhin, ils auraient contre eux l'Allemagne unie, la Russie et plus ou moins l'Angleterre; mais, en soulevant une insurrection en Italie contre le mauvais gouvernement papal, leur position serait différente. L'Angleterre ne prendrait probablement pas partie contre eux; la Prusse ne remuerait pas le pied; la Russie ne serait pas bien active et peut-être ne serait pas fâchée dans son cœur de ce qui pourrait humilier et affaiblir l'Au-

triche. Mais l'Autriche interviendrait et ne pourrait guère faire autrement; la France et l'Autriche se battraient en Italie, et la France aurait tous les Italiens de son côté. La guerre, commencée en Italie, s'étendrait peut-être à l'Allemagne; en tous cas, nous n'avons aucun désir de voir l'Autriche abattue, la France agrandie, la vanité militaire et l'amour des conquêtes des Français réveillés et excités par le succès. » Il conclut en invitant lord Russell à fortifier le pape en lui demandant des réformes intérieures : la mission donnée à lord Minto eut pour principal objet de provoquer des réformes en Italie afin d'empêcher une intervention française dans la péninsule.

Palmerston, on le voit, n'était pas l'ennemi du pape, il n'était l'ennemi d'aucun gouvernement faible, il ne détestait que ce qu'il craignait : la monarchie constitutionnelle de juillet avait, à force de patience et de courage, surmonté les plus grandes difficultés, elle avait usé la mauvaise humeur des cours, elle rayonnait sur toute l'Europe par le génie de ses écrivains, par l'éloquence de ses hommes d'État, par ses idées sagement libérales, par le prestige attaché à un roi honnête homme, entouré d'une nombreuse et brillante famille. Cette prospérité, que rien ne semblait plus me-

nacer, aveuglait, épouvantait Palmerston ; son esprit inquiet cherchait constamment le défaut de la cuirasse française, ses pressentiments étaient guidés par un profond instinct : si la révolution de 1848 n'eût pas eu lieu, la guerre eût vraisemblablement éclaté tôt ou tard en Italie entre la France et l'Autriche. Ce n'est pas seulement l'Italie que surveillait Palmerston, son œil sortait rarement de l'Espagne : les affaires de Madrid l'amusaient comme un roman, et sa raideur britannique savait passer à travers les mailles des intrigues les plus serrées.

Il lui convenait de donner son appui hautain à un trône constitutionnel menacé et de devenir un arbitre des partis dans la péninsule. Il voyait partout un parti français et partout il lui opposait un parti anglais. En 1835 (15 octobre), lord Clarendon (alors Georges Villiers) lui écrit de Madrid que le roi Louis-Philippe assiste les carlistes et qu'il n'est pas éloigné de la pensée de reconnaître don Carlos. Il recommande à Palmerston Mendizabal comme le seul homme qui puisse sauver l'Espagne. Quand Mendizabal dut céder la place à Isturitz et à Cordova, Palmerston s'emporta contre la France ; il la représente comme trahissant la cause libérale en Espagne. « La France croit peut-être, écrit-il à lord Gran-

ville, que quand les choses auront été à un certain point, on lui demandera de recommencer le drame de 1823. Elle se trompe grossièrement. L'Espagne n'est plus ce qu'elle était alors, la France n'est plus ce qu'elle était. Louis-Philippe ne pourrait envoyer une armée en Espagne, pour renverser des institutions uniquement parce que ces institutions sont démocratiques. L'ordre de marche serait le tocsin de sa dynastie. » (20 septembre 1836.) Il devient volontiers tragique quand il s'agit de Louis-Philippe.

Jamais le gouvernement anglais n'eut à se plaindre sérieusement de la conduite de la France vis-à-vis de l'Espagne, mais il plaisait à Palmerston de nourrir des griefs contre nous, de nous représenter comme des alliés peu sûrs, des modèles de fourberie, des abîmes d'ambition. Il voit rouge quand il est question du roi des Français. Voici sur quel ton il écrit à son frère : « Ces insurrections militaires en Espagne et en Portugal sont le diable; mais elles n'auraient pas éclaté si notre digne ami et fidèle allié Louis-Philippe avait rempli ses engagements et avait agi dans l'esprit du quadruple traité (1). Mais, qu'elle qu'en soit la cause, il

(1) Ce traité fut signé le 22 avril 1834 entre l'Angleterre, la France.

nous a à peu près jetés par-dessus bord, nous, la reine et le traité. Les uns disent que c'est par peur des républicains, les autres par désir de plaire à l'Autriche et à la Russie,... d'autres qu'il veut le succès de don Carlos et donne une princesse française à un fils de don Carlos... » (10 septembre 1836.) Peu de jours après, il revient à la charge et écrit à son frère : « Louis-Philippe nous a traités salement (*scurvily*) dans ces affaires espagnoles; mais le fait est qu'il est aussi ambitieux que Louis XIV et veut mettre un de ses fils sur le trône d'Espagne, comme mari de la jeune reine, et il croit qu'il atteindra mieux ce but par la continuation du désordre en Espagne que par la fin de la guerre civile et l'établissement de l'indépendance nationale. » Une autre fois, il accuse Louis-Philippe de convoiter les provinces du nord de l'Espagne; il croit que la guerre civile et la misère les jetteront dans les bras de la France : « c'est le rêve de Talleyrand. » (Lettre du 1er décembre 1836.) Ainsi cette imagination inquiète s'ingénie à découvrir en nous toute sorte de noirceurs.

Connaissait-il mieux l'Espagne? En parlant de la jeune reine, il écrit : « Il lui faut de l'ar-

l'Espagne et le Portugal pour garantir les trônes constitutionnels d'Espagne et de Portugal.

gent, de bons généraux, d'honnêtes serviteurs; comment elle trouvera l'une quelconque de ces trois choses, Dieu le sait! » Il a peu d'illusions sur les hommes d'État de la Péninsule, sur Torreno, « dont les poches sont profondes » (Lettre du 12 avril 1838 à William Temple), sur « mon absurde ami » Miraflores, etc. Le temps, mieux que la sagesse des hommes d'État, consolidait pourtant le trône d'Isabelle.

Le représentant de l'Angleterre était toujours lié aux progressistes, celui de la France aux modérés; mais M. Guizot et lord Aberdeen avaient fini par s'entendre et par décider qu'il ne devait plus y avoir à Madrid de parti français, ni de parti anglais. Tel n'était pas l'avis de lord Palmerston, et bientôt la question des mariages espagnols vint envenimer une lutte qu'on avait pu croire apaisée.

Notre génération ne comprend plus guère les passions que cette question fameuse a soulevées. Elle a vu s'élever et tomber trop de choses pour ne pas regarder froidement, à travers le voile de l'histoire, les timides ambitions, les prétentions rivales qui s'agitaient en 1847 autour d'une jeune souveraine. Nous avons vu donner et retirer les couronnes; nous avons assisté à la formation de vastes et puissants empires; tous les rangs ont été boulever-

sés dans l'Olympe des souverains. Les grandes forces qui régissent l'Europe moderne emportent tout, les alliances de famille, les intérêts privés, les traditions des races privilégiées : les souverains ne sont plus que les premiers serviteurs des ambitions, des haines, des espérances nationales. Nous ne comprenons plus guère aujourd'hui l'intérêt qui s'attachait au mariage de la jeune reine d'Espagne : son époux ne pouvait jamais être que le mari de la reine ; son influence, si grande qu'elle pût devenir, ne pouvait aller jusqu'à changer les intérêts d'une race fière, jalouse de l'étranger, qui a toujours dévoré en peu de temps tout ce qui a été mêlé à sa vie intérieure.

C'est presque un lieu commun, en Angleterre, de dire que dans cette question des mariages espagnols la France a manqué à des engagements formels et qu'elle n'a dû la victoire qu'à sa mauvaise foi dans cette triste bataille livrée autour d'un lit nuptial. Le biographe du prince Albert a été jusqu'à dire que la révolution de 1848 a été le châtiment providentiel de cette mauvaise foi. Quel était donc le crime du roi Louis-Philippe ? Peu de personnes connaissent exactement les sentiments qu'il apporta dans la question des mariages espagnols. Au fond de son cœur, il avait toujours

déploré les discordes qui séparaient les carlistes et les partisans de la reine Christine ; il avait songé à y mettre fin en donnant la main de la jeune reine Isabelle au comte de Montemolin ; mais on oublie toujours qu'il fallait compter avec les sentiments et les passions de la reine Christine. Celle-ci avait un pouvoir à peu près absolu et ne voulut jamais entendre parler d'un prince qu'elle regardait comme un rebelle : le parti libéral le repoussait également avec la dernière énergie. Cette solution écartée, examinons celles qui s'offraient à l'Espagne, et dès l'abord nous affirmons de la manière la plus formelle que jamais le roi ne songea au trône d'Espagne pour l'un de ses enfants. Il se souvenait du duc d'Anjou, des malheureuses guerres de la fin du règne de Louis XIV. La reine Marie-Amélie redoutait le palais de Madrid pour ses enfants : elle avait reçu d'une sœur chérie, devenue princesse des Asturies, des confidences qui l'avaient attristée. Quand plus tard un de ses fils épousa l'infante sœur de la reine, les jeunes époux ne vécurent pas à la cour.

Si ni le roi ni la reine ne voulaient mettre un fils de France sur le trône d'Espagne, la reine Christine le désirait au contraire vivement : elle avait jeté les yeux sur le duc d'Au-

male ; on lui déclara péremptoirement que son espérance était chimérique.

Qui pouvait prétendre à la main de la reine? Le comte de Trapani, accepté un moment par la reine Christine et par le roi Louis-Philippe, était repoussé par le sentiment unanime du peuple espagnol. Le duc de Séville s'était rendu odieux à la reine Christine et aux « modérés » par ses alliances avec les radicaux, par ses actes inconsidérés et ses violences. Restaient le duc de Cadix et le prince Léopold de Cobourg, de la branche catholique des Cobourg. La France ne faisait aucune objection au mariage de l'infante, sœur de la reine, avec un Cobourg ; elle ne voulait pas de son mariage avec la reine ; ayant renoncé elle-même à lui donner un époux français, elle avait le droit de repousser celui avec lequel l'Angleterre avait notoirement lié ses intérêts. L'Angleterre donnait l'exclusion à nos princes, nous la donnions au sien.

Jusqu'à la dernière heure, l'Angleterre espéra pourtant faire triompher la candidature du prince de Cobourg. De Madrid, de Lisbonne, de Londres, de Bruxelles, on tendait sur l'Europe comme une toile d'araignée dans laquelle on espérait bien faire tomber la mouche française. M. Guizot répétait à satiété dans ses dé-

pêches que, lorsque nous avions déclaré notre parti-pris de ne pas vouloir du trône du roi pour un fils du roi, nous ne pouvions cependant admettre que l'Espagne fût jetée hors de sa tradition historique et que le trône pût sortir de la maison de Bourbon. M. Bulwer, qui était à Madrid, ne voulait pas d'un Bourbon. « J'étais, je l'avoue, tout à fait opposé aux prétentions bourbonniennes. » (Tome III, p. 223, *Vie de lord Palmerston.*) « Si j'avais, ajoute-t-il, pu conduire la cour espagnole, j'eusse lié les langues, et j'aurais amené le prince Léopold à Madrid pour le marier soudainement avec l'approbation des cortès et les acclamations de l'armée. » Tels étaient les desseins de ceux qui plus tard osaient accuser notre bonne foi ; ils voulaient prendre, non pas la main d'une infante, mais la couronne même par une sorte de surprise.

La question des mariages espagnols avait été posée pendant le ministère de sir Robert Peel et de lord Aberdeen. Ce dernier avait déclaré au roi Louis-Philippe à Eu que tous les aspirants à la main de la reine convenaient à l'Angleterre, sauf un fils de France. Lord Palmerston, qui remplaça lord Aberdeen, partageait au fond les sentiments du représentant anglais à Madrid. Il écrivait bien à sir H. Bulwer, le

16 août 1846 : « Nous n'avons qu'une objection à faire : c'est au mariage d'un prince français avec une princesse espagnole sur le trône ou héritière du trône, et je vous prie d'avertir Christine, Rianzarès et Isturitz que nous considérerions un tel mariage comme une mesure d'hostilité *contingente* contre l'Angleterre, de la part de l'Espagne et de la part de la France, et que nous serions obligés de modifier en conséquence nos rapports avec ces deux pays. » Peu de temps après, il exprime mieux sa vraie pensée : « Mon cher Bulwer, je me range à l'opinion que vous avez eu raison tout le temps, et que c'est nous qui avons eu tort dans cette affaire du mariage espagnol. Nous aurions dû tout de suite et bravement adopter Cobourg et le faire triompher en bravant la France ; mais nous n'étions pas disposés à rompre avec la France au moment où nous prenions le pouvoir, et nous ne croyions pas que le mariage fût un intérêt anglais assez fort pour justifier cette rupture. »

Voilà qui est bien clair ; lord Palmerston, quand il succéda à lord Aberdeen, désirait en réalité le trône d'Espagne pour Cobourg ; plus tard il se rabattit sur le double mariage de la reine avec un infant, de l'infante avec Cobourg. Le roi Louis-Philippe avait toujours dit qu'il

fallait ne marier d'abord que la reine et attendre pour l'infante : c'est la diplomatie anglaise qui inventa le double mariage ; si la France adopta cette solution pour son propre compte, elle ne fit pas autre chose que ce que l'Angleterre se préparait à faire.

C'est au mois de juillet 1846 que la solution du double mariage devint imminente ; la France se vit alors entièrement dégagée, et M. Guizot se contenta de changer dans la solution anglaise un nom par un autre. Lord Palmerston n'avait pas apporté dans ses négociations la bonne foi et la modération d'idées de lord Aberdeen, son prédécesseur. A peine arrivé aux affaires, il avait envoyé à Bulwer une dépêche où il dénonçait dans les termes les plus violents le parti modéré espagnol, et plaçait le prince Léopold au premier rang des candidats à la main de la reine ; il avait fait passer cette dépêche sous les yeux du gouvernement français. Il envoyait en même temps à Bulwer une dépêehe secrète, dont la France ne devait pas avoir connaissance ; il lui disait de ne pas insister tout d'abord pour Cobourg, mais d'appuyer le duc de Séville alors exilé. Il voulait alarmer Louis-Philippe et lui faire peur d'un prince qui se donnait comme le chef de l'opposition espagnole. Il fit écrire dans le même sens à Isturitz

par lord Clarendon. Il travailla à réconcilier la reine Christine avec les progressistes. « Si Cobourg épouse la reine, don Henri (le duc de Séville) pourrait épouser l'infante, ou *vice-versâ,* » écrivait-il le 19 juillet 1846. Il se soucie peu au fond de tel ou tel infant, mais Cobourg est dans toutes ses combinaisons : « Le meilleur arrangement serait que Enrique épousât la reine et Cobourg l'infante. » Il n'a pourtant pas d'illusions sur son candidat, et il en parle avec une étrange liberté (voir la lettre à Bulow du 16 août 1846); il ne voit en lui visiblement qu'un instrument commode.

Quand M. de Jarnac lui apprend le double mariage de la reine et de l'infante, il écrit de Penzance : « Je ne vous parlerai plus d'entente cordiale, parce que ce qu'on nous annonce ne prouve que trop clairement qu'on ne veut plus à Paris ni de cordialité, ni d'entente. » La colère déborde dans ses épanchements à Bulwer : « Nous sommes indignés de la mauvaise foi, de l'ambition sans scrupules, des basses intrigues du gouvernement français. » Il répète que le roi et M. Guizot, à Eu, ont assuré personnellement à la reine et à Aberdeen que le mariage de l'infante ne se ferait pas avant que la reine Isabelle n'ait des enfants ; il se garde d'ajouter que lui-même se préparait à

donner un mari à l'infante, le même jour qu'à la reine, que c'est sur les conseils de l'Angleterre que la reine Christine insistait sur les mariages simultanés. Il écrit à lord Normanby (27 septembre 1846) : « La reine a écrit une lettre chatouilleuse (*a tickler*) au roi des Français, en réponse à la sienne. Toutes deux ont passé par la reine des Belges. » Nous ne parlerons pas de cette correspondance royale; la reine Victoria était certainement convaincue que son gouvernement n'avait fait aucun effort pour mettre le prince de Cobourg sur le trône d'Espagne, elle en était restée aux conversations familières d'Eu. Elle voulait ajourner le mariage de l'infante; mais cette politique n'était ni celle de Bulwer, ni celle de Palmerston, ni celle de tous les agents qui s'employaient sans relâche pour le prince de Cobourg. On ne peut pas avoir à la fois les bénéfices du désistement et de l'ambition, pratiquer le renoncement à un étage de la politique et l'avidité dans un autre.

Il avait convenu à lord Palmerston d'engager une lutte acharnée, de traiter la France en ennemie, l'Espagne en vassale; s'il avait mis Cobourg sur le trône d'Espagne, il eût bien ri de la candeur de ceux qui eussent accusé sa diplomatie d'incorrection; mais il se crut toute sa-

vie permis ce qu'il voulait interdire à tout le monde. Lord Clarendon disait plaisamment que tous les commandements du Décalogue pouvaient être remplacés par un seul : « Tu ne seras pas découvert. » Lord Palmerston en avait inventé un autre : « Ne faites pas à l'Angleterre ce que vous trouverez bon qu'elle vous fasse. »

V

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

Lord Dalling (sir H. Lytton Bulwer) a publié trois volumes intitulés : *The Life of viscount Palmerston,* qui vécut jusqu'aux approches de la révolution de février ; la plume tombée de ses mains a été ramassée par M. Evelyn Ashley (1), un fils de lord Shaftesbury, et ce second biographe embrasse la période contenue entre 1846 et 1863. Dans ces deux derniers volumes, la correspondance de lord Palmerston tient encore plus de place que dans les trois premiers, car Bulwer, devenu lord Dalling, se souvient parfois qu'il est le frère d'un écrivain, M. Ashley s'efface entièrement derrière son héros. Si littérairement les deux nouveaux volumes n'ont aucun mérite, ils n'en sont pas moins extrêmement intéressants : ils nous

(1) *Life of viscount Palmerston,* 1846-1865, by the hon. Evelyn Ashley 2 vol.

montrent le Palmerston que notre génération a connu, mêlé aux plus grands événements de notre temps.

Seul peut-être parmi tous les hommes d'État anglais, lord Palmerston n'avait jamais senti fondre sa haine envers la monarchie de Louis-Philippe, qui avait donné tant d'années de paix à l'Europe et de calme à la France. Les mariages espagnols, le prestige croissant du roi, avaient exaspéré cette haine. La douceur, la sagacité de Louis-Philippe, avaient lentement usé l'opposition qu'une monarchie d'origine révolutionnaire avait rencontrée dans les grandes cours. Rien ne se faisait plus en Europe sans son concours.

Il plut à la France de laisser perdre en un jour tout le fruit d'un règne. Lord Palmerston apprit avec joie la chute de M. Guizot. « Guizot a cru, écrit-il à lord Minto le 24 février, qu'avec un parlement à ses gages et une majorité obtenue par la corruption, il pourrait contrôler la volonté nationale, et le résultat a été que la volonté nationale a été dominée par les armes populaires. Tout le monde s'en va disant que Louis-Philipppe est le plus sage des hommes; je l'ai toujours regardé comme un des plus rusés et conséquemment pas comme un des plus sages... Cette abdication du roi des barri-

cades sur une sommation de la garde nationale est un curieux exemple de justice politique et poétique. » Lorsqu'il écrivait ces lignes injurieuses, il ne savait pas encore que l'abdication du roi avait été suivie d'une révolution. Quand lord Normanby lui apprend la proclamation de la république, il lui commande tout de suite de rester à son poste ; il se charge d'empêcher l'Europe de se mêler des affaires de la France. Il faut en revanche que les nouveaux gouvernants empêchent la France de se jeter sur aucune partie de l'Europe. « Sur cette base, ajoute-t-il, nos relations avec la France peuvent être placées sur un pied plus affectueux qu'elles ne l'étaient ou n'avaient chance de l'être avec Louis-Philippe et Guizot. » (26 février 1848.)

Palmerston moralisait sur ce roi, qui avait passé par toutes les vicissitudes humaines « depuis la condition du maître d'école jusqu'à la pompe du trône », mais, seul de tous les hommes d'État anglais, il n'alla pas saluer dans le malheur celui qu'il avait été naguère voir aux Tuileries. On ne le vit jamais à Claremont. Il croyait à la « poésie » de la justice, il ne comprenait pas la poésie de l'oubli, de la générosité ; il était de ceux dont les haines ne se refroidissent pas, même sur les tombes.

Le plaisir philosophique qu'il avait éprouvé en apprenant la révolution de 1848 avait été d'abord un peu gâté par la crainte de voir la république reprendre ses traditions guerrières et conquérantes. « Nous ne pouvons pas, écrivait-il dès le 27 février 1848, voir tranquillement la Belgique envahie et Anvers devenu port français. » Il craignait non-seulement la guerre, « les grandes républiques sont de leur nature essentiellement agressives, » il craignait aussi la contagion du suffrage universel : « l'exemple de la France va mettre en l'air notre population non votante et faire crier pour une extension du suffrage, le vote secret et autres choses pernicieuses. N'importe, pour l'heure présente, *vive* Lamartine ! » (28 février 1848.) Lamartine assurément faisait tout ce qui dépendait de lui pour calmer les terreurs de l'Europe ; s'il déclarait pompeusement dans sa circulaire aux agents diplomatiques de la France que les traités de 1815 avaient cessé d'exister, il ajoutait que la république de 1848 était essentiellement pacifique. Palmerston avait bien deviné que les phrases sur les traités de 1815 n'étaient qu'une concession vaine à la foule : c'était le gaz qui devait rapidement s'évaporer ; ce qui restait au fond du creuset démocratique, le métal pur, le *régule,*

c'était la paix ; la France était une assez belle proie pour les apôtres du suffrage universel.

Quand les Irlandais rebelles, O' Brien en tête, vont demander l'appui du gouvernement provisoire, Lamartine leur répond qu'il n'est pas « convenable » que la nation française intervienne dans les affaires intérieures d'un pays avec lequel elle désire rester en paix. « Dites à Lamartine, écrit Palmerston à son ambassadeur, combien nous lui sommes obligés pour sa parfaite et amicale conduite vis-à-vis de la députation irlandaise. Sa réponse a été tout à fait honorable et digne d'un *gentleman.* » Dans cette même lettre, où il daigne accorder l'investiture du *gentleman* à Lamartine, il raconte à Normanby qu'il avait eu M. Guizot, alors réfugié en Angleterre, à sa table avec les Lieven, « mais j'ai eu soin que cela ne soit pas mis dans les journaux. » Cette précaution peut se justifier, et l'on comprend que Palmerston n'ait pas voulu porter le moindre ombrage au nouveau gouvernement français. On peut s'étonner pourtant de voir introduire dans la langue diplomatique des expressions qui rappellent un code de délicatesse tout mondain. Palmerston crut-il toujours indigne d'un gentilhomme de protéger les ennemis avoués d'un gouvernement légal? On l'eût fait

sourire en lui posant cette question; mais il pensait naïvement que la déférence envers le gouvernement anglais était un attribut de « l'honnête homme ».

L'Europe était remuée jusque dans ses fondements : Palmerston avait pris tout de suite son parti ; il était décidé à n'accorder la protection active de l'Angleterre qu'à la Belgique, dans le cas où celle-ci serait menacée par la France. Il entrevoyait déjà les linéaments d'une nouvelle Europe, d'une Italie délivrée du joug autrichien, d'une Allemagne plus unie et fortifiée contre la France. Il accablait Lamartine de compliments en même temps qu'il écrivait au roi Léopold : « Pour la France, personne ne peut prophétiser de semaine en semaine le tour que prendront les événements dans ce malheureux pays. Pendant des années, ceux qui étaient au pouvoir ont travaillé aux étages élevés de la monarchie, sans s'occuper des fondations. L'éducation et la religion ont été négligées (1), et le pouvoir est passé maintenant dans les mains d'une canaille qui ignore les principes du gouvernement, de la moralité et de la justice; c'est un fait historique remarquable qu'une nation de 35 millions d'hommes,

(1) Lord Palmerston oublie la loi sur l'instruction primaire de M. Guizot.

qui, depuis plus d'un demi-siècle, est dans cet état d'agitation politique qui d'ordinaire forme et fait surgir les hommes capables et qui a été pendant ce temps gouvernée par trois dynasties, n'ait pas un homme public que la nation regarde avec confiance et respecte, à cause de ses qualités d'homme d'État et de son caractère personnel, pas un prince que la majorité du peuple fasse quelque effort pour mettre sur le trône. Le principe de l'égalité a été poussé à bout sur un point, les hommes publics ont tous perdu le respect du peuple, les candidats à la royauté sont tous sans partisans. » Il continue ainsi, versant ses mépris dans le sein de son royal confident. Il n'épargne pas plus le reste de l'Europe : Metternich est l'homme dont parlait Bacon, qui ruine tout pour vouloir seul être un chiffre parmi des zéros. Il ne peut regretter de voir les Autrichiens chassés de l'Italie. « L'Italie est pour l'Autriche le talon d'Achille, et non le bouclier d'Ajax. » Il veut voir entre la France et l'Autriche une Italie du Nord, unie, sans sympathie pour l'une ni pour l'autre. (Lettre au roi Léopold du 15 juin 1848.)

Dans ses dépêches à lord Ponsonby, il conseille à l'Autriche d'abandonner spontanément ses possessions italiennes et d'organiser im-

médiatement, fortement, le reste de son empire ; mais qui fera cette amputation? L'Autriche n'a plus d'homme d'État. Il recommande l'abdication de l'empereur, celle de son frère, « qui ne vaut guère mieux » ; le neveu de l'empereur est bien jeune, mais on peut le mettre à cheval, le montrer au peuple et à l'armée, réchauffer en sa faveur l'enthousiasme que Metternich a éteint ; l'Autriche vaut la peine d'être sauvée. (Lettres du 21 et du 28 avril 1848.)

Les événements ne répondirent pas tout de suite à la prophétie de Palmerston ; le maréchal Radetzky rentra dans Milan, et lord Palmerston s'empressa d'offrir la médiation anglaise aux vainqueurs et aux vaincus. Il essaya de persuader à l'Autriche de garder Venise, d'abandonner la Lombardie et d'accepter une indemnité pécuniaire. Il lui fit peur d'une intervention française. « Je ne désire pas voir les Français en Italie, écrit-il le 31 août 1848 à lord Ponsonby ; il y a beaucoup de fortes et puissantes raisons qui me font détester cette pensée : mais j'aime encore mieux les y voir entrer que de voir les Autrichiens rester à Milan. » L'Italie n'a jamais été qu'un territoire conquis pour l'Autriche, une garnison. Ce n'est pas une autre Irlande, car en Irlande les races

sont amalgamées, on parle anglais, tout ce qui est riche, intelligent, veut l'union avec l'Angleterre. « Je ne souhaite pas, écrit-il à lord Abercromby, voir l'Italie émancipée par les armes françaises, mais plutôt cela que rien. » L'heure de la délivrance n'avait pas encore sonné pour l'Italie, et après Novare Palmerston dut renoncer à régler les destinées de la péninsule dans une conférence de Londres ou de Bruxelles (après avoir fait une objection absolue à Vienne, dont l'atmosphère politique lui semblait pestilentielle, il s'était rabattu sur le choix de Bruxelles). L'Italie retomba sous le joug, et Palmerston ne put que prêcher la modération aux vainqueurs.

Il vit avec défiance l'occupation de Rome par une armée française et insista vivement pour que notre gouvernement fît des conditions au pape avant de le laisser revenir, pour qu'on lui demandât des réformes, une constitution. Tandis que dans ses dépêches il argumente, avance et recule, c'est dans les lettres à son frère qu'on trouve le fond immuable de sa pensée. « Il me paraît clair, lui dit-il dès le 7 juillet 1849 au sujet de cette question romaine, que le pape ne sera plus ce qu'il a été, et que son pouvoir spirituel sera très-diminué par la réduction ou par la perte de son autorité

temporelle. C'est là certes une bonne chose pour l'Europe tant catholique que protestante, et si cela finit par nationaliser fortement et localiser l'Église catholique dans chaque pays, ce sera un grand point de gagné et un pas considérable dans le sens du progrès pour les sociétés humaines. » Palmerston n'avait jamais compris la religion autrement que nationale ; il ne concevait pas un pouvoir spirituel qui ne fût matérialisé dans des provinces, une vérité qui ne fût enfermée entre des frontières. Il ne pouvait pas déguiser ses mépris pour Tocqueville, dont l'âme timorée s'inclinait devant une puissance spirituelle ; il se moquait de sa générosité, cherchait à lui faire honte en lui reprochant d'être l'instrument d'un Schwarzenberg, de Ferdinand de Naples. La république existait encore de nom en France ; il écrivait à Normanby : « Ma conviction est que, tôt ou tard, Rome deviendra une république. » Cette conviction était-elle bien sincère, ou ne cherchait-il qu'à flatter les sentiments républicains de Tocqueville ? Il était meilleur prophète quand il peignait ainsi l'avenir de l'Autriche : « L'empereur tient l'Italie, mais ne la gardera que jusqu'au jour précis où la France cessera de le permettre. La première querelle entre l'Autriche et la France fera sor-

tir les Autrichiens de la Lombardie et de Venise. Il tient la Hongrie et la Galicie, mais ne les gardera qu'aussi longtemps que la Russie le permettra. La première querelle avec cette puissance détachera ces pays de la couronne autrichienne. Il règne sur ses provinces allemandes en vertu d'une *tenure* qui dépend, en une grande mesure, de sentiments auxquels il lui sera également difficile de se rallier ou de résister. » (Lettre à Ponsonby.)

Quand il s'exprimait ainsi, l'Autriche venait d'être sauvée par les armes de la Russie : si plus tard elle étonna l'Europe par son ingratitude, pour rappeler une expression célèbre, elle ne surprit guère lord Palmerston. Au moment même où l'Autriche s'accrochait à la Russie, comme un mauvais nageur s'accroche à un bon, il écrivait : « Il est malheureux pour l'Autriche et pour l'Europe que le gouvernement autrichien se soit placé dans la dépendance de la Russie, parce que l'Autriche est ainsi empêchée de devenir un frein pour l'ambition et l'usurpation russes. — Taisez-vous, diront les Russes, et souvenez-vous que nous vous avons sauvé du démembrement et de la ruine. — Peut-être les Autrichiens, s'ils deviennent forts, ne se soucieront guère de ces reproches. »

Pendant l'ère de réaction qui suivit Novare et la défaite de l'insurrection hongroise, Palmerston ressemble à un tambour qui bat encore la charge quand la charge est finie. Sa colère s'exhale tantôt contre l'Autriche, tantôt contre la Russie : « les atrocités commises en Galicie, en Italie, en Hongrie, en Transylvanie, ne peuvent être égalées que par ce que font les nègres en Afrique ou à Haïti ; » il invite l'ambassadeur anglais à exprimer « ouvertement » et « décidément » son dégoût pour les fouetteurs de femmes de Hongrie et de Milan. « Ne laissez pas les Autrichiens imaginer, lui dit-il, que l'opinion publique anglaise doive être cherchée dans les articles mis dans le *Times* par les agents autrichiens de Londres, ni dans le langage servile des lords et des ladies torys, ni dans les notions de cour des ducs royaux, des duchesses royales. »

La Russie et l'Autriche demandèrent qu'on leur livrât les réfugiés hongrois, au nombre desquels étaient Kossuth et un Zamoyski. Le sultan réclama l'appui de l'Angleterre et de la France contre les prétentions de ses puissants voisins. Si l'empereur Nicolas comparait la Turquie à un homme malade, Palmerston la comparait volontiers à une dame qui s'évanouit et à qui il faut faire mettre des sels sous le

nez; son flacon de sels, c'était la flotte anglaise. Il se dépêcha de l'envoyer dans les Dardanelles, bien que le traité de 1841 interdît aux puissances d'y envoyer leurs escadres tant que la Turquie était à l'état de paix. La France s'associa à cette démonstration avec quelque hésitation; elle semblait « effrayée de son propre courage ». (Lettre à Canning du 16 décembre 1849.) Palmerston contait pourtant avec joie que le prince-président était « disposé à suivre une politique étrangère de nature à créer une communauté de vues et d'action entre l'Angleterre et la France ». Brunnow ne défendait pas vigoureusement la conduite suivie par son gouvernement, mais essayait de montrer à Palmerston combien il était dangereux d'humilier l'orgueil de son souverain irritable : il lui offrait ainsi le régal qui pouvait lui être le plus agréable. La mortification était d'autant plus forte pour le tsar qu'elle arrivait au lendemain du jour où il était intervenu comme un *Deus ex machinâ* dans les affaires de l'Autriche et s'était montré à l'Europe ainsi qu'un saint Michel destiné à exterminer la révolution. La Turquie ne rendit pas les fugitifs, elle se contenta de s'en faire le geôlier pendant les deux années qu'ils furent internés à Kutayeh; mais la Russie et l'Autri-

che durent céder : le flacon de sels avait produit son effet, et Palmerston put se flatter d'avoir fait échec du même coup à l'Autriche et à la Russie.

Il s'était essayé contre un géant, il ne dédaigna pas de se mesurer le moment d'après contre un nain. Toute l'Europe fut un moment remuée par la méchante affaire de don Pacifico. Ce personnage était un juif de Gibraltar, établi en Grèce, dont la maison avait été pillée par une bande de coquins, à la tête desquels étaient les fils d'un ministre de la guerre. Palmerston se lassa de faire des réclamations inutiles en faveur de ce sujet anglais; il ordonna à l'amiral Parker de s'arrêter à Athènes en revenant des Dardanelles, et invita M. Wyse à profiter de la circonstance pour obtenir le règlement définitif de toutes les réclamations anglaises. « Vous vous embarquerez sur la flotte avant que l'amiral ne prenne des mesures hostiles, pour vous préserver vous-mêmes et votre mission contre toute insulte. L'amiral commencera naturellement par des représailles, c'est-à-dire il prendra possession des propriétés grecques; mais le roi serait sans doute indifférent à la confiscation de quelque propriété marchande, et ce qu'il aura par conséquent de mieux à faire sera de *mettre la main sur sa petite*

flotte, si cela peut se faire dextrement. L'action consécutive sera le blocus des ports, et si cela ne suffit pas, vous et Parker prendrez telles mesures que vous jugerez nécessaires, quelles que soient ces mesures. »

L'amiral ne fut pas contraint d'aller jusqu'au bout de ce programme : il s'empara des vaisseaux qu'il trouva dans le Pirée. M. Thouvenel, en apprenant cette nouvelle, appela l'escadre française à Athènes, mais l'amiral n'obéit pas à son injonction et attendit les ordres de Paris. Le roi Othon demanda le baron Gros pour servir de médiateur; Palmerston accepta ses bons offices : « C'est un aussi bon choix que les Français aient pu faire; » pour Thouvenel, écrit-il à Wyse, « il continue *qualis ab incepto processerat*, et agit aussi ridiculement, avec autant d'impertinence et d'hostilité que ses facultés intellectuelles le lui permettent; » Othon n'est que « l'enfant gâté de l'absolutisme ». Il fallait que Palmerston fût bien assuré de la complaisance du prince-président, car il ne ménage plus personne; il n'a que des sarcasmes pour Brunnow, pour M. Cetto, le ministre de Bavière, pour la princesse Lieven; il représente le « parti russe » coalisé contre lui avec la « clique orléaniste », pour plaire au président Louis-Napoléon. Il obtint une satis-

faction à peu près complète, et il ne lui resta plus qu'à rendre compte de sa conduite devant la chambre des communes. Ce fut l'occasion de son plus grand triomphe oratoire. Les lords avaient voté une résolution où ils exprimaient le regret « que diverses réclamations faites contre le gouvernement grec, douteuses au point de vue de la justice et exagérées dans leur chiffre, eussent été appuyées par des mesures coercitives dirigées contre le commerce de la Grèce et de nature à compromettre la continuation des rapports pacifiques avec les autres États. » Palmerston maintint le droit absolu du gouvernement anglais; il fit la théorie du *civis romanus sum :* partout où la justice était inefficace à protéger les droits d'un Anglais, l'Angleterre pouvait substituer son action à une action manifestement injurieuse. « Les Anglais établis en d'autres pays ne sont ni hors la loi ni au-dessus des lois, ils doivent s'adresser d'abord à la justice locale ; « c'est seulement après un déni de justice ou des décisions manifestement injustes que le gouvernement anglais est tenu d'intervenir. » Il faisait ainsi de l'Angleterre la cour de cassation de l'univers entier.

A ceux qui lui reprochaient de manquer de générosité envers les faibles, il répondait :

« La petitesse d'un pays excuse-t-elle la grandeur de ses méfaits? Quoi! parce que vos sujets subissent des violences, des outrages, dans un pays qui est petit et faible, il faudra leur dire, quand ils demandent votre secours, que ce pays est trop petit et trop faible pour que vous exigiez pour eux quelque compensation? Ils vous répondront que cette petitesse et cette faiblesse rendent plus facile d'obtenir cette compensation. « Non, me dit-on, la générosité doit être notre loi. » Ainsi nous sommes généreux envers ceux qui ont été sans générosité, et nous ne demanderons aucune réparation précisément parce qu'il nous est facile de l'obtenir. »

Élevant ensuite le débat, il parla des rapports de l'Angleterre et de la France; il se défendit contre ceux qui l'accusaient d'avoir été mal inspiré par ses haines envers M. Guizot et d'avoir précipité la chute de la monarchie constitutionnelle en France. « C'est, assure-t-on, ma haine contre M. Guizot, née des mariages espagnols, qui a renversé son ministère et avec lui le trône de France! Que diront les Français quand ils apprendront cela? Que dira cette nation noble et fière, pleine du sentiment de sa dignité et de son honneur, quand elle saura qu'il est au pouvoir d'un ministre anglais de culbuter son

gouvernement et sa monarchie ? » Puis, tournant ces arguments à son profit, il ajoutait : « Si le peuple français avait pensé qu'une coalition de conspirateurs étrangers cabalait contre un de ses ministres, et cela pour la seule raison qu'il avait défendu, comme il le comprenait, les intérêts et la dignité de son propre pays, s'il avait pu penser que cette coalition de conspirateurs étrangers avait des complices en France, je dis que le peuple français, cette nation brave, noble et courageuse, aurait méprisé les intrigues de cette cabale et se serait serrée autour de celui contre lequel eût été formé un tel complot. » L'allusion était bien transparente : il ne s'agissait plus en réalité de M. Guizot, ni de la France. Cette coalition, c'était celle de tous les ennemis étrangers ou anglais de lord Palmerston, confondus avec les ennemis de l'Angleterre.

Il connaissait bien sa nation, il savait qu'en invoquant la grandeur de l'Angleterre il pouvait impunément tout fouler aux pieds, qu'elle aimait ceux qui exercent la puissance avec un cœur d'airain, qui pour elle bravent et cherchent l'aversion. Le triomphe de Palmerston fut éclatant ; à partir de ce jour, il devient le ministre non plus de telle ou telle administration, il fut le ministre de l'Angleterre.

Jamais sa popularité n'avait été plus grande; il avait battu tous les conservateurs unis aux radicaux, appuyés par la diplomatie européenne, mais il ne savait pas triompher avec grâce, et l'on regrette pour sa mémoire des lignes comme les suivantes, écrites à son frère peu après sa victoire : « La mort de Louis-Philippe me délivre de mon ennemi le plus habile et le plus invétéré, dont la position lui donnait en bien des manières le pouvoir de me nuire, et, bien que je sois fâché de la mort de Peel, parce que je le regrettais et que c'est certainement une perte pour le pays, en tant qu'il s'agit de ma position politique, je crois qu'il n'a jamais été disposé à me rendre un bon office. » Le bon goût ne fut jamais un attribut de lord Palmerston : il était ce que les Anglais appellent *matter of fact*, de fibre rude, matérielle, d'autant plus redoutable que sa brutalité savait très-bien servir sa ruse, et que sa bonne humeur simple et facile, sa rondeur d'homme du monde, couvraient l'esprit le plus souple, le plus délié, le plus fécond en ressouces, en inventions, appliqué à suivre à travers tous les incidents, tous les accidents, quelque objet invisible à tous.

VI

LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE

Lord Palmerston n'avait pas vu tomber sans une joie mal dissimulée le trône constitutionnel de 1830; il avait eu des éloges méprisants pour les grands politiques que le hasard avait jetés au pouvoir, et il n'avait jamais cru à la durée du régime nouveau. Il n'était pas difficile de comprendre qu'une constitution qui faisait sortir du suffrage universel direct une assemblée unique et un président, était une œuvre mort-née. Quand le conflit entre ces pouvoirs éclata, Palmerston en surveilla les phases avec attention. Il n'avait pas recherché l'intimité du prince Napoléon pendant que celui-ci était en Angleterre, mais il n'ignorait pas qu'il y avait une grande force dans le nom de Napoléon, et il admirait instinctivement toutes les forces. Il savait le prince « anglomane », il connaissait beaucoup ses amis per-

sonnels, il le préférait à ceux qu'on nommait à cette époque les « burgraves », aux anciens parlementaires français. Dès le 24 janvier 1851, il écrivait à lord Normanby : « Si j'étais le président, je ne me soucierais pas que l'assemblée soit ou non avec mes ministres, qu'elle censure ou approuve leur conduite. Je dirais à l'assemblée : Je ne puis me débarrasser de vous, et vous ne pouvez vous débarrasser de moi, et votre censure ne change point mon sentiment sur mes propres actes. De ces actes je suis responsable non pas devant vous, mais devant la France. » Il ajoutait qu'il n'y avait aucune analogie entre la constitution anglaise et la nouvelle constitution française, ce qui n'était que trop évident.

Le prince-président caressait déjà Palmerston et faisait des approches habiles de son côté, il ne perdait pas son temps; le 20 novembre, Palmerston écrivait à l'ambassadeur d'Angleterre : « Il me semble que Louis-Napoléon est maître du champ de bataille, et que la journée sera pour lui. J'ai toujours pensé que ce résultat serait le meilleur pour la France et pour l'Angleterre; il n'y a en ce moment aucun homme capable aux affaires en France, et, si Louis-Napoléon finit par fonder une dynastie, je ne vois pas qu'il y ait lieu de le re-

gretter, en ce qui concerne les intérêts anglais. La famille des Bourbons a toujours été hostile à l'Angleterre, et les membres de cette famille qui ont contracté vis-à-vis de nous les plus grandes obligations personnelles et politiques sont peut-être ceux qui nous ont le plus détestés. Que gagnerions-nous à substituer Henri V ou les d'Orléans à la race des Bonaparte? Quoi qu'il en soit, je dis de Louis-Napoléon : *laudo manentem*. S'il tombe, nous nous efforcerons naturellement d'être en aussi bons termes avec ceux qui, après lui, seront les organes officiels de la nation française; mais nous n'avons aucun désir de le voir tomber. Si le succès mesure la bonne conduite, il n'a pas mal joué ses cartes. Certaines choses qu'il a faites et qu'on a représentées comme des erreurs, ont peut-être contribué à son succès. « Je marche, suivez-moi », a été une heureuse déclaration, elle montre qu'il connaît la faiblesse de cœur de ceux qui veulent le renverser. Si les burgraves osaient dire ouvertement qu'ils veulent restaurer la monarchie, on pourrait souhaiter leur succès; mais ils ne semblent pas prêts à le faire, et pourtant ils veulent renverser ce qui, dans l'état présent des affaires, semble ce qu'il y a de mieux après une monarchie. »

Palmerston suivait avec anxiété les dévelop-

pements de la question d'Orient; il cherchait un allié contre la Russie; son enthousiasme croissant pour le prince-président s'explique par les assurances mystérieuses qu'il recevait de l'Élysée. Le 3 décembre, le comte Walewski, ambassadeur à Londres, annonça à lord Palmerston le coup d'État du prince Napoléon; le ministre des affaires étrangères n'en parut nullement surpris; il ne cacha point que l'acte « hardi et décisif » du président lui semblait nécessaire et avantageux pour la France et pour l'Europe.

A peine le comte Walewski l'avait quitté, il écrivit à lord Normanby : « Nous, qui ne pouvons être supposés en savoir autant qu'on en savait à Paris sur les manœuvres des bourbonistes, nous ne pouvons être surpris si Louis-Napoléon a frappé le coup à l'heure où il l'a fait, car il est bien connu que la duchesse d'Orléans allait être appelée à Paris cette semaine avec son fils pour recommencer une nouvelle période de gouvernement orléaniste. Naturellement le président a eu vent de ce qui se passait, et, s'il est vrai, comme le disent les journaux, que Changarnier ait été arrêté à quatre heures du matin, en conseil avec Thiers et d'autres (1), il y a bonne raison de croire

(1) Il n'y avait de vrai que la nouvelle des arrestations.

que les burgraves allaient frapper le président ce jour même, et qu'en conséquence il a agi en vertu du principe qu'une bonne attaque est souvent la meilleure parade. » Lord Normanby avait écrit des dépêches « qui se prêtaient aussi bien au succès des burgraves qu'à celui de Louis-Napoléon ». Palmerston le réprimande, il lui interdit de voir les burgraves. « J'ai des raisons de penser, parce que cela m'est revenu de plusieurs côtés, que le président a été quelquefois conduit à inférer, en raison de votre intimité sociale avec le parti des burgraves, que vos sympathies politiques sont plutôt inclinées vers eux que vers lui. » Il le morigène, il se moque des scrupules constitutionnels que lord Normanby a exprimés. « Ce respect pour la loi et la constitution, que dans votre dépêche d'hier vous dites habituel aux Anglais, ce respect est dû à des lois justes et équitables, faites à l'abri d'une constitution fondée sur la raison, consacrée par son antiquité, par la mémoire des longues années de bonheur qu'elle a procurées à une nation; ce serait donner un emploi à peine convenable à ces sentiments que d'exiger qu'ils s'adressent à cette force d'hier, que les têtes éventées de Marrast et de Tocqueville ont inventée pour le tourment et la perplexité de la nation française, et je puis

dire qu'on fait plus d'honneur à cette constitution en la violant qu'en l'observant. Il était temps de se débarrasser de cette folie puérile. »

Il revient à la charge trois jours après : il lui reproche d'avoir été trop hostile au président la veille du coup d'État: il raille agréablement les dépêches qui ont suivi immédiatement ce nouveau 18 brumaire. « Une de vos dépêches principalement ne parle guère que d'un miroir qui aurait été cassé dans un club et d'un morceau de plâtre enlevé d'un plafond par une des balles de la guerre des rues. » Il ne voudrait pas être devancé dans l'expression de son admiration pour le triomphateur : « Nous savons que les agents diplomatiques de l'Autriche et de la Russie ont rendu visite au président immédiatement après ses mesures le mardi matin; ils ont fait profession de leurs sentiments d'approbation;... ils lui font de grandes avances, et, bien que nous ne désirions pas que vous sortiez de votre chemin pour lui faire la cour ou vous identifier avec ces mesures, il serait très-fâcheux qu'il pût avoir lieu de croire que vos sympathies aient été attachées aux projets qui avaient été faits pour le renverser, projets sur l'existence desquels j'ai peur qu'on ne puisse pas élever des

doutes raisonnables, bien que récemment vous ne m'en ayez pas particulièrement entretenu. »

D'où venaient donc les renseignemeuts particuliers de Palmerston sur ces terribles projets? et quels étaient au juste ces plans exécrables? Palmerston a pris la peine, plusieurs années après, en 1858, de faire un petit mémoire sur ce point d'histoire ; voilà ce que nous trouvons dans son *Memorandum sur quelques circonstances qui ont trait au coup d'État*. Clio! retiens ce beau récit : « Le coup d'État a été fait le mardi 2 décembre 1851 ; il était connu à Londres le jour suivant. Le mercredi 3, Monsieur et Madame... dînèrent avec nous à Carlton Gardens et me dirent qu'ils avaient été à Claremont le vendredi précédent, pour rendre visite à la reine Amélie; ils avaient trouvé les dames de la cour française en grand émoi; elles dirent à Madame... en grand secret qu'elles faisaient leurs malles, qu'elles s'attendaient à aller à Paris à la fin de la semaine suivante, c'est-à-dire à la fin de la semaine dans laquelle se fit le coup d'État. Le dimanche suivant, le 7 décembre, M. Borthwick, l'éditeur du *Morning-Post,* vint me voir. Il avait à me faire une communication importante et qu'il se croyait en droit de faire. Il me dit que la veille, c'est-à-dire le samedi 6, le général de Rumigny, atta-

ché à la cour française, était venu chez lui et lui dit que, M. Borthwick ayant toujours eu des attentions pour la famille royale, il avait été prié de lui dire, si cela pouvait être utile à son journal, qu'on lui donnerait des nouvelles quotidiennes des opérations militaires qui allaient commencer dans le nord de la France; le prince de Joinville et le duc d'Aumale étaient allés à Lille pour prendre le commandement des troupes qui devaient agir contre le président. La famille royale avait en vain tenté d'empêcher le prince de Joinville de prendre cette résolution; voyant qu'il était décidé, le duc d'Aumale aurait dit: « Mon frère est un marin, il ne connaît pas les opérations militaires, je suis un soldat, je pars avec lui et je vais partager son sort et sa fortune. » M. Borthwick me dit qu'il avait refusé de recevoir les communications qu'on lui offrait, qu'il ne voulait point que son journal fût regardé comme l'organe des d'Orléans, et, comme on ne lui avait point demandé le secret, il était venu tout me dire. »

Est-il nécessaire de continuer ce roman? Palmerston met en mouvement la police de Claremont, il apprend que le duc d'Aumale est à Naples; le prince de Joinville est retenu dans sa chambre par une indisposition, « personne

ne l'avait vu que son médecin, qui le visitait deux fois par jour. Ce rapport montrait clairement que Joinville était parti. » Quelques jours après, il reçoit une lettre de son frère, ministre à Naples, lettre écrite avant qu'on ait eu connaissance à Naples du coup d'État. On lui apprenait que le duc était parti précipitamment pour l'Angleterre, en prétextant des nouvelles qu'il avait reçues de la santé de sa mère. Voilà le complot révélé par M. de Rumigny bien établi. « D'Aumale avait évidemment, par un arrangement concerté, quitté Naples pour joindre Joinville un jour donné, dans un lieu donné, et cela prouve qu'il y avait eu un complot longtemps médité contre le président. » Veut-on une dernière preuve? « Une quinzaine de jours ou trois semaines après, le comte Lavradio, le ministre portugais à Londres, alla à Claremont faire visite à la princesse de Joinville, qui est Brésilienne, et la trouva *tout éplorée* par suite du tour que les affaires avaient pris, et rien ne pouvait être plus affligeant « et pour moi qui devais être à Paris le 20! »

Voilà l'acte d'accusation que Palmerston rédigeait à loisir quelques années après le coup d'État; il lui importait de faire croire que le président n'avait fait qu'un acte de légitime défense. Ceux qui connaissent les person-

nages qu'il met en jeu ne sauront qu'admirer le plus, la candeur du général de Rumigny, cette conspiration savante ourdie dans une chambre de malade à Claremont en même temps qu'à Naples, cette princesse « en pleurs », ces dames d'honneur qui font leurs malles. Ce « memorandum » cesse d'être risible, quand on sait que ce qui s'imprime aujourd'hui a été soufflé tout bas dans les oreilles d'une foule de personnes dont le coup d'État avait blessé les sentiments. Palmerston était peut-être sincère quand il croyait que les princes français allaient donner le signal d'une guerre civile; mais on peut dire hautement que la passion lui avait ôté toute lucidité; non-seulement il ne connaissait pas ceux dont il parlait, il ne voulait pas les connaître. Décidé à se mettre du côté du président, il ne se contentait pas de l'absoudre, il tenait à le justifier. Quand Normanby lui demanda de nouvelles instructions, il lui répondit officiellement : « Sa Majesté m'ordonne de donner à Votre Excellence pour instructions de ne rien changer dans vos relations avec le gouvernement français. C'est le désir de Sa Majesté que rien ne soit fait par notre ambassadeur à Paris qui puisse avoir l'apparence d'une intervention quelconque dans les affaires intérieures de la France » (5 décembre 1851).

Lord Normanby alla communiquer à M. Turgot, qui avait reçu le portefeuille des affaires étrangères, la teneur de cette dépêche. M. Turgot le prit de haut avec lui et ne lui cacha pas que sa démarche était bien inutile; dès le lendemain du coup d'État, M. Walewski l'avait informé que lord Palmerston approuvait entièrement tout ce qu'avait fait le président. Lord Normanby se plaignit d'avoir été devancé et d'être placé dans une position intolérable, si à Downing-street on n'avait que des éloges pour le président, tandis que ses instructions officielles lui défendaient toute ingérence dans les affaires intérieures de la France, et lui commandaient seulement de ne pas interrompre les rapports diplomatiques avec le nouveau gouvernement.

Dès que la reine et lord John Russell, alors premier ministre, eurent pris connaissance de la lettre de lord Normanby, lord Russell écrivit à lord Palmerston pour lui demander compte du désaccord entre les communications verbales faites à M. Walewski et les instructions officielles discutées dans le conseil des ministres. La reine avait lieu d'être justement irritée contre lord Palmerston, car à peine un an auparavant elle avait tenu à faire, si l'on peut employer ce mot, le protocole de ses re-

lations avec lord Palmerston; voici quels étaient les termes précis du memorandum qu'elle lui avait fait tenir, et dont elle lui avait fait accepter les conditions : « La reine exige d'abord que lord Palmerston dise distinctement ce qu'il propose dans chaque cas donné, afin que la reine sache aussi distinctement ce à quoi elle donne sa sanction royale. Deuxièmement, cette sanction donnée à une mesure, elle exige que cette mesure ne soit point arbitrairement altérée ou modifiée par le ministre. Elle considérerait un tel acte comme un manque de sincérité vis-à-vis de la couronne, et estime qu'elle aurait le droit de le punir dans l'exercice de son droit constitutionnel, en renvoyant le ministre. Elle s'attend à être informée de ce qui se passe entre le ministre et les ambassadeurs étrangers, avant que l'on ne prenne des décisions importantes, basées sur ces rapports, à recevoir en temps utile les dépêches de l'étranger, à recevoir les copies des réponses soumises à son approbation assez à temps pour qu'elle puisse en prendre connaissance avant que les réponses ne soient dépêchées. »

Ce mémorandum garde sa place dans l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre. Après lord Russell, la reine elle-même demanda des

explications à lord Palmerston ; le 16 décembre, celui-ci écrivit à lord Russell une longue lettre dans laquelle il fit nettement l'apologie du coup d'État ; l'existence d'une république, dans un pays centralisé comme la France, avec une grande armée permanente, avec une capitale comme Paris, lui semblait une impossibilité, « quelque savante et sage que soit l'organisation d'une telle république ». La constitution de 1848 était une absurdité, elle méritait plutôt le nom de « dissolution ». Il ajoutait en *post-scriptum* qu'il regrettait comme tout le monde « l'inutile destruction de vies que les soldats paraissent avoir infligée au peuple de Paris ».

L'Angleterre était encore sous le coup de l'émotion qu'avait produite cette « destruction de vies » ; Palmerston aimait d'ordinaire les colères généreuses de sa nation, son cœur avait été du côté des « garçons brasseurs » de Barclay et Perkins contre le « boucher » Haynau, quand celui-ci avait failli être massacré. Il ne se trouvait pas cette fois à l'unisson du peuple anglais : on ne répondit pas à ses dissertations sur les constitutions républicaines, on lui reprocha simplement son « incorrection » constitutionnelle ; il dut sortir du ministère, il se retira un peu honteusement, tombant pour

ainsi dire du haut de la popularité dans une véritable défaveur. Dans ses lettres à son frère, il se représente comme la victime d'une intrigue ; on l'a noirci dans l'esprit de la reine et du prince Albert. « Le « memorandum » où la reine lui signifiait ses volontés en termes presque irrités aurait dû lui servir d'avertissement. Quand lord Russell lut ce memorandum à la chambre des communes, pour expliquer la retraite forcée de lord Palmerston, l'effet fut des plus grands. Disraéli rencontra le lendemain lord Dalling à l'ambassade russe et lui dit, avec son sourire bizarre : « Il y a eu un Palmerston (there was a Palmerston). » Celui-ci s'était bien faiblement défendu devant les communes, il semblait « écrasé »; il fut prudent, il se permit une seule malice, en laissant deviner que le 4 décembre, à sa propre table, lord Russell avait parlé favorablement à M. Walewski de ce même coup d'État qu'on lui reprochait tant d'avoir approuvé. Il fit à tout le monde l'effet d'un homme qui dans un duel subit le feu de l'adversaire. Il voyait venir la guerre de Crimée.

VII

LA GUERRE DE CRIMÉE

Palmerston eut bientôt le plaisir de renverser le cabinet affaibli de lord John Russell : il vit tomber peu après l'administration éphémère de lord Derby ; sa *jachère* politique fut donc vite terminée, et lord Aberdeen, chargé de refaire un cabinet, dut lui demander son concours. Il n'avait jamais rompu avec lord John Russell, bien qu'il eût déclaré positivement qu'il ne servirait plus dans un cabinet où celui-ci serait premier ministre. Il accepta, sous lord Aberdeen, le ministère de l'intérieur ; les affaires étrangères avaient été données à lord Clarendon.

Il ne perd pas de vue, dans ses nouvelles fonctions, les grandes affaires de l'Europe : il est préoccupé de mettre l'Angleterre en état de défense, d'organiser les milices, d'augmenter la marine ; il a toujours un peu peur des « ar-

rière-pensées de l'empereur des Français, « dans l'âme duquel personne ne peut plonger » ; mais il se sent entraîné vers lui par un penchant secret; il approuve son mariage, la franchise avec laquelle l'empereur se déclare un « parvenu ». (Lettre du 31 janvier 1853.) Napoléon III le caressait de toutes manières; un moment, il fut question de la retraite de Pálmerston : il avait donné sa démission, en refusant de s'associer à un plan de réforme parlementaire proposé par lord John Russell, il trouvait le cabinet trop timide vis-à-vis de la Russie ; quand, sur les instances de ses collègues, il consentit à rester, l'ambassadeur de France lui écrivit tout de suite : « Au début de la campagne que nous allons faire ensemble, c'est un grand confort pour moi et une grande garantie pour l'empereur que de vous savoir l'*âme* des conseils de notre allié. Votre concours pèse d'un poids très-réel dans la balance, et on sait à Paris en apprécier toute la valeur. »

Cette « campagne » dont parlait l'ambassadeur n'était encore que dans sa phase diplomatique; mais de bonne heure Napoléon III et Palmerston avaient résolu de l'en faire sortir. Palmerston ne cessa de souffler la guerre ; il tenait une occasion unique, il avait un allié

continental, celui dont l'armée avait alors le plus grand renom, il allait faire l'envers de Tilsitt, s'unir à un Napoléon contre la Russie, user l'ambition française dans des entreprises utiles à l'Angleterre. Comme il y a plaisir à voir une voile se tendre pour recevoir tout l'effort du vent, on éprouve une certaine sorte de satisfaction à voir un homme tirer le parti le plus complet des occasions que lui offre la fortune. La Russie s'était réjouie de voir le *pugnace* Palmerston hors du *Foreign office;* mais il suivait le développement des affaires d'Orient d'aussi près que personne. Clarendon était le gant sous lequel se cachait la griffe palmerstonienne.

Le 2 juillet 1853, l'armée russe avait passé le Pruth et occupé les principautés danubiennes. Les escadres réunies de la France et de l'Angleterre se tenaient à l'entrée des Dardanelles, dans la baie de Besika. Le 4 juin, Palmerston écrivit une lettre pressante à lord Aberdeen : il fallait sur-le-champ, selon lui, envoyer les flottes dans les Dardanelles et au besoin dans la mer Noire. Était-il digne de l'Angleterre et de la France de se tenir timidement devant la porte de derrière de la Turquie pendant que les Russes entraient de force dans l'antichambre? Lord Aberdeen hésitait à

violer le traité de 1841 ; la Russie, de son côté, disait à l'Europe que l'occupation des principautés n'était qu'une réponse à l'envoi des flottes française et anglaise devant les Dardanelles. Palmerston essaye de raidir l'épine dorsale de ses collègues, il fait un long memorandum, le 12 juillet 1853, pour prouver que toutes les concessions sont inutiles et dangereuses ; la Russie est persuadée que l'Angleterre gronde, menace et ne se bat pas, son insolence n'a plus de bornes, « c'est le voleur qui déclare qu'il ne quittera la maison que quand le sergent de ville se sera d'abord retiré de la cour. »

La crise devenait de plus en plus aiguë. L'intimité de Palmerston avec l'ambassadeur de Russie était grande depuis 1840; il considérait Brunnow comme un homme « sage » ; il recommandait pourtant à lord Aberdeen (lettre du 4 octobre 1853) de conserver dans ses communications avec Brunnow un ton mystérieux, indéfini, incertain, de nature à augmenter ses alarmes. Le 5 octobre, la Porte déclara que, si les principautés n'étaient pas évacuées avant quinze jours, elle se considérait comme à l'état de guerre avec la Russie, et le 14 octobre les deux flottes française et anglaise franchirent les Dardanelles. Elles s'ar-

rêtèrent à Constantinople ; ce n'était pas assez au gré de Palmerston : il voulait qu'on entrât du coup dans la mer Noire et qu'on fît une convention navale et militaire avec la Turquie. Suivant lui, on ne devait rien faire à demi ; il fallait ou se mettre avec la Russie, et jeter les Turcs en Asie Mineure, ou maintenir la Turquie telle quelle. « Chasser de l'Europe le sultan et ses deux millions de sujets musulmans, y compris l'armée et la masse de propriétaires fonciers, ne serait point tâche facile ; cependant les cinq puissances pourraient le faire et recommencer le drame polonais. Mais elles trouveraient la reconstruction plus difficile que la démolition. Il n'y a pas assez d'éléments chrétiens en Turquie pour faire un état chrétien dans la Turquie d'Europe, capable de remplir ses fonctions comme une part essentielle du système européen. Les Grecs sont une petite minorité et ne pourraient être la race gouvernante. Les Slaves qui forment la majorité, n'ont pas de quoi faire les os et les nerfs d'un nouvel État. La reconstruction de la Turquie veut dire tout bonnement sa sujétion à la Russie, directe ou indirecte, immédiate ou prochaine. »

On parlait encore de ressusciter la conférence de Vienne ; Palmerston s'y opposait :

« Une conférence à Vienne, cela veut dire Buol, et Buol veut dire Meyendorf, et Meyendorf veut dire Nicolas. » Il était pressé de voir succéder à « l'âge d'or des notes diplomatiques l'âge de cuivre et de fer ». (Lettre à lord John Russell, 24 octobre 1853.) La guerre était commencée quand il se servait de ces mots; la flotte turque fut brûlée le 30 novembre à Sinope. Qu'allaient faire l'Angleterre et la France?

Palmerston veut qu'on déclare à la Russie qu'aussi longtemps que les troupes russes seront dans les principautés, les flottes française et anglaise brûleront tout vaisseau russe qui sortira des ports de la mer Noire. C'est la guerre! exclamait lord Aberdeen; il ne voulait pas de telles extrémités. Ne pouvait-on se contenter d'exercer une « pression » sur la Russie? Palmerston donna sa démission le 15 décembre. On le rappela au bout de dix jours; on s'était enfin décidé aux hostilités. Palmerston reparut comme le dieu Mars dans l'Olympe du cabinet; il sonna la trompette dans un grand banquet offert à sir Charles Napier avant son départ pour la Baltique. M. Bright reprocha à Palmerston à la chambre des communes le ton léger du discours qu'il prononça à cette occasion, et le compara aux gens qui

excitent les coqs à se battre. Le peuple anglais n'avait plus d'oreille pour Bright, et le fifre de Palmerston réjouissait son cœur autant que la vue des « habits rouges » et des « vestes bleues ». Les portes, fermées depuis Waterloo, étaient rouvertes, et l'Angleterre, toujours avide de grandes émotions, commençait avec une sorte de joie sauvage son nouveau duel avec la fortune.

Les péripéties de ce grand drame sont bien connues : nous n'avons à nous occuper que de la part prise par Palmerston ; il se trouva porté bientôt au pouvoir par une force irrésistible ; l'Angleterre, irritée par les lenteurs de la guerre, les souffrances de son armée, ne vit bientôt plus d'espoir qu'en lui. Le 15 février 1855, il écrivait à son frère de Downing street :

« Quod nemo promittere Divum
Auderet volvenda dies en attulit ultro.

Il y a un mois, si quelqu'un m'eût demandé quel était l'événement le plus impossible, je lui aurais répondu : C'est de me voir premier ministre. Aberdeen était là, Derby était le chef d'un grand parti, John Russell d'un autre, et pourtant en dix jours ils ont été emportés comme de la paille dans le vent, et me voici,

vous écrivant à Downing street, premier lord de la trésorerie. Le fait est qu'Aberdeen et Newcastle étaient discrédités, on ne les croyait plus à la hauteur des circonstances. Derby avait conscience de l'incapacité de la plus grande portion de son parti ; John Russell, par la façon dont il a subitement quitté le gouvernement, avait tellement perdu son empire dans son parti que j'étais le seul de ses amis politiques disposé à servir sous lui. » Les plaisirs des sens sont peu de chose, disait Saint-Simon en savourant l'humiliation des légitimés; Palmerston pouvait goûter un plaisir raffiné en voyant celui qui l'avait renvoyé du ministère non-seulement lui céder, lui offrir, comme au plus digne, le pouvoir que ses mains ne pouvaient retenir. Il était devenu pour le moment « l'inévitable ». Il envoya lord John Russell à Vienne pour l'amuser à des négociations sur lesquelles il ne comptait guère. La mort de l'empereur Nicolas semblait les rendre plus faciles ; mais Palmerston avait des prétentions exorbitantes : dans les instructions secrètes qu'il envoie à lord John Russell le 28 mars 1855, il lui recommande de ne pas se laisser étourdir par le bruit qu'on fait autour des fameux « quatre points ». Les seuls points importants sont le premier et le troisième ; il faut

absolument fermer les principautés à l'occupation russe ; il faut empêcher le Russe d'avoir une flotte, si petite qu'elle soit, dans la mer Noire. Il correspond directement avec l'empereur des Français, sur ces *points* qu'il redoute de voir devenir un frein de la guerre. Il lui montre le danger de ce « dédale de négociations qui amollissaient les esprits en France, en Angleterre, en Allemagne, partout et même en Crimée. » (Lettre du 28 mai 1855.) Il ne comprend, pour lui, qu'une bonne manière de faire la paix, c'est de conduire énergiquement la guerre. « Victorieux en Crimée, nous commanderons l'amitié, peut-être même l'épée de l'Autriche ; manquant de succès en Crimée, nous n'aurons pas même sa plume. »

Lord John Russell, qui s'était laissé attendrir dans le « labyrinthe de Vienne », ne put faire accepter à Londres les propositions de l'Autriche ; il donna sa démission comme fit alors M. Drouyn de Lhuys, qui avait aussi adhéré aux propositions du comte Buol. Grâce à la vigueur déployée par le département de la guerre, l'armée anglaise avait été mise sur un excellent pied en Crimée. La politique de Palmerston fut enfin couronnée par la prise de Sébastopol.

Palmerston n'a plus qu'une crainte, c'est

une mauvaise paix : « La nation anglaise, écrit-il le 21 novembre 1855 à M. de Persigny, alors ambassadeur de France à Londres, serait enchantée d'une bonne paix qui assurât les objets de la guerre ; mais plutôt que d'être entraînée à signer la paix à des conditions insuffisantes, elle préférerait continuer la guerre sans d'autres alliés que la Turquie, et elle se sent tout à fait en état d'en soutenir le fardeau. » Le comte Buol cherchait à faire des stipulations relatives à la mer Noire l'objet d'un traité séparé entre la Russie et la Turquie. La France pencha un moment en ce sens. Palmerston insista pour que ces stipulations fissent partie intégrante du traité à signer entre les belligérants. Pendant la durée du congrès de Paris, Palmerston dicta les paroles de Clarendon. Il ne voyait pas sans ennui Napoléon III, las de la guerre, satisfait d'avoir montré la reine Victoria au peuple français, devenu père d'un nouveau roi de Rome, déjà entouré des hommages de toute l'Europe. Napoléon, il le sentait bien, n'avait aucun intérêt à achever la Russie ; il était pressé de faire revenir en France ses légions et ses aigles. Palmerston lutta presque seul pied à pied, pendant les négociations, tâchant de rogner autant que possible les ongles de l'ours russe.

Son nom restera toujours associé avec celui de Napoléon au souvenir de la guerre, peut-être la plus singulière de ce siècle, guerre faite en apparence au profit de l'empire ottoman et qui a précipité la décomposition de cet empire, guerre qui devait avoir des conséquences absolument inattendues, car en mettant la Russie, pour ainsi dire, au ban de l'Europe, on la jeta dans les bras du tentateur germanique; le canon qui renversa Sébastopol eut pour échos historisques et celui de Sadowa et celui de Sedan. Rien qu'en se tenant l'arme au pied, la Russie précipita la chute de l'Autriche et celle de l'empire français. Cette puissance, que Palmerston avait cru réduire à jamais, se recueillit pendant quelques années, et quand elle fit sa rentrée sur le théâtre politique, ce fut pour déchirer dédaigneusement et avec le consentement forcé de l'Angleterre la clause du traité de Paris à laquelle Palmerston s'était attaché avec le plus d'opiniâtreté. L'œuvre de Napoléon III et de son allié anglais servit pour quelques années des intérêts dynastiques, servit-elle nos intérêts nationaux ? Pour l'Angleterre, elle n'en recueillit que peu de fruits; la vaillance de sa petite armée ne serait jamais venue à bout de Sebastopol. Il fut démontré que l'Angleterre, en qualité de puissance mi-

litaire, ne peut sur le continent que servir de second à une autre puissance. La Turquie, remise artificiellement en équilibre, ne fit aucune réforme et la question d'Orient est aujourd'hui plus menaçante que jamais. Quand on a raison trop tôt en politique, c'est à peu près comme si l'on avait tort. A peine un murmure se mêla-t-il au concert de louanges qui saluèrent le triomphe de lord Palmerston.

Quelques gouttes de fiel tombèrent pourtant dans le breuvage que lui servait la fortune. Il se préoccupa plus que de raison des avances que la France sembla faire à la Russie, pendant les négociations du traité de Paris. L'ambition rêveuse de l'empereur des Français lui donnait des inquiétudes. On voit dans la correspondance de Palmerston que, dans l'année 1857, Napoléon songeait à dépecer cet empire ottoman qu'il venait de sauver. Il offrait l'Égypte à Palmerston qui n'en voulait pas : « *Timeo Danaos et dona ferentes.* Qu'avons-nous besoin de l'Égypte? dit-il un jour à lord Cowley ; pourquoi en aurions-nous plus envie qu'un homme raisonnable, ayant une terre dans le nord de l'Angleterre et une résidence dans le sud, n'aurait envie de posséder toutes les auberges de la route? Tout ce qu'il lui faut, c'est que les auberges soient bien tenues, tou-

jours ouvertes, et qu'il y trouve, quand il arrive, des côtelettes de mouton et des chevaux de poste. » Il s'entretient longuement avec Clarendon des projets de l'empereur sur l'Afrique. L'alliance de l'Angleterre et de la France a été, observe-t-il, une alliance défensive contre l'ambition russe. « Comment nous unirions-nous, pour devenir oppresseurs sans provocation, pour imiter, en Afrique, le partage de la Pologne, par la conquête du Maroc pour la France, de Tunis ou de tout autre État pour la Sardaigne, de l'Égypte pour l'Angleterre ? et, tout particulièrement, comment l'Angleterre et la France, qui ont garanti l'intégrité de l'empire ottoman, pourraient-elles se retourner et arracher l'Égypte au sultan? Une telle coalition pour un tel objet révolterait le sens moral de l'humanité. » Il croit donner le coup de grâce à ces projets en ajoutant : « Cette conquête du Maroc a été le dessein secret de Louis-Philippe » qu'il repoussât les royaumes; « de la terre » que Napoléon lui montrait du haut de la montagne, il n'y a là rien que de fort naturel, mais chercher à corriger l'ambition de Napoléon en dénonçant l'ambition de Louis-Philippe, c'était une pensée qui ne laissait pas que d'avoir quelque chose de comique.

Personne n'avait contribué plus activement

que Palmerston à donner au nouvel empire français une place éminente en Europe ; mais il se dégoûta assez vite de l'idole qu'il avait pétrie de ses mains. Il ne devint pas, comme Pygmalion, amoureux de son ouvrage, il en fut effrayé ; il s'était flatté de pouvoir tenir toujours enlacé dans la reconnaissance le souverain qu'il avait connu exilé, qu'il avait en quelque sorte présenté au monde après la nuit du 2 décembre. Il s'assura bientôt qu'il y avait dans l'esprit de Napoléon III je ne sais quoi d'ingouvernable, d'inquiet, une force qui ne se connaissait pas elle-même et qui ne se laissait jamais complétement analyser ni conduire. Il voyait avec inquiétude sur le trône de France un contempteur avoué des traités qui portaient la signature de l'Angleterre, l'apôtre couronné d'un droit nouveau, l'initiateur d'une politique qui n'était jamais satisfaite, et qui avançait par étapes, sans qu'on pût jamais savoir quelle serait la dernière. On aurait pu dire de lui avec Ovide :

Effugere optat opes, et quæ modo voverat odit.

Cette alliance française, qu'il avait nouée et serrée avec tant de soin, lui devint plus d'une fois une chaîne. Il aimait à dire que la France

n'était pas digne de la liberté ; mais il vit bien qu'elle ne pouvait se passer à la fois de liberté et de gloire, et, s'il n'en vint pas à regretter pour elle la liberté, il souffrait impatiemment cette gloire. Il fut atteint, aussitôt après le traité de Paris, d'une sorte de jaunisse politique qui le portait à décrier toute chose, ne fût-ce que le percement d'un isthme ; il voyait une France insatiable, dévorante ; l'amitié d'un Napoléon finit par l'obséder plus que n'eût fait son hostilité déclarée. Il avait le patriotisme âpre et jaloux, il tirait sans cesse des fruits de l'alliance française ; mais il craignait toujours que l'Angleterre ne semblât devenue un satellite de son allié. Il prenait le solide, et son appétit était satisfait, son imagination ne l'était pas. « Le fait est, écrit-il un jour à lord Clarendon, dès 1857 (27 septembre), que dans notre alliance avec la France nous montons un cheval sujet à s'emballer ; il faut conduire un tel cheval d'une main légère et d'une rêne lâche, ou notre danger est que la France et la Russie s'unissent un jour dans quelque vaste projet d'ambition mutuelle. Ce serait alors à l'Angleterre et à l'Allemagne de se dresser contre elles. »

La lune de miel de l'alliance durait encore pendant l'expédition de Chine, pendant la ré-

volte de l'Inde. Pourtant Palmerston est déjà sur ses ergots. La révolte étouffée, il fait au banquet du lord-maire un discours où il exalte les vertus de l'armée anglaise : « L'Anglais, dit-il, n'aime pas autant que d'autres peuples les uniformes, les fourreaux d'acier, les talons de fer ; mais aucune nation ne nous primera dans la connaissance des devoirs de la profession militaire ;... j'irai jusqu'à dire qu'il n'y a pas de nation sur la surface du globe qui surpasse, — je pourrais dire sans trop de vanité, qui égale, — le peuple des Iles Britanniques. » Il engage les « puissances étrangères » à ne pas se tromper sur l'esprit de ce peuple. Le biographe nous informe que dans l'agenda de poche de Palmerston il y a une note sur ce discours. « A été trouvé très-offensant à Compiègne ; tant pis, il n'y a que la vérité qui blesse. » A peu de jours de là, il obtient du parlement, en dépit de très-vives résistances, la loi qui soustrait l'Inde au gouvernement de la Compagnie et la place sous l'autorité directe de la couronne anglaise.

L'attorney-général l'accompagna chez lui après le discours qu'il prononça à cette occasion et lui dit en chemin qu'il avait besoin, comme les triomphateurs romains, de quelqu'un qui lui rappelât qu'il était mortel. Une

semaine après, le parlement le lui signifiait d'une façon moins courtoise. Un attentat fut commis le 14 janvier 1857 contre la personne de Napoléon : le crime avait été préparé en Angleterre ; le comte Walewski en fit des représentations à lord Palmerston, qui présenta un projet de loi en vertu duquel la conspiration en vue d'un meurtre, jusqu'alors considérée comme *misdemeanor*, pouvait être poursuivie comme une *félonie* et devenait punissable de la *servitude pénale*. Cette loi, votée en première lecture à une très-grande majorité, aurait sans doute été adoptée, si le *Moniteur officiel* français n'avait publié les adresses de quelques colonels qui reprochaient à l'Angleterre d'accorder sa protection à tous les assassins. Le soulèvement de l'opinion emporta comme une marée et la loi et lord Palmerston. Les communes exprimèrent le regret que « le gouvernement de Sa Majesté, avant d'inviter le parlement à amender la loi sur la conspiration, n'eût pas considéré comme son devoir de répondre à l'importante dépêche du gouvernement français du 20 janvier ».

Cette défaite fut comme un coup de foudre dans un ciel bleu. Pour la seconde fois, Palmerston tombait, au moment même où son pouvoir semblait le plus assuré ; cette fois en-

core il devait être ramené aux affaires par son allié impérial. La guerre de Crimée l'avait fait sortir de la disgrâce, la guerre d'Italie devait le rendre encore une fois indispensable.

VIII

LA GUERRE D'ITALIE

Le ministère de lord Derby, qui avait succédé à lord Palmerston, ne montra aucune complaisance pour les grands projets que Napoléon III avait conçus pour l'Italie. Pendant l'automne de 1857, lord Palmerston alla faire une visite à Compiègne : il fut très-enguirlandé ; on lui fit assez de confidences pour le flatter, pas assez pour qu'il pût déranger les combinaisons qui se préparaient. Quand Palmerston repartit pour l'Angleterre, il était convaincu que la guerre était prochaine. L'illusion ne fut plus guère possible après la scène fameuse du jour de l'an, quand Napoléon III exprima son mécontentement à M. de Hübner :

Et totum nutu tremefecit Olympum.

Lord Palmerston n'avança d'abord que timide-

8.

ment dans la voie où Napoléon III l'appelait : comme lord Derby, il déclara que l'on ne pouvait toucher aux traités de 1815, ni demander à l'Autriche le renoncement à la Lombardie. On ne pouvait pas même exiger que l'Autriche renonçât aux traités qu'elle avait conclus avec les duchés de l'Italie centrale. L'Angleterre avait de semblables traités avec le Portugal, les grandes puissances en avaient avec la Belgique ; toutefois il convenait de limiter la portée de semblables traités aux questions de politique extérieure, à ce qui touchait à l'indépendance, à la défense envers des agressions subites, et de n'y point faire rentrer les questions de politique intérieure. L'Autriche avait le droit de défendre les duchés et Rome contre une agression, elle n'avait pas le droit d'en régler l'administration et la police.

Voilà quel était au mois de mars 1859 le niveau de la passion italienne de Palmerston : une Italie plus libre au dedans, mais toujours défendue par l'Autriche contre l'agresseur du dehors, agresseur qui n'est pas nommé, mais qui n'est autre que la France. C'était pourtant le moment où l'empereur des Français daignait écrire des lettres à ses anciens amis d'Angleterre, où il se plaignait à un sir Francis Head de l'ingratitude des « Anglais dont il avait tou-

jours été le plus dévoué et le plus fidèle allié ». Le ministère anglais chercha vainement les moyens d'empêcher la guerre. Il faisait des propositions et posait des « bases » pouvant former l'objet des délibérations d'un congrès. Le gouvernement anglais savait que l'empereur des Français poussait M. de Cavour à la guerre ; il feignait encore de l'ignorer, il exigeait, avant de prendre part à un congrès, la reconnaissance explicite des traités de 1815 et demandait un désarmement simultané de l'Autriche et de la Sardaigne. L'imprudence de l'Autriche précipita les événements, et la guerre éclata pendant les élections générales qui suivirent la dissolution du parlement par lord Derby. L'opinion publique ne se prononça pas contre la politique des conservateurs, et lord Derby put se croire d'abord assuré de la majorité : le canon de Magenta ne chassa pas seulement l'armée autrichienne de la Lombardie, il renversa un ministère qui avait été trop faible pour empêcher la guerre et qui déplaisait au vainqueur.

Lord Russell et lord Palmerston étaient convenus de n'entrer qu'ensemble aux affaires : la reine essaya d'abord lord Granville, mais lord Russell refusa d'entrer dans un ministère dont la direction appartiendrait à lord Gran-

ville, et lord Palmerston fut chargé de composer le cabinet; il donna les affaires étrangères à lord Russell et les finances à M. Gladstone. Il redevenait premier ministre à l'âge de soixante-quinze ans et entrait cette fois au pouvoir pour ne plus en sortir. Quelles étaient en ce moment ses vues sur l'Italie? Napoléon savait et Palmerston n'ignorait pas que la Prusse se tenait prête, en cas de besoin, à donner à l'Autriche un secours onéreux.

Napoléon avait promis de délivrer l'Italie des Alpes à l'Adriatique; mais de puissantes raisons lui faisaient désirer une paix immédiate. Le nouveau ministère anglais était à peine formé que M. de Persigny demanda à lord John Russell l'interposition de l'Angleterre entre les belligérants, en vue d'un armistice. Le 6 juin, dix-huit jours par conséquent avant la bataille de Solferino, Palmerston écrivait à lord John Russell : « Plus je pense à la proposition de Persigny, moins je l'aime et plus j'incline à croire que nous ne devons pas nous engager et nous commettre en l'adoptant. » Palmerston explique ensuite très-clairement que celui qui propose un armistice doit avoir pris son parti sur les termes principaux d'une paix acceptable : « Si l'on ne peut réussir à les trouver et à les faire accepter,

l'un des belligérants a le droit de vous reprocher d'avoir borné sa victoire, l'autre d'avoir travaillé à sa défaite. » Que proposait M. de Persigny? « Son plan consiste à donner la Vénétie et Modène à un archiduc autrichien, en qualité de souverain indépendant, pour placer une sorte d'État neutre entre le Piémont et l'Autriche. Mais quel serait le résultat? Les mêmes influences autrichiennes et l'ingérence qui ont été le fléau de la Toscane affligeraient bientôt ce nouvel État... Si le plan sort de la tête de l'empereur lui-même, il a été suggéré par la jalousie de la Sardaigne et sa tendresse pour le pape; mais nous n'éprouvons aucune de ces deux affections mentales. Le plan d'ailleurs oublie les vœux des Italiens, et on nous demande de proposer aux belligérants de distribuer les nations de l'Italie, comme si nous pouvions en disposer. Je ne puis m'associer au projet de Persigny. »

Nous voyons se dessiner dans cette lutte les linéaments de la politique que l'Angleterre allait opposer à la France, ou plutôt à l'empereur Napoléon III : celui-ci refusait toujours quelque chose à la maison de Savoie, mais il avait beaucoup à lui livrer ; l'Angleterre accordait tout, mais n'avait rien à donner. Aussitôt après Villafranca, Palmerston devint « italia

nissime », pour employer un mot de l'époque. Les armes françaises avaient conquis la Lombardie pour le roi de Piémont. Les plumes anglaises lui offrirent les duchés, le royaume de Naples, Rome, toute l'Italie. Dès qu'il eut connaissance des préliminaires de paix, Palmerston écrivit la lettre suivante : « Mon cher Persigny, si je comprends ce qui va être arrêté pour l'Italie, il est question d'une confédération italienne où l'Autriche prendait place en vertu de la Vénétie ; un tel arrangement serait funeste et mettrait l'Italie au désespoir... » Pour une confédération d'États purement italiens, il réserve son opinion : « C'est une question qui mérite examen ; il y a du pour et du contre. Le pape, Naples, Toscane, *Modena*, seraient toujours pour l'absolutisme, le Piémont seul pour un système libéral ; comment on parviendrait à s'entendre, c'est ce qui reste à savoir. » (13 juillet 1859.)

Palmerston rédigea pour ses collègues à Broadlands, le 5 janvier 1860, un long memorandum sur les affaires d'Italie et sur l'ouverture éventuelle d'un congrès européen. Il s'y prononça énergiquement contre la politique de non-intervention et d'effacement absolus. Si l'on ouvre un congrès, il faut que l'Angleterre y prenne place ; mais elle doit s'assurer

d'abord le concours de la Sardaigne et de la France, avant même d'attendre l'ouverture du congrès : « Mais sur quels points devons-nous nous mettre d'accord avec la France et la Sardaigne? C'est sur une détermination commune d'empêcher toute intervention armée d'un pouvoir étranger dans les affaires de l'Italie. Ce serait là, dit-on, une ligue contre l'Autriche. Sans aucun doute, en ce qui regarde une intervention armée de l'Autriche en Italie ; mais cet engagement pourrait nous mener à la guerre. La guerre avec qui ? la guerre avec l'Autriche. Bien ! supposons-le. Cette guerre serait-elle un grand effort, une grande dépense ? Certainement non. La France, la Sardaigne et l'Italie centrale fourniraient plus de troupes qu'il n'en faut pour repousser les tentatives que l'Autriche voudrait faire sur la Sardaigne ou sur l'Italie centrale. Notre participation serait principalement, sinon complétement navale. » Dans la suite du memorandum, Palmerston défend l'empereur Napoléon contre l'imputation de mauvaise foi. « J'ai, dit-il, pendant les quatre ou cinq dernières années, eu en différentes circonstances l'occasion de causer avec lui sur bien des sujets, et, entre autres, sur les affaires d'Italie, et je l'ai toujours trouvé fortement pénétré des vues et des

opinions qui ont rempli son esprit depuis le mois de janvier de l'an dernier, décidé à sauver l'Italie de la domination autrichienne et à rogner la souveraineté temporelle du pape. » La triple alliance que proposait Palmerston ne fut pas conclue ; il était convaincu au reste que la guerre ne recommencerait pas en Italie. La France avait en quelque sorte neutralisé le sol italien, en déclarant qu'elle ne permettrait à personne d'y intervenir de force entre les populations et les souverains. Cela suffit : Palmerston ne laissa pas d'obtenir pour son pays des avantages très-solides en retour de l'appui énergique qu'il prêta à la politique napoléonienne en Italie. Le jour même où il avait fait ce memorandum, où il représentait Napoléon comme l'allié le plus sûr et le plus fidèle, celui-ci faisait le grand programme de ses réformes économiques ; il annonçait la suppression de toutes les prohibitions, la suppression des droits sur la laine et les cotons, et un traité de commerce avec l'Angleterre.

L'annexion de la Savoie troubla un moment l'entente établie entre les deux gouvernements français et anglais. Lord John Russell, si généreux pour la maison de Savoie, fit tout ce qu'il put pour empêcher la rectification si légitime de notre frontière des Alpes. Il essaya de

mettre en mouvement les diverses cours, même celle de Vienne; mais quand lord Loftus demanda à M. de Rechberg de quel œil l'Autriche verrait la cession de la Savoie à la France : « Du même œil, lui fut-il répondu, que vous avez vu la cession de la Lombardie à la Sardaigne. » Palmerston garda le silence ; il ne fit pas, comme son collègue, peser sur la France la menace d'une coalition générale. Il savait bien que le faisceau européen était délié et que la main de l'Angleterre ne pouvait plus le resserrer. Il n'était plus temps de parler du « respect des frontières », comme lord Russell, quand on n'avait pas fait autre chose que prêcher, depuis deux ans, les droits des populations à choisir leurs gouvernements. On ne pouvait invoquer les traités contre la France, car elle avait obtenu un traité en bonne forme du roi Victor-Emmanuel. Napoléon III avait senti le besoin de rassurer l'Angleterre contre d'autres annexions. La dépêche de M. Thouvenel du 19 mars 1860 désavouait toute idée d'agrandissement vers le Rhin, et déclarait que la France, couverte par la neutralité belge, n'avait aucune nouvelle garantie à chercher de ce côté. Lord Palmerston se considéra néanmoins comme joué ; il s'était fait, dans le cabinet anglais, le répondant de Napoléon III, il

avait travaillé à dissiper les inquiétudes de ses collègues ; il devint plus inquiet que tout le monde. Il demanda au parlement de grands sacrifices d'argent pour augmenter la flotte, pour faire des fortifications nouvelles ; il incrimina la grandeur des armements français, et dit en plein parlement que l'Angleterre avait lieu de se tenir sur ses gardes. Napoléon III crut nécéssaire de calmer ces alarmes et écrivit à M. de Persigny une lettre vraiment surprenante, où il traitait Palmerston d'égal à égal : « Lord Palmerston me connaît, et, quand j'affirme une chose, il me croira. Eh bien ! vous pouvez lui dire de ma part, de la manière la plus formelle, que depuis la paix de Villafranca je n'ai eu qu'une pensée, qu'un but : c'était d'inaugurer une nouvelle ère de paix et de vivre en bonne intelligence avec tous mes voisins, et principalement avec l'Angleterre. J'avais renoncé à la Savoie et à Nice ; l'accroissement extraordinaire du Piémont me fit seul revenir sur le désir de voir réunir à la France deux provinces essentiellement françaises. » (29 juillet 1860.)

Le souverain de la France plaide en quelque sorte les circonstances atténuantes ; sans doute il a 400,000 hommes sous les armes, mais il lui faut du monde à Rome, en Chine,

dans cette Algérie « qui est une cause d'affaiblissement pour la France ». Certes il y avait dans ces explications de quoi chatouiller la vanité de Palmerston ; l'excès même de cette humilité impériale avait pourtant quelque chose de peu rassurant. On ne prouve rien quand on veut trop prouver. Palmerston avait trop pratiqué son « fidèle allié » pour ne pas savoir qu'il se laissait guider les yeux bandés par une sorte de fatalité, par ce qu'il avait appelé un jour « la logique irrésistible des faits ». La politique napoléonienne était romantique, elle ébauchait sans cesse de grands desseins ; elle voulait parler constamment à l'imagination du peuple. Palmerston ne pouvait plus sonder cette pensée, dont les rêves avaient des armées à leurs ordres ; il goûtait vivement cette audace flegmatique qui jouait avec les trônes, les traités, les traditions historiques, tant qu'elle se contentait d'infliger de dures leçons aux potentats, car il y avait dans l'âme de Palmerston un mépris instinctif pour tous les porteurs de couronnes. Mais pourrait-il toujours préserver son propre pays des coups de cette témérité froide qui se croyait l'instrument du destin? pourrait-il en préserver ces petits pays auxquels l'Angleterre avait solennellement promis son appui aux jours de danger?

L'état de son esprit se voit bien dans ce curieux billet qu'il écrivait à lord Cowley en avril 1860 : « John Russell m'a montré la lettre confidentielle qu'il vous écrit. Je suis d'accord avec lui sur tous les points... L'esprit de l'empereur est aussi plein de projets qu'une garenne est pleine de lapins, et comme des lapins ses projets se terrent un moment pour ne pas être vus ou contrariés... Nous n'avons pas de motif de guerre suffisant dans l'affaire de Nice et de la Savoie, et nous n'aurions pu trouver de moyens avouables pour en empêcher l'annexion ; mais il peut surgir d'autres questions où l'Angleterre ne pourra être aussi passive. » Jusqu'à l'annexion de la Savoie, les sentiments que Palmerston éprouvait pour Napoléon III se résument assez bien dans le commencement d'un vers que Catulle adresse à une maîtresse, — *odi et amo ;* — après l'annexion de la Savoie, la répulsion devint le sentiment dominant. Palmerston fut comme obsédé par la pensée qu'au terme de tous ses grands projets Napoléon III rêvait la revanche de Waterloo et l'invasion de l'Angleterre. Dans une lettre adressée au duc de Somerset, il exprime ainsi ses alarmes : « J'ai observé l'empereur attentivement, j'ai bien étudié son caractère et sa conduite. Soyez assuré qu'au fond de son cœur

remue le désir inextinguible d'humilier et de punir l'Angleterre et de venger, s'il le peut, les nombreuses humiliations politiques, navales et militaires que depuis le commencement du siècle l'Angleterre, par elle-même ou par ses alliés, a infligées à la France. Il a suffisamment organisé ses forces militaires ; il est maintenant occupé à organiser secrètement, mais constamment, ses forces navales, et, quand il sera prêt, on jouera l'ouverture, le rideau se lèvera, et nous aurons un très-vilain mélodrame. »

Il était tantôt flatteur et caressant, et cherchait à enchaîner l'empereur par les louanges ; il essayait aussi la brutalité, comme dans cette conversation avec M. de Flahault, dont il avait conservé le memorandum (27 mars 1860). M. de Flahault allait partir pour Paris et demanda à Palmerston s'il n'avait rien à faire dire à l'empereur. L'ambassadeur de France se plaignit du langage de lord John Russell, qui avait exprimé des méfiances injustes envers l'empereur. Palmerston répliqua que la confiance était devenue difficile. Il était très-désireux de maintenir la paix ; « mais si on forçait l'Angleterre à la guerre, l'Angleterre l'accepterait sans crainte, qu'elle fût alliée à d'autres puissances ou qu'elle fût toute seule, et, bien

qu'il parlât à un Français et qu'il ne dût peut-être pas dire ce qu'il allait dire, il ne pouvait s'empêcher d'observer que les exemples de l'histoire lui permettaient de conclure que le résultat d'un conflit entre les Français et les Anglais, avec des chances à peu près égales, ne serait pas satisfaisant pour les premiers. » M. de Flahault, qui avait été à Waterloo, rendit justice à l'armée anglaise, ajoutant que l'armée française était bien supérieure à ce qu'elle était alors ; sur quoi Palmerston raconta qu'après Blenheim le maréchal Tallard dit au duc de Marlborough : « Vous venez, milord, de battre les meilleures troupes de l'Europe. — Excepté, répliqua Marlborough, celles qui les ont battues. »

Dans le premier saisissement que lui avait donné la nouvelle du traité de cession de la Savoie, Palmerston avait écrit à lord Cowley : « Dites à l'Empereur que, entre lui et moi, c'est *fini.* » On va voir les conséquences de cette résolution.

IX

DERNIÈRES ANNÉES

Les craintes que Palmerston déguisait sous son impertinence étaient peut-être bien mal fondées; pourtant les projets que Napoléon III nourrissait sur la Belgique pouvaient l'entraîner à lutter contre l'Angleterre, car celle-ci avait cloué en quelque sorte son honneur sur la question belge. Bon gré, mal gré, elle affectait une indifférence croissante sur les autres questions européennes; mais Palmerston du moins était décidé à mettre son *nec plus ultra* comme bouclier devant le royaume belge. Il avait des rapports intimes avec M. Van de Weyer, le ministre de Belgique à Londres; il écrivait souvent au roi Léopold, dont il avait fini par apprécier les hautes qualités, et, dans ces lettres, il mettait le fond même de sa pensée sur les événements qui troublaient le

monde. Le salut de la Belgique devint le souci de tous les instants, le nœud autour duquel toute sa politique s'enchevêtra. Il n'est pas fâché de voir de temps en temps à la France une affaire sur les bras, en Chine, en Syrie ; il entre volontiers dans quelque « question » avec le « fidèle allié », plus volontiers encore il s'en tire à temps, et l'y laisse enchevêtré comme au Mexique.

La biographie de M. Evelyn Ashley est très-avare de détails sur ces événements ; elle glisse aussi très-rapidement sur la guerre d'Amérique, et son mutisme sur ce point est des plus significatifs. Palmerston n'avait aucune bienveillance pour les États-Unis, on peut même dire qu'il honorait les « cousins » d'Amérique d'une malveillance toute particulière. Il affectait les dédains du *gentleman* pour les hommes d'État américains ; il cachait cependant sous ce dédain une sorte de mélange indistinct de crainte, de défiance, de respect involontaire pour ces hommes de même race, qui le comprenaient et le devinaient mille fois mieux que les diplomates européens.

A peine la révolte des États du sud venait-elle d'éclater, le gouvernement anglais se décidait à accorder aux rebelles tous les droits de la belligérance. Quand on apprit en Angleterre

la nouvelle de l'arrestation des commissaires confédérés à bord du *Trent*, le premier mot de lord Russell à Palmerston fut celui-ci : « Les Américains sont des gens dont il est très-dangereux de se sauver. » Le gouvernement anglais réclama impérieusement les commissaires, qui lui furent rendus. Palmerston n'avait pas hésité à poser un *casus belli;* il avait joué une grosse partie, mais, la partie gagnée, il savoura assez tranquillement son triomphe et il s'abstint de ces éloquentes effusions contre la guerre américaine, où s'exercèrent lord Russell, Gladstone et tant d'autres. Une seule fois il parla à la chambre des communes en homme qui croyait l'Union définitivement rompue, il répondait à M. Bright : « Il me semble, dit-il, que ce qui circule dans la pensée de l'honorable *gentleman*, ce qui guide et dirige tout l'ensemble de son raisonnement, c'est le sentiment qu'il se dissimule peut-être à lui-même que *l'Union a encore une existence légale*, qu'il n'y a pas en Amérique deux belligérants, mais qu'il y a un gouvernement légitime et des rebelles contre ce gouvernement. Eh bien ! cette vue place les deux adversaires dans une position tout autre que celle où nous sommes tenus de les voir. » (31 juin 1863.)

Palmerston avait plus d'une fois, de la voix

et du geste, encouragé des rébellions en maint pays ; il n'était jamais allé jusqu'à attacher officiellement l'existence légale des gouvernements aux hasards des mouvements révolutionnaires. Enregistrer les faits accomplis, accepter les révolutions triomphantes, est souvent une nécessité : il faut du moins attendre que les révolutions aient triomphé, et, quand l'Angleterre, par la bouche de son premier ministre, déclarait imprudemment que l'Union n'avait plus d'existence légale, elle se faisait la complice morale de la rébellion et s'exposait aux justes ressentiments du peuple américain. Nous ne voudrions pas diminuer les responsabilités encourues par lord Russell de 1860 à 1865; mais Palmerston, comme premier ministre, était associé à la politique de ces années peu glorieuses pour l'Angleterre. Le vieux *Pam* était alors au comble de la puissance : son prestige était tel que les libéraux avaient la complaisance de différer d'année en année la réforme électorale, pour ne pas le contrarier, car il était toujours resté un levain tory dans son cœur, et il avait horreur du vote secret, de l'extension du suffrage électoral, de toutes les fadaises libérales. Son salon hospitalier était devenu une véritable cour, les souverains de tous les pays avaient des hommages raffi-

nés pour ce vieillard énergique qui semblait personnifier l'Angleterre ; il passait aux yeux des ambassadeurs pour connaître les pensées les plus secrètes de ceux qui tenaient alors le sort du monde dans leurs mains. Les radicaux prisaient en lui une sorte de rudesse un peu plébéienne, sa raideur avec les princes, son dédain pour les « idoles de théâtre ». Il semblait devenu un de ces *arbitres* de l'humanité qui tiennent dans leurs mains la guerre et la paix, le présent et l'avenir des nations, plus puissants que les rois et les empereurs, despotes après avoir été longtemps courtisans de l'opinion. Tout ce prestige, enveloppé par ce qu'une aristocratie nombreuse et forte peut accumuler de richesse, de beauté, de splendeurs matérielles et visibles, ne faisait pourtant que masquer et pour ainsi dire farder l'affaiblissement visible de la puissance anglaise. Toutes sortes de grandeurs nouvelles emplissaient la vue de l'Europe ; personne n'avait plus activement que Palmerston contribué à ébranler le vieil édifice européen, à répandre l'esprit de dénigrement, qui devient si vite l'esprit de révolution. Pour qui n'avait-il pas eu des insultes ? qu'avait-il ménagé ? Il avait toute sa vie parlé du respect des traités, et qui avait témoigné plus de joie en voyant déchirer

des traités? L'esprit d'usurpation et de conquête était entré dans l'Europe et n'en devait plus sortir qu'après avoir tout bouleversé; Palmerston le sentait et il prenait la peine de réfuter les rêveries de Cobden, quand celui-ci lui envoyait des « memorandums » sur des projets de désarmement universel. « L'homme, écrivait-il à Cobden, est un animal qui se bat et qui se querelle. » (Piccadilly, 8 janvier 1862.) Qui avait été plus querelleur que *Pam?* Mais le temps était venu où il fallait non plus seulement se quereller, mais se battre, et l'Angleterre pouvait-elle se battre ? Lord Russell cherchait à se persuader à lui-même et à persuader à son pays qu'il avait délivré l'Italie en écrivant des dépêches : Palmerston ne cessait de représenter l'occupation de Rome par une petite armée française comme un danger pour le nouveau royaume créé par nos armes, et accru par notre permission. Il ne savait plus que murmurer et se plaindre. Quand il apprend l'insurrection polonaise, il écrit à son ami Brunow (4 février 1863) pour lui dicter des sortes de conditions : « Quant au gouvernement russe, je considère ces insurrections comme une juste punition du ciel pour les menées dont ce gouvernement a été coupable, en préparant pour le printemps des révoltes et des insurrec-

tions dans la Moldo-Valachie, en Serbie et en Bosnie contre le sultan :

> Non lex est justior ulla
> Quam necis artifices arte perire sua.

Il est vrai que ces insurrections, ou éclatées ou préparées, ne menacent de mort ni l'empire russe ni l'empire ottoman ; la Russie saura mettre l'ordre dans les provinces, et la Turquie saura apprendre à Couza, aux princes de Servie et aux Bosniaques qu'il vaut mieux rester fidèle à son souverain que d'écouter les conseils subversifs d'un voisin ambitieux. Mais, pour le moment, la Russie souffre dans son intérieur le mal qu'elle a l'intention d'infliger à un voisin inoffensif. Vous concevez bien que je parle maintenant des cent mille et plus de fusils que le gouvernement russe a envoyés en Serbie et en Bosnie par des chemins détournés et avec toutes sortes de précautions pour cacher ce que l'on faisait, et je songe aussi à cette nuée d'agents provocateurs qui, venant de la Russie, travaillent dans les provinces européennes de la Turquie. »

Voilà sur quel ton l'on permettait à Palmerston d'écrire. L'affaire de Pologne ne l'intéressait guère que dans ses rapports avec la politique française ; quand la Prusse fit avec la

Russie une convention militaire qui permettait de poursuivre les insurgés polonais sur son territoire, il écrivit au roi des Belges (13 mars 1863) :

« Votre Majesté aura appris que nous avons refusé de tomber dans le piége que l'empereur des Français nous a tendu en nous offrant de faire une *note identique* violente destinée à être présentée à la Prusse. On espérait évidemment que les demandes faites dans cette note seraient repoussées ou qu'on y répondrait évasivement : on aurait ainsi offert à la France un prétexte pour occuper les provinces rhénanes prussiennes ; le gouvernement français a montré beaucoup de mauvaise humeur quand ce plan a échoué ; mais tout danger n'est pas évité pour la Prusse et pour les autres États. Si la révolution polonaise continue, si la Prusse est amenée à se joindre de quelque façon à une action active contre les Polonais, l'empereur des Français, tôt ou tard, sous un prétexte ou un autre, entrera certainement dans les provinces prussiennes pour obliger la Prusse à la neutralité. » Il exhorte le roi des Belges à user de son influence sur le roi de Prusse pour qu'on ne fournisse aucun prétexte à la France.

Palmerston faisait le guet autour de Napo-

léon III : il laissa lord Russell écrire dépêches sur dépêches, faire des discours à Blairgowrie, demander naïvement des institutions représentatives pour la Russie aussi bien que pour la Pologne ; il arrêta ce beau zèle au moment opportun, au moment *physiologique* où la rupture fut consommée entre la France et la Russie. L'idée d'une coalition franco-russe l'avait sans cesse hanté et obsédé depuis la guerre de Crimée ; c'en était fait. Ce n'était plus du côté de la France que la Russie regardait, elle avait fait son pacte avec la Prusse. Palmerston signifia à lord Russell qu'il fallait mettre le dernier post-scriptum à sa trop longue correspondance avec le prince Gortchakof. Il ne fut plus question de la Pologne : l'alliance du nord était faite. Des paroles mystérieuses avaient été portées à Londres, et Palmerston eut de quoi se consoler de la déconvenue de son ministre des affaires étrangères.

Il n'a plus qu'une pensée : il pressent la grande guerre européenne, la lutte entre la France et la Germanie ; il veut la retarder autant qu'il est en lui, gagner du temps, craignant toujours que la France n'en sorte triomphante, qu'elle ne porte sa frontière jusqu'au Rhin, et ne prenne la Belgique avec les provinces rhénanes allemandes. Napoléon III, qui ne cessait

de remuer des « idées », invita les souverains de l'Europe à un congrès qui, dans son esprit, devait remplacer les traités surannés de 1815 par un ensemble de combinaisons politiques appropriées à des besoins nouveaux. Lord Palmerston n'eut garde de se jeter dans cette mer sans rives d'un congrès universel. Il donna confidentiellement au roi Léopold les explications suivantes (lettre du 15 novembre 1863) : « Le sujet que traite la lettre de Votre Majesté est de grande importance et demande mûre considération. Nous avons répondu à l'empereur, en substance, que nous n'admettons pas que les traités de Vienne aient perdu leur force, que bien au contraire ils sont la base des arrangements existants en Europe ; que, pour le congrès proposé, avant que nous n'arrivions à une décision, nous aimerions à connaître les sujets qu'il aura à discuter et les moyens qu'il aura de donner effet à ses décisions. » Il ne cache pas au roi des Belges que, dans sa pensée, il n'y aura pas de congrès. L'empereur Napoléon III n'y croit pas plus que lui. Tout ce qu'il a voulu, c'est agiter les cours et l'opinion publique. M. Drouyn de Lhuys, quand on lui demande comment procéderait le congrès, dit qu'on pourrait reprendre les traités de 1815, article par article, effacer ceux qui

se trouvent de fait annulés, et garder le reste sous le nom de traité de 1863, un nom qui ne rappellerait pas à la France Waterloo et Sainte-Hélène. « C'est là, dit Palmerston, un sentiment naturel chez des Français ; mais faut-il que toute l'Europe s'assoie autour d'une table pour faire plaisir à la nation française? Ceux qui tiennent en ce moment leurs provinces avec un bon titre de propriété qui a plus de cinquante ans de date, ne seront pas particulièrement désireux de voir discuter ce titre avec les altérations de frontières que des voisins bienveillants pourraient suggérer. » Obtiendra-t-on, si l'on en vient aux détails, du roi d'Italie de renoncer à la Vénétie et à Rome? C'est ce qu'il ferait en signant au traité proposé. Obtiendra-t-on de l'Autriche et du pape de donner leur sanction aux nouvelles acquisitions du royaume italien? « Si le congrès, dit Palmerston, entrait dans le vaste champ des changements territoriaux possibles, quelles querelles et quelles animosités nous verrions naître ! La Russie redemanderait tout ce que le traité de Paris lui a fait perdre; l'Italie demanderait la Vénétie et Rome: la France, au nom de la géographie, demanderait la frontière du Rhin; l'Autriche montrerait combien il serait avantageux qu'on lui donnât la Bosnie et la Moldo-

Valachie ; la Grèce aurait un mot à dire sur la Thessalie et l'Épire; l'Espagne s'étonnerait que l'Angleterre songe à conserver Gibraltar; le Danemark dirait que le Slesvig est géographiquement uue part du Jutland, que, le Jutland faisant partie intégrante du Danemark, le Slesvig doit être dans le même cas ; la Suède réclamerait la Finlande, et les gros États allemands trouveraient opportun de médiatiser une nuée de petits princes. »

Dans une lettre qu'il écrit quelques jours après à lord Russell (2 décembre 1863), il prouve encore que le congrès est une pure chimère; pour mieux toucher le cœur de son lieutenant, il dit que l'empereur veut sauver ce qui reste du pouvoir temporel du pape, en donnant à ce restant une garantie européenne collective. L'empereur pourrait alors retirer son armée d'occupation; « la France et les puissances catholiques s'uniraient volontiers pour un tel arrangement, et la Russie pourrait y adhérer par complaisance pour la France. L'Italie serait embarrassée, mais on pourrait lui forcer la main. Nous serions, nous, placés dans ce désagréable dilemme, forcés ou de refuser et de prendre une position directement hostile au pape et antipathique à nos compatriotes catholiques, ou de donner une sanction

et une garantie formelle au pouvoir temporel du pape... Ç'a été là probablement un des piéges tendus par Napoléon pour les stupides oiseaux qu'il essaye de prendre. »

Ce « statu quo » auquel Palmerston s'attachait avec obstination, et qu'il redoutait de voir ébranlé par un congrès, allait bientôt recevoir les rudes coups de la guerre. La question du Slesvig-Holstein était un sujet favori de moquerie pour Palmerston : elle n'avait jamais été, disait-il, parfaitement comprise que par un professeur allemand, et ce professeur en était mort. Le sujet n'était pourtant pas des plus plaisants pour l'Angleterre, et la question des duchés, nourrie dans les universités, grossie par le Bund, prit bientôt la forme brutale d'une conquête. Certes, s'il y avait un petit État qui méritât les sympathies actives de la Grande-Bretagne, c'était le royaume qui tenait l'entrée de la Baltique, dont l'Angleterre avait naguère pris la flotte de vive force pour l'empêcher de tomber dans les mains de Napoléon Ier, qui enfin venait de lui donner une princesse de Galles. La « rose du Danemark » ne put sauver son pays natal : quand l'exécution fédérale commença et quand deux puissants empires unirent leurs forces contre le Danemark, il fut question un moment d'une médiation

anglo-française; l'Angleterre devait envoyer une escadre à Copenhague et la France mettre un corps d'armée sur les frontières de la Prusse. Voici ce que Palmerston écrivait à lord Russell à propos de ces projets :

« Mon cher Russell, je partage tout à fait votre indignation. La conduite de l'Autriche et de la Prusse est honteuse et mauvaise, et l'une de ces deux puissances sera punie avant que ces affaires ne soient terminées. J'ai toutefois des doutes sur l'opportunité des mesures que l'on propose de prendre. Le gouvernement français refusera sans doute de s'y associer, à moins qu'il ne soit tenté par la suggestion que l'on fait de mettre une armée sur la frontière rhénane en cas de refus de l'Autriche et de la Prusse, refus qu'on peut tenir pour certain... La vérité est qu'un conflit militaire avec toute l'Allemagne sur le continent serait une entreprise sérieuse. Si la Suède et le Danemark coopéraient activement avec nous, nos vingt mille hommes pourraient beaucoup; mais l'Autriche et la Prusse en amèneraient deux cent mille ou trois cent mille sur le terrain, et les petits États allemands se joindraient à elles. En second lieu, bien qu'il soit très-utile de rappeler aux Autrichiens et aux Prussiens les dangers qu'ils courent chez eux, l'Autriche en

Italie, en Hongrie et en Gallicie, la Prusse dans ses provinces rhénanes, il n'est point de notre intérêt de suggérer à la France une attaque sur le territoire rhénan de la Prusse. La Prusse n'aurait que ce qu'elle mérite si cette attaque était faite, et si la Prusse reste dans son tort, nous ne pouvons prendre parti avec elle contre la France; mais la conquête de ce territoire par la France serait mauvaise pour nous et affecterait sérieusement la position de la Hollande et de la Belgique. En somme il me semble que le meilleur est d'attendre un peu avant de prendre quelque forte mesure. » (13 février 1866.)

L'Angleterre se trouvait isolée; Napoléon III, piqué d'avoir vu l'Angleterre souffler sur la bulle du congrès, attendait des propositions qu'on n'était point disposé à lui faire : la Russie était liée par les promesses mystérieuses qui avaient été échangées pendant l'insurrection de Pologne. Palmerston, irrité, attendait une occasion; après la prise de Düppel, il apprend qu'il est question de renforcer la flotte allemande dans la Baltique, il demande une entrevue au comte Apponyi, et lui dit que, si une escadre autrichienne passe dans les eaux anglaises pour aller dans la Baltique et coopérer aux opérations contre le Danemark, il con-

sidérera cet acte comme une insulte à l'Angleterre. Il ne pourrait pas, il ne voudrait pas subir cet affront : la guerre deviendrait inévitable. Le comte Apponyi lui répondit qu'il avait déjà été informé par le roi des Belges que, si une escadre autrichienne arrivait dans la Manche, elle serait suivie par une escadre anglaise, mais que cette éventualité n'était pas à craindre; on ne verrait pas arriver d'escadre autrichienne.

Ainsi Palmerston ne trouvait que l'Autriche sur qui faire tomber sa colère, et cette colère était destinée à s'évaporer dans une simple conversation. Il n'en restait qu'une mauvaise humeur dont le roi Léopold était le confident : « Les événements de cette guerre danoise forment dans l'histoire d'Allemagne une page qu'un Allemand honnête et généreux ne pourra regarder plus tard sans rougir. Une conséquence en ressort avec certitude : si le bon ami et voisin de Paris se met dans la tête de priver la Prusse de ses provinces rhénanes, l'Angleterre ne lèvera pas le doigt, pas une voix ne s'élèvera, on ne votera ni un homme ni un shilling pour résister à ce juste châtiment du monarque prussien, et quand la France et l'Italie se prépareront à délivrer l'Italie du joug autrichien, la joie avec laquelle

on apprendra le succès de cette entreprise sera doublée par le souvenir du Holstein, du Lauenbourg, du Slesvig et du Jutland. » (28 août 1864.)

Le sacrifice du Danemark une fois accompli, Palmerston ne fut pas long à se consoler : il ne versa pas de pleurs inutiles sur les duchés. Il avait toujours eu une haute opinion de l'armée prussienne : le duc de Wellington lui avait dit que cette armée n'avait rien perdu pendant la longue paix qui suivit 1815, et avait prédit qu'elle étonnerait un jour l'Europe. Elle avait montré quelques-unes de ses qualités pendant la guerre des duchés Palmerston voyait enfin surgir sur le continent la force qu'il voulait opposer à la France impériale; aussi écrivait-il à lord Russell, dès le 13 septembre 1853 : « Il était malhonnête et injuste de priver le Danemark du Slesvig et du Holstein. Autre chose est de savoir comment on disposera de la manière la plus favorable aux intérêts de l'Europe de ces deux duchés séparés du Danemark. Il me semble qu'il vaut mieux augmenter la puissance de la Prusse que de composer un autre petit État qui s'ajoutera à la constellation des minces corps diplomatiques qui encombrent l'Allemagne et qui la rendra plus faible qu'elle ne devrait être

dans l'équilibre général de l'Europe. La Prusse actuelle est trop débile pour être honnête ou indépendante dans son action, et pour l'avenir il est désirable que l'Allemagne, dans son ensemble, soit forte pour contrôler ces deux pouvoirs ambitieux et agressifs, la France et la Russie, qui la pressent à l'est et à l'ouest. Pour la France, nous savons combien elle est remuante et agressive, combien prête à se jeter sur la Belgique, sur le Rhin, sur tout ce qu'elle pourrait prendre sans trop d'effort. Pour la Russie, elle deviendra avec le temps un empire presque aussi grand que l'empire romain. Elle sera maîtresse, quand elle voudra, de toute l'Asie, sauf l'Inde britannique; quand des arrangements éclairés lui donneront un revenu proportionnel à son territoire, quand les chemins de fer abrégeront les distances, elle aura à sa disposition un nombre d'hommes énorme, des moyens pécuniaires gigantesques. Bien que je condamne tout l'ensemble de la conduite de l'Autriche et de la Prusse vis-à-vis des duchés, j'aimerais mieux les voir incorporés à la Prusse que devenir un astéroïde nouveau dans le système européen. »

Le vœu de Palmerston fut accompli : il n'assista pas toutefois à la suite du drame commencé dans les duchés, et ne fut pas témoin

des événements qui transformèrent l'Allemagne. Ces astéroïdes dont il ne parlait qu'avec dédain furent entraînés de gré ou de force dans l'attraction de la grande puissance destinée dans ses vœux à arrêter l'ambition russe et l'ambition française. Cette Autriche contre laquelle il avait tant lutté, qu'il avait poursuivie de ses sarcasmes, qui était à ses yeux une sorte de grande Babylone politique, fut violemment expulsée de la confédération germanique, et ses malheurs dépassèrent les espérances les plus audacieuses de ses ennemis. Il ne fut pas donné à Palmerston d'assister au châtiment de l'ambition impériale; il ne vit pas revenir en Angleterre son « fidèle allié » sans couronne et sans épée.

Si la mode était encore aux « dialogues des morts », quelle rencontre on pourrait imaginer entre les ombres de ces deux hommes qui avaient ensemble tenu dans leurs mains les destinées du monde! Il ne serait que trop facile à Palmerston d'accuser Napoléon III, il lui reprocherait de n'avoir pas su tirer un parti durable de l'alliance anglaise, de l'avoir sacrifiée à des chimères, d'avoir lâché la proie pour l'ombre, d'avoir trop compté sur la Russie, sur l'Autriche, d'avoir secrètement trafiqué de la Belgique, d'avoir préparé des change-

ments que l'Angleterre ne pouvait subir sans déshonneur et auxquels elle ne pouvait s'opposer sans engager une lutte désespérée. Napoléon pourrait lui répondre qu'il avait tout donné à l'alliance anglaise et qu'il en avait reçu peu de chose, qu'il avait abaissé sans profit pour la France l'ambition de l'empereur Nicolas, mais que, dès le lendemain de la guerre de Crimée, il avait senti partout la résistance invincible de l'Angleterre, que Palmerston avait tout fait pour lui dérober la reconnaissance de l'Italie, que s'il n'avait pu empêcher l'annexion de la Savoie, il avait tendu autour des frontières septentrionales de la France des toiles que la diplomatie française n'avait jamais pu percer, qu'il avait refait contre la France une sorte de coalition morale, soutenu les faibles et enhardi les forts, qu'il avait opposé des refus dédaigneux à toutes les tentatives pacifiques faites pour assurer un nouvel équilibre européen.

Les deux natures de Palmerston et de Napoléon III étaient trop opposées pour que leur alliance, on pourrait presque dire leur complicité, pût être de longue durée. Sans doute ils se ressemblaient par beaucoup de points : ils étaient aussi peu difficiles l'un que l'autre sur le choix de leurs amis, aussi peu scrupuleux sur les

moyens ; ils avaient les mêmes antipathies pour les « vieux partis » français, ils croyaient tous deux la France indigne de la liberté ; mais, tandis que l'empereur cherchait toujours les moyens de faire accoucher la destinée de force, l'esprit froid, dur et positif de Palmerston ne sortait jamais du présent. L'un se nourrissait de rêves et l'autre de faits.

Leurs fins devaient être aussi différentes que le soir d'un beau jour et que l'heure où la nuit jette son manteau sur une tempête. Palmerston mourut debout sur ce faîte de puissance d'où personne ne songeait plus à le faire descendre. Il avait fait partie de seize parlements, de tous les ministères qui se succédèrent de 1807 à 1865, à l'exception des deux ministères Robert Peel et Derby. L'Angleterre avait récompensé par une admiration presque sans réserve le patriotisme toujours jeune et ardent du vieux *Pam*. Tout lui avait été pardonné parce qu'il avait beaucoup haï ; il n'avait rien aimé avec passion que son pays : ni la justice, ni la liberté, ni l'humanité, ni la morale, rien de ce qui attache l'homme à sa patrie céleste. C'était un *mondain* en politique ; il n'eut toute sa vie qu'un but, il lui importait peu de paraître lui-même, mais il voulait faire paraître l'Angleterre. Il ne vit pas la Russie déchirer le

traité de Paris, l'Union américaine triomphante obtenir de l'Angleterre une indemnité pour les dommages causés par l'*Alabama*, l'empire ottoman menacé d'une ruine irrémédiable.

Si l'on ne songe qu'à l'Angleterre, on peut dire que Palmerston mourut à temps; si l'on fait un retour sur la France, il faut confesser qu'il mourut trop tôt : nous ne craignons pas de le dire, nos malheurs eussent été pour lui une suprême satisfaction. Le pain de l'illusion est un pain empoisonné; trop de gens nous l'ont offert; trop de gens ont falsifié l'histoire pour ménager notre sensibilité. Ne prenons plus le rictus de la haine pour un banal sourire. Nous avons aujourd'hui le loisir de chercher, le devoir de dire la vérité sur toute chose; en ce qui concerne lord Palmerston, elle se résume en deux mots : il fut un grand ennemi de la France.

LORD RUSSELL

10.

I

SA JEUNESSE

Tous ceux qui ont été en Angleterre connaissent le beau parc de Richmond. La reine donne à qui elle veut la jouissance des rares maisons qui s'y trouvent : l'une est habitée par le savant professeur Owen, le Cuvier de l'Angleterre ; une autre sert depuis de longues années déjà de séjour à lord Russell. On ne peut imaginer de demeure plus modeste, plus simplement meublée ; le luxe est tout entier dans une vue magnifique sur la Tamise qui trace un grand croissant à travers les prés et les parcs qui en bordent la rive. On voit au milieu des pins d'Italie, des ormes, des cèdres, le château de Ham où se trama la *Cabale,* des villas, des jardins ; mais tous les détails se perdent dans la douce impression de cette immense mer de verdure qui va jusqu'à l'horizon vaporeux. C'est là, dans ce calme et ce grand silence, que

lord Russell achève une vie qui a été tout entière consacrée aux affaires publiques ; l'été, le dimanche, son jardin devient une sorte de salon où le monde diplomatique est encore assidu. Le vieux lord, toujours vert et souriant, d'air à la fois aimable et un peu narquois, y parle volontiers politique; les oiseaux l'accompagnent de leurs notes aiguës, les enfants jouent autour de lui sans troubler ses arguments,les dames causent, et l'insecte bourdonne. Tout respire une douce sérénité. Il faut presque faire un effort d'esprit pour se persuader qu'on a devant soi un des hommes qui ont tenu le sort de l'Angleterre dans leurs mains, si l'on ne sentait dans la moindre de ses paroles l'homme habitué à exercer l'autorité et à mener les grandes affaires, l'assurance tranquille, qui n'est point de la hauteur, de quelqu'un qui se croit aussi naturellement destiné à gouverner que d'autres à labourer, une netteté de vues et d'expression extraordinaire, cet art, propre à ceux qui ont vu beaucoup de choses, de condenser et concentrer toute question particulière sur un point qui en devient le nœud. Dans le caractère de lord Russel, il y a comme une note qui domine toutes les autres. On ne peut s'empêcher d'en recevoir l'impression : c'est le courage. La vaillance du premier *Roussel*, qui

arriva avec les bandes de Guillaume le Conquérant (*Russell* viendrait de ce nom, c'est du moins ce que j'ai entendu supposer par lord Russell), est restée vierge dans ses descendants. Il y a toujours eu dans le ton de lord Russell une résolution qui allait facilement jusqu'à l'imprudence. Sydney Smith disait de lui qu'il ne doutait de rien, et que, si on lui donnait le commandement de la flotte de la Manche, il le prendrait sur-le-champ. Son caractère a la transparence du cristal : on en aperçoit du premier coup les qualités et les défauts. Il a été dans sa génération le représentant le plus naïf, je voudrais donner ici à ce mot le sens d'un éloge, de cette aristocratie politique anglaise qui veut faire le bonheur du peuple, et qui forcerait volontiers l'univers entier à travailler à la grandeur de l'Angleterre. Dans ce rôle, il a apporté une parfaite sincérité, une ardeur de néophyte qui étonne chez un homme né dans la pourpre sénatoriale. Il a traversé une longue vie en tenant toujours à la main son fil conducteur, la constitution de l'Angleterre. Cette constitution est pour lui le commencement et la fin de la sagesse : c'est sa bible politique. L'Église anglicane, à laquelle il appartient, ne lui semble elle-même qu'une partie de l'État anglais. Il est profondément *érastien*, pour em-

ployer une expression favorite de nos voisins. Il considère l'*établissement* comme une partie essentielle de cet admirable ensemble de conventions, de contrats, de devoirs et droits qui est le piédestal de la statue anglaise. Dans un temps où presque tous les hommes sont comme des monnaies usées qui passent de main en main, la physionomie de lord Russell fait l'effet d'une de ces médailles où le dessin est un peu simple, mais dont le relief est vigoureux, et le métal sonne clair.

Lord John Russell est né en 1794 ; il ne fut pas élevé, comme la plupart des jeunes gens de bonne maison, à Éton, puis à l'université. Sa santé était délicate, et sa belle-mère, la duchesse de Bedford, l'envoya d'abord chez le révérend M. Smith, à Woodesbury, dans le Kent. Il y fit ses études en compagnie du comte de Clare, du duc de Leinster, de son frère lord William Fitzgerald, et de quelques autres jeunes gens. En 1808, lord et lady Holland lui proposèrent de les accompagner dans un voyage en Espagne. Il épousa avec l'ardeur de son âge la cause espagnole; il revint en Angleterre en 1809, mais retourna l'année suivante en Espagne, et il eut l'occasion de se rendre avec son frère, lord William Russell, au quartier général de lord Wellington, qui occupait alors les lignes de

Torres-Vedras. « Je n'ai jamais été plus saisi, dit-il, que par le spectacle physique, militaire et politique qui se déroulait devant moi. Sur la hauteur la plus élevée, et dominant tout le pays, était le général anglais, avec ses yeux perçants et inquisiteurs comme ceux d'un aigle, une contenance pleine d'espoir et de joie intelligente, décelant avec une perception rapide chaque mouvement des troupes, chaque changement dans toute l'étendue de l'horizon. De chaque côté du fort de Sobral étaient les retranchements des alliés, avec leurs canons brillants, et animés par les troupes qui formaient la garnison de cette importante position. A gauche, les falaises s'élevaient doucement, et la ligne de Torres-Vedras se montrait au loin. Sous nos pieds, sur une grande étendue de coteaux, de vallons, d'éminences et de plaines, étaient les positions de l'armée française. Les villages étaient pleins de soldats ; les ailes blanches des moulins à vent portugais tournaient rapidement pour fournir de la farine à l'armée d'invasion. C'est là qu'était l'avant-garde des légions conquérantes de la France ; ici la barrière vivante de l'Angleterre, de l'Espagne, du Portugal, se préparait à arrêter le flot destructeur et à préserver du déluge la liberté et l'indépendance de trois nations armées.

Ce spectacle me remplit d'admiration, de confiance et d'espoir. » Il ne devait jamais l'oublier: toute sa vie, le nom de Bonaparte excita en lui une colère mêlée de fierté. Jamais il ne partagea l'enthousiasme de certains whigs pour celui qui avait promené ses aigles dans toute l'Europe et défié l'Angleterre.

Après avoir achevé ses études à Édimbourg chez le professeur Playfair, « le plus noble, le plus droit, le plus bienveillant et le plus libéral des philosophes », il retourna encore en Espagne. Cette fois il visita lord Wellington à son quartier général dans les Pyrénées, non plus acculé comme un animal aux abois, mais prêt à porter l'invasion en France. Il admire la discipline de l'armée, le calme du chef, cette âme ferme dont il dit comme Ovide, en parlant de Cadmus prêt à rencontrer le dragon :

Teloque animus præstantior ullo.

Il était sur le point d'entreprendre un long voyage à Constantinople et en Russie, quand il reçut de son père une lettre qui lui annonçait que le député de Tavistock était mort, et qu'il allait lui donner son siége à la chambre des communes. A cette époque, les grandes familles avaient encore de véritables bénéfices parlementaires, et lord John fut ainsi nommé

député à l'âge de vingt ans, un mois avant d'arriver à sa majorité. L'année suivante, nous le trouvons en Italie, et il a l'idée d'aller voir le dragon à l'île d'Elbe. L'empereur le reçut avec bonté ; « il était en uniforme, habit vert, culotte blanche, bas de soie. Je fus très-frappé de sa contenance ; des yeux couleur de boue, une expression de ruse ; les beaux traits popularisés par les bustes et les monnaies, un sourire très-agréable et très-séduisant. » Ils causèrent pendant plus d'une heure : l'empereur semblait inquiet du sort qui lui serait fait : il voulut savoir ce que pensait lord Holland de la situation de la France. Il demanda plusieurs fois si l'armée était contente, fit beaucoup de questions sur lord Wellington. Il avait de grands plans pour l'Espagne, mais n'avait pas eu le temps de les exécuter.

Après Waterloo, lord John est encore un homme du monde plutôt qu'un homme politique. Il fait la connaissance de Byron, qu'il appelle un « fanfaron de vices ». Il dit en passant, à propos de lui, que Moore aurait bien fait de de pas détruire les mémoires du grand poëte, dont il a écrit la biographie, Il les a lus, et n'y a rien trouvé qui outrageât la morale ; d'autre part, ces mémoires ne contenaient rien de bien intéressant. Il parle seulement d'une descrip-

11

tion poétique de la baie de Pirée, où Byron avait l'habitude de se baigner.

L'Angleterre, revenue de son grand émoi, cherchait des voies nouvelles. Les tories, oubliant la sage politique suivie par Pitt, de 1784 à 1792, étaient hostiles à toute réforme, et Mme de Staël n'aurait plus pu dire d'eux que « les tories d'Angleterre sont les whigs de l'Europe ». Fidèle aux traditions de sa race, Russell épousa ce que toute sa vie il nomma la cause de la liberté civile et religieuse dans le monde. Les efforts des libéraux, sans être encore bien systématiques, se portaient sur trois points : l'abolition des droits prohibitifs et protecteurs, le rappel de toutes les lois qui consacraient des inégalités civiles ou politiques au détriment des catholiques et des dissidents, la réforme parlementaire. L'état de l'Irlande était aussi fait pour leur donner de continuelles inquiétudes. Ce beau rêve de libre échange, de pacification de l'Irlande, de tolérance et de réforme, avait été fait par Pitt et interrompu par de terribles événements. Les passions conservatrices, exaltées par la victoire de Waterloo, encore bandées et défiantes, repoussaient toutes les idées nouvelles comme un fruit empoisonné de l'esprit révolutionnaire. Les tories étaient enfermés dans le pouvoir comme dans

un château-fort, et ne voulaient pas abaisser les ponts-levis. Lord Liverpool, « un homme d'une intelligence très-modérée », dit lord Russell, était hostile à la réforme parlementaire et ne voulait pas entendre parler de catholiques en place ou dans les communes. Castlereagh avait quelque sympathie pour l'Irlande, mais il n'osait la faire voir; lord Russell parle avec un mépris mal déguisé de cet « orateur diffus, qui garnissait ses discours de métaphores obscures ». Canning était un adversaire véhément de la réforme parlementaire; Peel était très-hostile aux catholiques.

L'opposition avait pour chef lord Grey. Il avait lutté à côté de M. Fox pendant la guerre; esprit noble et généreux, il aspirait à rendre aux catholiques leurs droits et à élargir la base trop étroite de la représentation nationale; mais il n'avait que peu d'adhérents, et il avait encore perdu une partie de sa force en passant dans la chambre des lords. Dans les rangs mêmes des whigs, on ne s'entendait guère sur la réforme. Les « grandes familles » n'étaient pas pressées de faire abandon des bourgs pourris. Lord Russell quitta la chambre pendant une année pour des motifs de santé; il y rentra en 1812, et l'année suivante il parla sur la réforme électorale. Le droit de faire des lois pour la

nation était devenu vénal. On citait un noble lord allant à la chasse, suivi de sept députés de son choix. Partout les maîtres de la terre dictaient les choix des électeurs. Un siége pour la session entière s'achetait 6,000 livres sterling. On vendait des colléges au gouvernement contre des honneurs, des places. Lord Russell, qui, à la mode anglaise, s'égarait peu dans les théories générales, demanda à la chambre d'enlever au bourg pourri de Grampound la franchise électorale et de la donner à Leeds, la ville voisine. C'était, suivant le mot d'Alexandre Baring, ôter la représentation au champ d'avoine et la donner aux couches de houille. Ce cas particulier embrassait, pour ainsi dire, toute la question de la réforme. La corruption de Grampound fut si bien démontrée que le bill de lord Russell fut voté par les communes ; mais les lords refusèrent, en ratifiant la condamnation de Grampound, de donner un député à Leeds.

En 1822, il revint à la charge; il demanda qu'on augmentât la représentation des comtés et des grandes villes. Canning lui-même lui répondit; il le pria, dans des termes empreints d'une grande solennité, de retirer sa motion et de ne pas déranger cet heureux équilibre de forces qui avait permis à l'Angleterre de gran-

dir au milieu de perpétuels dangers. Canning arriva peu après aux affaires ; il occupa le pays de questions extérieures; il enthousiasma le peuple par ses éloquents encouragements aux amis de la liberté en Europe et dans le Nouveau-Monde. Il ne plaisait pas à l'Angleterre de rester liée à jamais à ses auxiliaires de 1815 : la victoire ne lui eût pas semblé assez complète, si elle n'eût morigéné ses alliés et tourmenté les Bourbons, qu'elle avait aidé à remettre sur le trône. Elle cherchait partout de l'œil des ouvriers en ruines travaillant à la démolition de la vieille Europe.

Chateaubriand tint tête à Canning ; il enjamba les Pyrénées et voulut brûler de la poudre sous le drapeau blanc. « Les premières mesures de Canning, dit lord Russell, au sujet de l'invasion de l'Espagne n'étaient pas et ne pouvaient pas être efficaces ; mais dans mon opinion elles ne méritaient aucune censure. Je ne pus donc m'associer à une motion faite contre ces mesures, et je quittai la chambre à cette occasion. » Le ministère de lord Liverpool finit en 1827 par la maladie et la mort de ce ministre. Jamais hommes plus médiocres n'avaient assisté à de plus grandes choses. Quand Canning fut nommé premier ministre, six de ses collègues l'abandonnèrent ; les tories intolérants virent avec

appréhension arriver au pouvoir un homme d'État qui voulait accorder l'égalité civile et politique aux catholiques. Les clercs et les commis du cabinet de lord Liverpool se jetèrent sur lui avec une fureur sauvage ; Canning, ardent, sensible à la moindre piqûre, s'usa en luttant contre son propre parti. Il mourut en 1827, à Chiswick. Le duc de Wellington refit un cabinet, et M. Peel devint le nouveau *leader* de la chambre des communes.

Russell présenta le 28 février 1828 une motion pour abroger les actes passés sous le règne de Charles II, en vertu desquels on ne pouvait admettre à aucune charge publique, aucune fonction civile ou militaire, ni donner place dans aucune corporation à quiconque n'aurait point reçu le sacrement conformément au rite de l'Église d'Angleterre (*corporation and test acts*). Les tories se divisèrent sur cette question, et une majorité de 44 voix se prononça en faveur de la tolérance, malgré la résistance de Peel, de lord Palmerston et de Huskisson. La loi fut agréée par la chambre des lords, à une condition cependant : lord Russell avait consenti à mettre dans la formule du serment ces mots : *sur la vraie foi d'un chrétien,* de façon à exclure les israélites. A ce propos, lord Russell raconte que quelqu'un dit

à lord Lyndhurst que, sans ces mots, un juif pouvait devenir chancelier. « Je n'y verrais pas de mal, répondit Lyndhurst, David eût fait un excellent chancelier. » Cette formule d'exclusion devait subsister jusqu'en 1868.

Peel resta au pouvoir après sa défaite; la majorité, un moment divisée, lui était demeurée fidèle ; il sentit pourtant qu'un vent nouveau commençait à souffler, et le règne des tories, qui durait depuis soixante ans, était sur le point de cesser. La révolution de juillet et le soulèvement de la Belgique donnèrent aux libéraux anglais une confiance nouvelle. Le gouvernement du duc de Wellington se laissa choir plutôt qu'il ne fut battu, et le roi, malgré ses répugnances, fut obligé d'appeler lord Grey. On offrit à lord Russell le ministère de la guerre ; son frère, le marquis de Tavistock, qui plus tard succéda au titre du duc de Bedford, supplia qu'on ne lui donnât point cette lourde charge à cause de sa santé délicate ; il prit le poste de payeur général. Lord Grey s'adjoignit lord Palmerston, il donna les sceaux à M. Brougham, redouté des tories pour sa fougueuse éloquence. Le poste de payeur général était devenu une vraie sinécure. Russell raconte qu'il n'usa qu'une fois de son autorité, pour faire donner de petits jardins à soixante-dix vieux

soldats, — une preuve, lui dit le gouverneur de l'hôpital de Chelsea, qu'il ne connaissait guère les goûts militaires. Lord Russell n'était occupé que du projet de réforme, que lord Grey l'avait invité à rédiger secrètement avec Graham, premier lord de l'amirauté, et lord Duncannon, commissaire des eaux et forêts. Le plan de lord Russell, en dix articles, enlevait en somme le droit de représentation à cent cinquante bourgs vénaux ou trop visiblement dépendants. Il accordait une représentation à dix-huit grandes villes et augmentait celle de Londres. Il élargissait le corps électoral. Le 2 mars 1831, lord Russell lut son projet à la chambre des communes; la curiosité était au comble, et l'effet fut prodigieux; on se figure la consternation de tous les députés qui perdaient leur collége. Il sembla aux tories que l'Angleterre était perdue et allait se jeter la tête baissée dans le gouffre de la révolution. Chacun regardait Peel, car il tenait pour ainsi dire dans ses mains le sort du parti conservateur; mais son visage ne trahit aucune émotion. Beaucoup de whigs étaient effrayés de l'audace du gouvernement. Les radicaux seuls étaient dans la joie.

A la seconde lecture, il y eut une majorité d'une voix seulement en faveur du gouverne-

ment. Peel avait attaqué le projet, mais on avait remarqué sa froideur, sa réverve. Les ministres résolurent de faire appel au pays et demandèrent au roi de prononcer la dissolution. Guillaume IV y consentit, et, quand on vint lui dire que les chevaux isabelle qui, suivant la tradition, doivent conduire le souverain à la chambre n'étaient pas prêts, il se mit en colère et dit : « J'irai, s'il le faut, en fiacre. » Peel était à la tribune, parlant contre la dissolution, quand on entendit le canon de la tour. Les députés furent mandés à la chambre des lords, et le roi prononça la dissolution. « L'Irlande restera-t-elle tranquille ? dit Russell en sortant à O'Connel. — Parfaitement tranquille. »

Le besoin de la réforme était si vivement senti dans le pays que le corps électoral, à qui on allait enlever ses priviléges, nomma des députés réformistes. La nouvelle chambre donna au projet de lord Russell une majorité de cent trente-six voix. La discussion de la loi dura quarante nuits, et lord Russell fut chaque nuit à son poste. La loi fut portée aux lords : elle y fut rejetée par quarante-une voix après cinq jours de débats éloquents. Brougham se surpassa ; il montra aux lords, dans les unions réformistes qui naissaient sur tous les points du royaume, les instruments possibles d'une

révolution sociale: « Ces figures de stature inconnue, de forme étrange, ces formes monstrueuses et menaçantes, » qu'il faisait paraître sous leurs yeux, ne réussirent pas à les terrifier. Londres resta calme; mais, à Bristol, il y eut un soulèvement très-sanglant, accompagné des plus graves désordres. Des dragons chargèrent les mineurs et en tuèrent un grand nombre. Lord Grey négocia avec les tories par l'intermédiaire de lord Palmerston et de lord Wharncliffe; on chercha à se mettre d'accord sur cette base : on augmenterait la représentation des intérêts manufacturiers et commerciaux; on laisserait la prépondérance à l'intérêt territorial. Le 13 décembre 1831, lord Russell présenta de nouveau son projet, un peu amendé, un grand nombre de whigs étaient disposés à l'amender encore davantage, mais comment viendrait-on à bout de la résistance des lords? Faudrait-il faire une sorte de coup d'État en créant sur-le-champ une centaine de pairies? Le roi répugnait à une mesure aussi extrême. A la seconde lecture, la loi électorale fut votée par les lords à la majorité de sept voix. Lord Grey avait tout fait pour gagner les tories à sa cause; il insinua qu'il n'aurait pas recours à la création de nouvelles pairies avant de recommander au roi une nouvelle dissolution. A la

troisième lecture, lord Lyndhurst réussit pourtant à faire adopter une clause qui annulait en quelque sorte le vote précédent : les dix-sept pairs qui avaient suivi un moment lord Grey rentrèrent dans les rangs conservateurs, et tout fut remis en question. Dès le lendemain, lord Grey et Brougham se rendirent à Windsor et proposèrent au roi de faire cinquante pairs ; s'il ne pouvait s'y résoudre, ils offraient la démission du cabinet. Le roi réfléchit viugt-quatre heures et accepta la démission.

Les tories furent promptement ensevelis dans leur triomphe. Peel refusa de faire un ministère ; il était de ces politiques qui ne précipitent pas, qui arrêtent plutôt les événements, mais qui ne s'obstinent pas dans les causes perdues. Le roi avait un ministre toujours prêt dans le duc de Wellington, qui acceptait le pouvoir comme un poste de bataille. Le duc essaya en vain de composer un cabinet ; il se heurta d'une part contre ceux de ses amis qui étaient secrètement enclins à toutes les concessions et ceux qui n'en voulaient faire aucune. Le roi, qui se croyait délivré des whigs, fut obligé de les reprendre. Lord Grey n'abusa pas de sa victoire ; il fut convenu que l'opposition des lords s'effacerait, qu'on ne ferait pas de nouvelles pairies, qu'on ménagerait autant que

possible l'orgueil de la chambre haute. Les tories se consolèrent d'une défaite qui cette fois était définitive en admirant à tour de rôle le duc et Peel, l'un pour avoir accepté le pouvoir et l'autre pour l'avoir refusé.

La loi qui sortit de ces longs conflits ôta la franchise à cinquante-six bourgs qui avaient cent onze députés, et elle condamna trente bourgs qui avaient soixante députés à en perdre la moitié. Ces chiffres différaient fort peu du projet originel de lord Russell (il avait proposé de supprimer cent quarante-neuf siéges, on en supprima cent quarante et un). Ainsi se trouva renversé, après deux ans d'efforts, un système électoral auquel la grande révolution anglaise de 1688 n'avait osé toucher. Ce système ne supportait pas l'analyse, il blessait toutes les règles de la logique et de l'égalité, il ne pouvait plus tenir dès qu'il était discuté; mais, avant qu'il ne fût discuté, il avait été l'instrument commode de la classe aristocratique. Les communes avaient le double mérite de représenter le peuple et de pouvoir suivre une politique traditionnelle. Cette politique s'était égarée dans la lutte contre les colonies américaines, on ne peut dire qu'elle trompa les intérêts de l'Angleterre quand elle soutint l'Europe chancelante contre l'omnipotence de Napoléon Ier.

II

LA RÉFORME PARLEMENTAIRE

Le parlement de la réforme ressembla beaucoup à ceux qui l'avaient précédé. La continuité historique, si l'on me permet le mot, ne parut pas violée quand il se réunit : les politiques de mauvaise humeur, les dégoûtés, qu'on rencontre dans tous les temps et tous les pays, trouvèrent cependant beaucoup à y reprendre. « Autrefois les nouveaux députés montraient quelque modestie, quelque embarras, quelque semblant de respect pour l'assemblée où ils étaient admis ; ces gens se conduisent comme s'ils avaient pris la place d'assaut, et ils ont toute l'insolence de la victoire (1). » Les tories étaient trop vaincus ; il sembla un moment qu'il n'y eût plus qu'un parti, celui du gouvernement, et à côté de ce parti des excentriques,

(1) *Mémoires de Greville*, t. II, p. 361.

la bande d'O'Connell, les radicaux turbulents; Peel, presque solitaire, prudent, attendait l'avenir. L'Irlande était dans un état lamentable. Lord Grey annonça à la chambre que dans l'espace d'un an neuf mille crimes y avaient été commis. Il présenta une loi qui donnait au lord-lieutenant le droit de pacifier le pays, de substituer des conseils de guerre aux tribunaux, d'empêcher les réunions publiques et de réprimer les excès de la presse. L'acte de *coercion* fut voté et eut les plus heureux effets. En moins d'un an, l'Irlande fut pacifiée. En Angleterre, l'agitation qui avait accompagné la réforme électorale s'était calmée : le nouveau parlement ressemblait beaucoup à ceux qui l'avaient précédé. Rien n'était changé en réalité : les whigs avaient pris la place des tories: ils travaillaient laborieusement à amender la loi des pauvres et cherchaient des remèdes aux maux de l'Irlande. Le cabinet était divisé sur la question de l'Église d'Irlande. Stanley et Graham étaient tout à fait contraires à l'idée de soumettre au parlement un plan d'appropriation des immenses revenus de l'Église anglicane en Irlande; lord Russell accéléra une crise devenue inévitable en parlant sur ce sujet délicat dans la chambre. Il exprima l'opinion que les revenus de l'Église anglicane en Irlande

dépassaient ses besoins légitimes, que le peuple irlandais avait le droit de se plaindre de l'usage fait de la dîme. Son dernier mot : « Justice pour l'Irlande ! » fut couvert d'applaudissements ; mais Stanley put dire à Graham : « Johnny a versé la voiture. » Trois ministres donnèrent leur démission ; lord Grey se retira, et lord Melbourne fut invité à former un nouveau cabinet. « Voyant, dit lord Russell en racontant cette journée, qu'il n'y avait rien à faire ce soir-là, je me rendis à l'opéra. »

Le roi aurait désiré que lord Melbourne s'alliât au duc de Wellington et à Peel. Melbourne, qui était très-hostile aux coalitions, refit son cabinet avec des whigs et y garda Russell comme payeur général. La mort de lord Althorp, le *leader* des communes, détermina peu après une nouvelle crise. Melbourne suggéra au roi le nom de Russell comme pouvant succéder à lord Althorp ; le roi, après un jour de réflexion, lui remit une lettre flatteuse où il le remerciait de ses services et lui annonça qu'il faisait demander le duc de Wellington. Les ministres apprirent leur sort dans le *Times*. Cette révolution était si peu prévue que Peel voyageait tranquillement en Italie. Le roi, raconte Greville, qui donne un récit très-amusant de cette crise, détestait Russell, et le trouvait « un dan-

gereux petit radical » ; il supportait impatiemment le joug des whigs, il songeait à leur échapper et à faire maison nette. Le duc de Wellington, qu'on avait été chercher à la chasse pour lui confier le pouvoir, obéit comme toujours au roi sans se faire illusion sur les difficultés de sa tâche. Peel revint à la hâte d'Italie et prit les sceaux de la chancellerie de l'Échiquier. Le parlement fut dissous, et quand les deux partis essayèrent leur force dans les communes, la majorité se prononça en faveur de l'opposition. Peel donna sa démission, et le roi demanda encore une fois à Melbourne de composer un cabinet. « Lord John s'est marié ce matin (11 avril 1835), dit Greville; il est retourné à Kent-House avec sa fiancée, Melbourne devait lui faire dire à une heure ce qui avait été définitivement arrangé : il attendit jusqu'à deux heures, et, les nouvelles n'arrivant pas, il partit pour Woburn (le château du duc de Bedford). » Il n'y resta pas longtemps et fut nommé secrétaire de l'intérieur dans le nouveau cabinet. Le second cabinet de lord Melbourne dura de 1835 jusqu'en août 1841 : les principales mesures que lord Russell fut appelé à défendre dans cet intervalle furent la commutation de la dîme, qui substituait l'abonnement au payement en nature, l'introduction de l'état

civil pour les naissances et les mariages, des lois sur les écoles en Angleterre et en Irlande.

Le rôle de lord Russell dans la politique intérieure de son pays ne laisse que peu de place à la critique : il fut toute sa vie un réformateur, il ne fut jamais un révolutionnaire. Il serait oiseux de le suivre jusqu'à la fin de sa longue carrière dans sa tâche laborieuse de législateur, de *rétameur* de lois, pour employer une expression énergique de Bright; lord Russell a été associé à l'œuvre des économistes anglais, qui ont réussi à faire abolir les lois sur les céréales, les actes de navigation, toutes les mesures restrictives du passé; mais il n'a jamais été un apôtre, comme Cobden, comme Bright, il n'a été guidé que par le libéralisme vague des whigs, et il a vu surtout dans ce libéralisme une arme de gouvernement. Dans son livre, plein de répétitions, de retours sur le passé, de confuses explications, on perd quelquefois la tête, mais on se retrouve toujours lorsqu'on se demande : A ce moment lord Russell défendait-il ou attaquait-il le pouvoir? Tout cet arsenal de lois, de petites mesures présentées, secondées, amendées, remaniées, fait penser à ces vastes établissements où des machines de toute sorte grincent, tournent et

travaillent. Pourquoi tout ce mal et tout ce labeur? C'est pour que la raison sociale X et Cie conserve son crédit. Tel est un peu le sentiment de lord Russell. Ce n'est pas « la liberté religieuse et civile », la formule qui revient toujours à sa bouche, qui est nécessaire aux whigs ; ce sont les whigs qui sont nécessaires à la liberté religieuse et civile : non qu'il eût la passion maladive du pouvoir, — il n'eût pas commis, je ne dirai pas seulement la moindre bassesse, mais la moindre faiblesse pour le conquérir ou le garder ; — il lui semblait naturel qu'un Russell fût aux affaires, et il prélevait une sorte de dîme sur toutes les idées nouvelles, tous les projets qui étaient de nature à plaire à la nation. Il avait achevé la première réforme parlementaire. Il eut le regret de n'avoir pu faire la seconde et ne se contenta pas de l'honneur de l'avoir préparée avec M. Gladstone. Il avait cru aller assez loin en demandant le droit électoral pour tous les ouvriers qui payent 7 livres sterling de loyer. Ses principes whigs l'obligeaient à prendre encore quelques précautions contre ceux qui tiendraient dans leurs mains, par les élections à la chambre des communes, les destinées de l'Angleterre. Les tories furent cette fois plus libéraux que lui : ils accordèrent le droit électoral à

tous ceux qui payent un loyer, et firent, avec M. Disraeli, suivant le mot de lord Derby, « le saut dans un trou noir ». Lord Russell, qui s'indignait de trouver les conservateurs si osés, ne voulut toutefois pas les combattre, et engagea ses amis dans la chambre des communes à voter la nouvelle réforme. Il en voulait moins aux tories de dégrader la franchise électorale que d'avoir fait une sorte de pacte avec la nation en lui témoignant une confiance presque sans bornes. Lord Russell a une foi pleine dans l'antique constitution anglaise ; jamais il ne sépara dans son esprit l'autorité des communes de celle des lords et de la monarchie. « Si les priviléges héréditaires des pairs étaient détruits, écrit-il emphatiquement, la prérogative héréditaire du souverain serait aussi sacrifiée. — N'accrochez pas, a dit un orateur dans la chambre des communes, la couronne au clou d'une exception. — Le souverain n'hérite pas plus nécessairement de la sagesse que le duc de Norfolk. »

Le vieux whig revit tout entier dans ces lignes : il tient aux priviléges de la pairie autant qu'aux droits des communes ; il est fier en contemplant « dans une seule assemblée les descendants des Talbots qui ont combattu pour leur pays au XIV[e] siècle, avec le Napier qui a

triomphé si récemment en Abyssinie, avec les héritiers de Malborough qui a vaincu à Blenheim, de Wellington, le vainqueur de Waterloo, de Nelson mort à Trafalgar, de Cecil, le sage conseiller d'Élisabeth. » Il ajoute avec un suprême dédain : « Il est bien vrai qu'il n'y a pas d'éditeur de *magazine* qui ne s'engageât à fournir, si on lui donnait quelques jours, un meilleur sénat que la chambre anglaise des lords. » Quand la reine Victoria monta sur le trône, Russell était secrétaire d'État et *leader* du parti ministériel dans les communes. « Je ne pouvais pas, dit-il, me dissimuler qu'il y avait dans la chambre des hommes qui s'éloignaient beaucoup de ces principes qui, sous la domination du parti whig, avaient maintenu la maison de Hanovre sur le trône, avaient protégé la liberté civile et religieuse, avaient préservé à travers tous les événements la fidélité au trône et à la constitution. Je ne pouvais endurer en silence ni encourager des propositions tendant à détruire l'aristocratie ou à déraciner l'Église d'Angleterre ; ma résistance fut couronnée de succès. » Le « dangereux petit radical » fut toujours un aristocrate, un royaliste, un anglican. « Quand, dit Montaigne, quelque pièce dans l'estat se démanche, on peut l'estayer; on peut s'opposer à ce que l'al-

tération et corruption naturelle à toutes choses ne nous esloigne trop de nos commencemens et principes; mais d'entreprendre à refondre une si grande masse et à changer les fondemens d'un si grand bastiment, c'est à faire à ceux qui pour descrasser effacent, qui veulent amender les deffauts particuliers par une confusion universelle et guarir les maladies par la mort : *non tam commutandarum quam evertendarum rerum cupidi.* » Si on jette les yeux sur la liste des mesures que lord Russell a soutenues pendant sa longue carrière parlementaire, on verra en somme que sa politique intérieure a été marquée par la prudence aussi souvent que par l'audace, qu'il n'a jamais porté de coups volontaires aux grandes forces sociales et politiques qu'il a trouvées debout et qu'il n'a jamais été un de ces « misérables flatteurs », présent aussi funeste aux peuples qu'aux rois; mais nous allons l'examiner sous un autre jour, et voir quelles ont été son attitude et son influence sur la politique extérieure de son pays.

III

SA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Lord Russell n'a jamais appartenu à cette école qui voudrait isoler l'Angleterre politiquement comme la nature l'a isolée géographiquement. Il a toujours revendiqué pour son pays le droit de se mêler à toutes les questions qui agitent les nations, non-seulement en Europe, mais dans le monde entier. L'Angleterre a attaché son nom à une foule de traités, et elle ne peut se soustraire aux obligations de la grandeur. Avec lord Palmerston, il fut le dernier représentant d'une politique qui ne se prive jamais de l'intervention morale quand elle ne peut avoir recours à l'intervention directe, qui a l'œil ouvert partout, qui gronde quand elle ne peut frapper, qui conseille encore quand on n'écoute plus ses conseils, qui observe tout le mouvement des affaires humaines pour jeter au moment décisif son poids

dans la balance des intérêts et des passions, qui s'attribue les victoires que d'autres ont remportées. Cette politique d'ordinaire ne fait que l'œuvre du chœur antique ; elle prévoit les catastrophes, elle jette sa note morale dans le drame, elle réprimande, elle gémit; rendons pourtant cette justice à lord Russell que ce rôle seul ne lui convenait pas. Il était volontiers prêt à l'action : son humeur l'y poussait assez pour qu'il pût toujours se croire autorisé à y pousser les autres. En parlant de Gladstone, il dit : « Je n'avais point de raison de croire qu'il fût moins attaché que moi à l'honneur national, qu'il fût moins fier de toutes les victoires que notre nation a obtenues sur terre et sur mer, qu'il détestât l'accroissement de nos colonies, que ses mesures dussent tendre à réduire ce grand et glorieux empire à n'être qu'une manufacture de cotonnades et un marché d'objets à bas prix avec une armée et une marine réduites par de misérables économies à la faiblesse et à l'impuissance. » Ces fières paroles sont le trait du Parthe qu'il lance en quittant les affaires à son propre parti, énervé par les théories de l'école de M. Gladstone.

Le rôle actif de lord Russell dans la diplomatie anglaise ne commence qu'assez tard ; mais ses mémoires nous font connaître ses senti-

ments aux époques antérieures. Il remplit quelque temps le poste de secrétaire des colonies. Il raconte qu'un jour une personne appartenant au département des affaires étrangères de France vint lui faire visite et lui demanda ce que l'Angleterre voulait garder pour elle sur le continent australien : « Tout, » répondit-il L'homme est dans ce mot. Il considéra toujours les colonies comme des parties intégrantes de la « grande Angleterre ». « Il est de mode aujourd'hui, écrit-il, de dire que les colonies qui ont adopté les institutions anglaises, dont les ministres se retirent devant un vote de défiance, dont les lois sont calquées sur les nôtres, sont virtuellement indépendantes et n'ont pas de droit à notre protection. Rien de plus bas que l'esprit, rien de moins sage que la politique qui inspire de telles assertions. » Il a pris pour devise : *Tu regere imperio populos, Romane, memento*. Il faut que les colonies soient libres, mais qu'elles se souviennent toujours que cette liberté est un don de l'Angleterre. Il ne se figure pas la Nouvelle-Écosse, le cap de Bonne-Espérance, la Jamaïque, la Nouvelle-Zélande, essayant leur « petit spasme d'indépendance ». Il applaudira toujours à ces « petits spasmes » quand il s'agira de provinces révoltées contre d'autres gouvernements

que le sien. Ce qui est légitime ailleurs devient un crime quand la grandeur anglaise est en jeu. Tout ministre qui essayerait de relâcher les liens des colonies du nord de l'Amérique et de l'Angleterre est par lui taxé d'avance « d'infamie ». Nous ne saurions blâmer l'énergie de ces sentiments; mais celui qui les professe aurait peut-être pu regarder d'un œil plus équitable les tentatives de gouvernements établis cherchant à retenir dans l'obéissance des provinces qui leur appartenaient aussi légitimement que Gibraltar ou l'Inde appartiennent à la Grande-Bretagne.

Nous allons voir quels sentiments inspiraient lord Russell dans des questions qui n'intéressaient pas la grandeur coloniale de l'Angleterre. Lord Palmerston, qui observait attentivement les affaires d'Orient, vint demander au cabinet en 1840 des pouvoirs pour contracter une alliance avec l'Autriche, la Prusse et la Russie pour protéger la Turquie contre les empiétements de l'Égypte appuyée par la France. « Je donnai, dit lord Russell, la main à ce plan. » Il demande cependant un délai, craignant que lord Holland et lord Clarendon, très-favorables à l'alliance française, ne fussent trop enclins à résister à lord Palmerston. Il fut convenu que la question serait traitée dans une séance pro-

chaine du cabinet. Dans l'intervalle, lord Russell vit lord Melbourne, il le pria d'agir sur lord Holland, dont la retraite pouvait provoquer une crise ministérielle. Lord Melbourne y consentit, le cabinet se prononça unanimement pour le projet de lord Palmerston, et quelques jours après le traité de la quadruple alliance fut signé. Lord Russell se mit en communication avec le duc de Wellington, et lui demanda s'il y avait quelque danger au cas où la flotte française attaquerait Malte ou Gibraltar. Le duc de Wellington répondit qu'il ne le croyait pas ; mais, plus généreux que lord Russell, il exprima le regret qu'on n'eût pas invité la France à signer au traité. Saint-Jean-l'Acre fut pris. « Je n'eus pas de peine, dit lord Russell, à obtenir le pardon du parlement pour notre victoire. » Le règne pacifique de Louis-Philippe ne donna guère occasion à lord Russell de se plaindre de la France. Il considéra la révolution de 1848 comme une catastrophe, et vit avec appréhension la France, dégoûtée d'une république de hasard, se jeter dans les bras du neveu de Napoléon. Il alla jusqu'à se séparer de lord Palmerston quand celui-ci reconnut trop hâtivement au gré de la reine le gouvernement issu du coup d'État de 1852. Ce divorce ne devait pas être long, et la

question d'Orient rapprocha bientôt le nouvel empereur et les hommes d'État anglais, dont il se montrait disposé à servir les desseins.

La question d'Orient était née dans les lieux saints. Lord Palmerston au début recommandait à sir Stratford Canning de ne point se mêler du tout de la querelle de la France et de la Porte. L'Angleterre resta longtemps hésitante : c'est à lord J. Russell que sir Hamilton Seymour écrivit (11 janvier 1853) la fameuse dépêche de « l'homme malade ». Quelques jours après, il lui adressait dans une dépêche moins connue le récit d'une longue conversation avec le tsar. « Maintenant, disait ce dernier au ministre anglais, je désire vous parler en ami et en *gentleman;* si nous arrivons à nous entendre sur cette affaire, l'Angleterre et moi, le reste importe peu ; ce que pensent ou font les autres m'est indifférent. Usant donc de franchise, je vous dis nettement que si l'Angleterre songe à s'établir un de ces jours à Constantinople, je ne le permettrai pas; il vaut mieux dans ces occasions parler clairement. De mon côté, je suis également disposé à prendre l'engagement de ne pas m'y établir, en propriétaire il s'entend, car en dépositaire je ne dis pas ; il pourrait se faire que les circonstances me missent dans le cas d'occuper

Constantinople, si rien n'est prévu, si l'on doit tout laisser aller au hasard. » Le souverain qui se livrait avec une effusion si imprudente était visiblement sincère ; il voulait attirer l'Angleterre à lui, en faire un pôle d'une Europe dont il serait l'autre pôle. On peut deviner quels chatouillements d'amour-propre éprouvait lord J. Russell en recevant de telles dépêches ; il ne s'attarda pas trop longtemps au rôle de Célimène diplomatique. Lord Palmerston avait réussi à triompher de quelques scrupules, et lui avait fait accepter sans trop de répugnance l'alliance de l'empire nouveau. Dès le 9 février 1853, lord Russell écrivait à sir Hamilton Seymour de manière à dissiper toutes les espérances du tsar. Il répondait à l'abandon d'une conversation décousue, familière, presque caressante, par la correction, à la confiance par la froideur. La mort de l'homme malade et l'ouverture de son héritage n'étaient plus que des « éventualités ». Il était impossible, en droit et en fait, de dissimuler aux autres cours « les transactions » proposées entre la Russie et l'Angleterre. L'Angleterre n'avait aucune intention d'acquérir Constantinople, elle était heureuse de recevoir une assurance semblable de la Russie ; mais ce désintéressement, qui donnait à l'empereur

une gloire plus éclatante que celles des conquêtes, ne pouvait être mieux montré qu'en ne faisant aucune démonstration militaire ou maritime contre la Turquie, en ne diminuant point l'autorité de la Porte par une intervention dans son gouvernement intérieur.

L'optimisme de Nicolas au sujet de l'Angleterre ne put être vaincu ; il ne pouvait croire sans doute qu'on pût hésiter entre Napoléon III et lui. Pendant que sir H. Seymour lui fait lecture de la dépêche de lord Russell, il l'interrompt sans cesse et il se répand en dangereuses confidences, il se précipite sur la pointe de l'épée qu'on lui oppose. La plume habile de sir H. Seymour a fixé cette scène étrange et tragique, si l'on pense à toutes les conséquences d'un tel malentendu. Le tsar allait de la caresse au défi : jamais il ne permettrait qu'on fît un nouvel empire de Byzance, que la Grèce devînt une puissance redoutable, ni que la Turquie s'émiettât en petites républiques, qui serviraient d'asile à Kossuth, à Mazzini, aux révolutionnaires d'Europe. Il commencerait plutôt la guerre et la continuerait tant qu'il aurait un homme et un fusil. Pourtant il inclinait toujours à la confiance ; il restait familier, appelait le sultan « ce monsieur ». Il se plaignait que la dépêche de lord John ne fût pas

assez explicite. Il voulait s'entendre avec lui. « Ce n'est point un engagement, une convention que je demande, c'est un simple échange d'idées et au besoin une parole de *gentleman ;* entre nous, cela suffit. » Sir Hamilton Seymour avait été très-surpris de la façon dont le tsar lui parla de l'Autriche : « Ce qui convient à la Russie convient à l'Autriche; nos intérêts dans la question de la Turquie sont identiques. » On sait, en effet, que l'Autriche essaya d'empêcher la guerre; elle fit accepter par les grandes puissances une note qui fut envoyée simultanément à Saint-Pétersbourg et à la Porte. Nicolas se déclara prêt à l'accepter; la Porte refusa, si l'on n'y faisait certaines modifications. L'empereur de Russie ne voulut pas accepter des modifications dictées par la Porte. On dut se demander alors si l'on obligerait la Porte à signer la note originelle en la consolant par la garantie que l'interprétation de cette note n'appartiendrait qu'aux grandes puissances. C'était l'avis de lord Aberdeen et d'autres membres du conseil; ce ne fut pas celui de lord Russell et de lord Palmerston. Les interprétations que la Russie donna elle-même de la note des quatre puissances obligèrent le gouvernement français à cesser de peser sur la Porte dans le sens de l'acceptation.

Le gouvernement anglais protesta également contre le sens donné par la Russie à la note des puissances.

Le gouvernement autrichien ne se découragea pas; il fit de nouvelles tentatives: les empereurs d'Autriche et de Russie se rencontrèrent à Olmütz; peu après, ils virent ensemble le roi de Prusse à Varsovie; on ébauchait des projets d'arrangement. Lord Strafford fit le sien après le comte Buol; au milieu de ces discussions, la guerre éclatait entre la Russie et la Porte. Pendant ces vaines tentatives, lord Aberdeen avait toujours trouvé devant lui lord Russell et lord Palmerston. Il écrivait le 20 octobre 1853 à M. Gladstone en parlant d'un projet de note commune des gouvernements français et anglais qui avait chance d'être adoptée à Vienne, et qui devait être de nature à être imposée à la Turquie : « Si raisonnable que fût ce projet, je ne crus pas prudent d'y adhérer. Je vis que lord Palmerston et lord John Russell étaient tous deux décidés à s'y opposer jusqu'à la dernière extrémité (*to the utmost extremity*). » Il ajoute qu'il ne crut pas devoir engager une lutte ouverte avec eux... — Nous lisons dans une lettre adressée au mois de février 1875 à lord Russell, après la publication de ses *Souvenirs,* par le fils de lord

Aberdeen, sir Arthur Gordon : « A ce moment et dans la suite jusqu'à sa mort, l'impression de lord Aberdeen a été certainement que les vues que vous entreteniez sur les différences entre la Russie et la Porte vous faisaient une impossibilité de seconder consciencieusement les efforts qu'il faisait pour la paix, et que, s'il en avait été autrement, la guerre aurait pu être évitée. » Dans la réponse que fit lord Russell à sir Arthur Gordon, il écrit lui-même : « L'échec des tentatives faites pour empêcher une guerre entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et la Russie de l'autre ne venait point de la répugnance de lord Aberdeen à insister sur la signature de la note autrichienne par la Russie ; il était dû à un dissentiment profond (*an inconciliable difference*) entre lord Palmerston et moi d'une part et de l'autre lord Aberdeen et quelques membres du cabinet. L'empereur de Russie était alors dans un état de frénésie, et rien ne pouvait le contenter que la destruction totale de l'indépendance et de la dignité de la Sublime-Porte. »

Après cet aveu, est-il bien nécessaire de raconter la suite des négociations ? Le parti de la guerre triomphait à Londres, et ce fut lord Russell qui rédigea l'ultimatum qui demandait

l'évacuation des principautés par les troupes russes. Nous retrouvons lord John à Vienne pendant les conférences tenues dans l'espoir de mettre fin à la guerre, discutant ce qu'on nommait alors les quatre points avec le prince Gortchakof. Il est intraitable sur les droits de souveraineté de la Porte, soit qu'il s'agisse du gouvernement à donner aux principautés ou du sort des sujets chrétiens du sultan. S'il est question des droits de souveraineté du tsar, il est plus que coulant. Quand M. Drouyn de Lhuys (protocole de la conférence du 17 avril 1855) demande si la Russie jugerait ses droits atteints en s'interdisant la liberté de construire dans la mer Noire un nombre illimité de vaisseaux, lord Russell croit devoir ajouter que « l'histoire offre plus d'un exemple de grands et glorieux souverains qui ont consenti à une limitation de leurs droits de souveraineté chez eux, » et avec un singulier à-propos il cite Louis XIV souscrivant à la démolition de Dunkerque. Le 21 avril 1855, la Russie persistant à vouloir tenir ouverte la mer Noire, que l'Angleterre et la France voulaient tenir fermée, lord John déclare que ses instructions étaient épuisées et se retire de la conférence.

Sautons par-dessus les années, car nous n'avons pas à raconter ici la guerre de Crimée,

ni le congrès de Paris. Dès que la guerre de 1870 eut ébranlé l'Europe, la Russie demanda la révision partielle du traité de Paris, et voici comment lord Russell parle de ce grave incident : « En 1856, l'Angleterre obtint à Paris (il n'est pas question de la France) un traité par lequel la Russie s'engageait à faire de la mer Noire une mer neutre, et à ne pas envoyer de vaisseaux de guerre dans cette mer. Considérant qu'un grand nombre de sujets russes vivent sur les bords de la mer Noire, c'était là une stipulation *très-dure et très-extraordinaire*. Personne n'eût été surpris d'apprendre que la Russie, ses ressources navales et militaires rétablies, demandât aux puissances européennes de se réunir et de modifier cette dure clause du traité de 1856, à laquelle toutes les puissances principales avaient adhéré. Rien n'eût été plus raisonnable qu'une pareille requête. Est-ce là ce qu'elle a fait? A-t-elle proposé aux puissances de se réunir sous la présidence de la Grande-Bretagne ? Tout au contraire, le prince Gortchakof, au nom de l'empereur de Russie, a déclaré que cette partie humiliante du traité de Paris était nulle et non avenue. Il a déclaré que son maître impérial ne voulait plus s'y soumettre. Il est bien vrai qu'une conférence a eu lieu et qu'une

condition a été insérée dans les articles, en vertu de laquelle, en cas de violation des autres parties du traité de 1856, l'Angleterre et la France pourraient donner à la Turquie l'appui de leur flotte. Ce n'est là qu'un masque décent sur les traits durs du dictateur russe. »

IV

SA POLITIQUE EXTÉRIEURE

(Suite)

Lord Russell a conduit la politique extérieure de l'Angleterre depuis l'année 1859, sous les auspices de lord Palmerston, pour me servir de son expression, jusqu'à la mort de cet homme d'État, en octobre 1865. Sa main a touché à tout : aux États-Unis, à l'Italie, à la Pologne, au Danemark. Nous voudrions, dans les événements de cette période, montrer autant que possible sa part personnelle, directe, saisir l'homme dans cette volumineuse et débordante correspondance, qui va de Downing-Street dans tous les coins du monde. Le peuple américain associera toujours le nom de lord Russell aux souvenirs douloureux de la guerre de sécession. Il avait compté sur les sympathies, sinon de toute l'Angleterre, au moins du parti libéral, qui avait prodigué les encouragements aux abolitionis-

tes. Il ne trouva, au moment du danger, que de la froideur orgueilleuse, des conseils méprisants, ou même une joie mal dissimulée. M. Lincoln prit la présidence le 4 mars 1861, et son gouvernement demanda à lord Russell de ne rien faire qui fût de nature à encourager les rebelles. Lord Russell répondit que l'arrivée de M. Adams, attendu à Londres, fournissait une occasion naturelle et appropriée de discuter les questions que soulevait la rébellion. Le 1er mai, lord Russell informa M. Dallas, qui était encore à Londres, que le gouvernement anglais avait lié son action à celle de la France en ce qui concernait les États-Unis. Le même jour, il écrivait aux lords de l'amirauté de donner des ordres « pour que rien ne soit fait, par les forces navales de Sa Majesté, qui indique une préférence pour l'un des deux partis dans la lutte qui allait s'ouvrir. » Sur la simple nouvelle apportée par les journaux que M. Lincoln avait déclaré les ports du sud en état de blocus, lord Russell résolut d'accorder aux rebelles les droits de la belligérance. Il écrivait le 6 mai à lord Lyons, et appelait les États-Unis « la portion septentrionale de la défunte Union (*the late Union*). » M. Adams apprit en débarquant à Liverpool que le gouvernement

avait le même jour lancé une proclamation de neutralité (13 mai). « Quand nous connûmes la capture des deux commissaires confédérés à bord du *Trent*, écrit lord Russell, lord Palmerston me demanda confidentiellement ce que nous aurions à faire. Je lui répondis brièvement en citant ce que dit Grattan au sujet d'une autre puissance : « Le gouvernement américain est un gouvernement devant lequel il est très-dangereux de se sauver. » La guerre ne sortit pas heureusement de cet incident, car M. Lincoln eut la sagesse de rendre les deux commissaires. Lord Russell raconte que lorsque l'un d'eux, M. Mason, vint en Angleterre, il le reçut dans sa propre maison. M. Mason lui avoua que sa mission était de demander la reconnaissance de la république confédérée. « Je lui répondis que si les opérations des États du sud avaient été couronnées d'un plein succès, si leurs victoires avaient été brillantes et décisives, on aurait très-bien pu demander la reconnaissance au gouvernement britannique; mais rien de tout cela n'était arrivé. »

Dans un discours public à Newcastle, voici comment lord Russell s'exprimait sur la lutte engagée en Amérique (14 octobre 1861) : « Nous voyons deux partis en lutte, non sur la question de l'esclavage, bien que l'esclavage

soit la cause de la querelle, non à propos de la la liberté commerciale ou de la protection, mais comme ont fait tant d'États dans le vieux monde, l'un des deux se bat pour l'empire, l'autre pour l'indépendance. » A la chambre des lords (5 février 1863) il dit plus tard : « Il y a une chose qui peut être le résultat de la lutte, et qui à mon sens serait une grande calamité : c'est la subjugation du Sud par le Nord. » Un autre jour (9 juin 1864), il dit aux lords : « Il est terrible de penser que des centaines de mille hommes sont tués pour empêcher les États du Sud d'appliquer les principes que l'Amérique invoqua contre nous en 1776. »

Lord John Russell avait la mission particulière de veiller au maintien rigoureux de la neutralité anglaise. Le gouvernement français, animé à cette époque des sentiments les moins bienveillants pour les États-Unis, respecta le droit des gens et ne laissa sortir aucun corsaire confédéré de ses ports. Lord Russell usa de moins de rigueur, et des corsaires construits, équipés, armés dans les eaux anglaises, chassèrent le commerce américain de toutes les mers.

Le traité de Washington et l'arbitrage ont mis fin à la longue contestation soulevée par les déprédations de l'*Alabama*. En 1870, lord

Russell publia deux volumes de dépêches et de discours, et dans son introduction il répétait ce qu'il n'avait jamais cessé de dire à M. Adams, que les États-Unis n'avaient aucun droit de se plaindre qu'on eût laissé l'*Alabama* sortir de Liverpool. Il se retranchait derrière le droit municipal, et opposait le *Foreign Enlistment Act* aux règles du droit des gens. « Pendant la discussion, lit-on dans cette introduction, des questions relatives à l'*Alabama* et à la *Shenandoah*, le grand objet du gouvernement anglais fut de garder pour ses sujets la sécurité du jugement par le jury, et pour la nation le commerce des constructions navales, commerce légitime et lucratif. » Ces deux objets, suivant lui, eussent été compromis, si on eût ouvert l'oreille aux plaintes de M. Adams. Comparez ce langage à ce qu'écrit aujourd'hui lord Russell. « Dans une seule circonstance, je veux dire la fuite de l'*Alabama*, nous commîmes une erreur. Je crus qu'il était de mon devoir d'attendre un rapport des officiers légaux de la couronne, mais j'aurais dû me contenter de l'opinion de sir Robert Collier, et donner des ordres pour arrêter l'*Alabama* à Liverpool. » Il dit ailleurs : « Après avoir reçu l'opinion de sir Robert Collier, il y avait une cause *prima facie* pour retenir l'*Alabama*, et

j'aurais dû le faire pendant les quatre jours qui s'écoulèrent jusqu'au moment où je reçus l'opinion des officiers légaux de la couronne. » Il revient une troisième fois sur ce point. « Je donne mon entier assentiment à cette opinion du lord *chief-justice* d'Angleterre, qui dit que l'*Alabama* aurait dû être retenu pendant les quatre jours durant lesquels j'attendais l'avis des officiers légaux; mais je crois que la faute ne fut point celle des commissaires de la douane, ce fut la mienne, puisque j'étais secrétaire d'État des affaires étrangères. » Cette faute eut des conséquences incalculables; elle prolongea la guerre des États-Unis, elle aigrit les rapports de l'Amérique et de l'Angleterre, et plus tard elle énerva la politique de la Grande-Bretagne par la crainte de représailles qui pouvaient devenir sa ruine. Lord Russell mit treize ans à la découvrir, s'il la reconnaît aujourd'hui avec cette franchise un peu hautaine qui est la fibre de son caractère. Quand lord Russell gémit sur la nouvelle politique qui « a terni l'honneur national, blessé les intérêts et abaissé le caractère national », se demande-t-il si cette politique d'effacement n'est pas due au sentiment que l'Angleterre a porté à ses flancs depuis l'affaire de l'*Alabama*, la haine des États-Unis?

Lord Russell n'a point ménagé ses attaques contre le traité de Washington, qui a mis fin à une si longue querelle : il cite le livre où M. de Hübner dit que les Américains s'accordent à considérer ce traité comme une capitulation de la part de l'Angleterre. Ses critiques sont aujourd'hui vaines; les relations de l'Angleterre et des États-Unis sont redevenues cordiales, et elles ne seront sans doute pas compromises par des passages tels que celui-ci; il exprime l'espoir qu'à l'avenir la correspondance des deux pays « sera dans le ton de George Washington et de M. Jefferson, de lord Grenville et de M. Hammond, et non dans la langue de Fisch et de Cushing, de lord Granville et du marquis de Ripon. » Fish et Cushing tout court! Fish est le secrétaire d'État des affaires étrangères à Washington, Cushing est en ce moment ministre d'Amérique à Madrid.

Détournons-nous des pays pour lesquels lord Russell professe des sentiments qui ne sont pas ceux de la bienveillance : cherchons les nations, les causes qu'il a servies. Nous trouvons tout d'abord l'Italie. On peut concevoir toutes les tendresses pour cette terre illustre et bénie; mais les ministres des affaires étrangères ne sont pas des poëtes. Ils écrivent en prose : ils ont la garde officielle des traités,

et même quand ils jouissent secrètement de les voir déchirer, ils s'abstiennent ordinairement de témoigner leur joie. La fameuse dépêche de lord John Russell à sir James Hudson (27 octobre 1860) est le monument le plus curieux d'une littérature diplomatique tout à fait nouvelle. On voudrait la citer tout entière, comme lord Russell lui-même le fait dans ses mémoires.

Lord Russell constate que l'empereur des Français, l'empereur de Russie, le prince-régent de Prusse, ont exprimé leur déplaisir en apprenant l'invasion du territoire pontifical et du territoire napolitain par l'armée du roi de Sardaigne. L'Angleterre à son tour donnera son avis : « Les grandes questions qui nous semblent pendantes sont celles-ci : le peuple italien a-t-il le droit de demander l'assistance du roi de Sardaigne pour le débarrasser (*to relieve*) de gouvernements dont il est mécontent, et le roi de Sardaigne est-il justifié à donner l'assistance de ses armes aux États romain et napolitain ? » A ces deux questions, lord John répond par l'affirmative, il condamne les deux gouvernements romain et napolitain comme « si mal munis pour l'administration de la justice, la protection de la liberté personnelle et le bien-être du peuple, que leurs sujets re-

gardent le renversement de leurs gouvernants comme une condition préliminaire de tout progrès. » D'autre part, la conviction s'est formée en Italie que ce pays ne peut se préserver du joug étranger qu'en formant un seul gouvernement pour toute l'Italie.

Quelque opinion qu'on puisse avoir sur les événements qui ont précipité l'unité italienne, on reconnaîtra, je pense, que jamais un ministre des affaires étrangères ne tint un langage plus révolutionnaire. N'y avait-il dans ce langage qu'une sorte de candeur inspirée par un zèle enthousiaste? Il y avait autre chose. La France avait commencé l'œuvre de la libération italienne. La France avait obtenu la Savoie; la France pouvait encore beaucoup pour le nouveau royaume inachevé, menacé, incertain de l'avenir. « Sans dépenser un homme ni un shilling, » suivant le mot de lord Palmerston, l'Angleterre voulait cependant obtenir une part de la reconnaissance italienne. Elle montra à M. de Cavour tous les duchés, tous les royaumes de la péninsule : « Tout cela est à toi. » Il n'y avait là rien que de très-naturel, de très-humain; mais l'opinion publique exprimait ce sentiment avec assez de violence, par la presse, dans les chambres, pour qu'il ne fût pas nécessaire qu'un ministre des affaires

étrangères prît lui-même le costume du tentateur et transportât M. de Cavour sur la montagne.

La dépêche à sir J. Hudson, qui invitait le roi de Sardaigne à faire le plus d'annexions possible, mérite d'être mise en regard d'un discours prononcé par lord John Russell devant la chambre des communes; en commentant l'annexion récente de la Savoie, il disait : « Malgré notre vif désir de vivre dans les meilleurs termes avec le gouvernement français, je pense que nous ne devons pas nous séparer des autres nations de l'Europe, s'il faut aujourd'hui redouter telle annexion, demain entendre parler de telle autre, et vivre ainsi dans des craintes perpétuelles de bouleversement; les puissances de l'Europe, si elles veulent maintenir la paix, doivent respecter leurs droits réciproques; elles doivent respecter les frontières de leurs voisins. » (26 mars 1860.)

L'amitié de lord Russell porta bonheur à l'Italie : une statue de la jeune Italie, offerte par les habitants de Milan, orne sa bibliothèque; on n'y voit point de statue de la Pologne, ni du Danemark. Sa générosité avait un moment épousé la cause polonaise. La France était sortie de la guerre de Crimée sans haine pour la Russie, la colère de l'An-

gleterre frémissait encore après la chute de Sébastopol, et son épée ne rentra dans le fourreau que lentement et comme à regret. Elle vit avec déplaisir les deux cours des Tuileries et de Saint-Pétersbourg se rapprocher lentement ; l'insurrection polonaise, en ébranlant ces rapports devenus inquiétants, rejeta violemment dans ses bras un allié qu'elle craignait de perdre. Elle arrivait à point pour préserver l'Europe d'une nouvelle entrevue de Tilsitt, peut-être plus féconde en résultats. L'agitation polonaise avait commencé dès 1861, et à ce moment déjà lord Russell prédisait un avenir glorieux à une nation qui, après tant de malheurs, gardait intact le sentiment de la patrie.

Quand le gouvernement russe provoqua l'explosion par ses mesures sur le recrutement, lord John écrivit à lord Napier, l'ambassadeur anglais en Russie : « Aucun raisonnement ne peut donner le droit de changer la conscription en proscription, de condamner des hommes au service militaire parce qu'ils sont soupçonnés de projets révolutionnaires. » (11 février 1863.) M. de Bismark parut éprouver une grande frayeur en face de l'insurrection polonaise ; après avoir songé un moment à faire occuper le royaume par des troupes allemandes, il aima

mieux profiter des circonstances pour contracter une alliance russe indissoluble, et, en même temps qu'il parlait à l'ambassadeur anglais, sir A. Buchanan, de la défaite probable des Russes, il conclut une convention avec la Russie. La France ne se tirait qu'assez difficilement des liens qu'elle avait commencé a nouer avec cette puissance. Lord Russell sentit le besoin d'agir seul, le cabinet français affectant encore de considérer les difficultés polonaises comme tenant simplement à des mesures d'administration intérieure, et, désirant peser d'abord sur la Prusse, il résolut de s'en prendre au grand coupable (le mot est de lord Cowley, dépêche du 16 mars 1863).

« La Russie, écrivait-il le 17 mars à lord Bloomfield en rendant compte d'une conversation avec le comte Apponyi, ne peut gouverner la Pologne que de deux manières. L'une était celle de l'empereur Nicolas : la tenir subjuguée et dégradée, détruire sa langue, la contraindre par la force à changer sa religion. Ces moyens répugnent à toutes les notions de justice et de clémence. L'autre était celle d'Alexandre Ier : la protéger contre la haine et la vengeance des Russes en lui donnant la garantie des institutions populaires et d'une administration locale tout à fait distincte de celle

de la Russie. Je ne nie pas que, si la Pologne devait prospérer sous un tel régime, les aspirations à l'indépendance seraient entretenues et pourraient peut-être se voir satisfaites dans dix ou vingt ans. » Pour lui, il préférait une paix immédiate qui ne laisserait aux Polonais que « l'espoir d'une indépendance finale » et une période de justice, de prospérité, de liberté, à « la condamnation d'une Pologne russe à une sombre et néfaste période d'esclavage et de soumission qui serait suivie, peut-être dans peu de temps, d'une nouvelle éruption de haine et de vengeance. » Il expliquait ces vues au parlement : il ne s'agissait pas de refaire l'ancienne Pologne, de restaurer un grand État; il n'en caressait pas moins « cet esprit de nationalité polonaise que je crois ne devoir mourir jamais, que j'espère ne devoir mourir jamais.» Ce qu'il voulait, c'était un gouvernement constitutionnel pour la Pologne, et il croyait volontiers, depuis la dépêche à sir J. Hudson, que ce qu'il voulait devait arriver.

Quand le baron Brunnow lui faisait remarquer qu'il y aurait quelque chose de choquant à donner à la Pologne ce que le tsar n'accordait point à ses sujets : « Pourquoi, lui demanda bonnement lord Russell, des institutions représentatives ne seraient-elles pas

accordées en même temps au royaume de Pologne et à l'empire de Russie? » Le comte Russell ajoute dans la dépêche où il raconte cette conversation (10 avril 1863) : « Comme le baron Brunnow n'était pas instruit des intentions du tsar à ce sujet, il ne le pressa point davantage. » Aux phrases de lord Russell, la Russie répondait par des faits : rassurée du côté de la Prusse, elle devenait de plus en plus impérieuse. Les Polonais suppliaient le ministre anglais de sortir du terrain des traités de 1815, sur lequel il restait encore : il s'y décida enfin, et jeta le gant à la Russie au banquet de Blairgowrie (16 septembre 1863). Le partage de la Pologne était passé dans le droit européen; par les traités de 1815, les puissances européennes se sont engagées à faire respecter les conditions stipulées dans ces traités, et il concluait ainsi : « Les conditions en vertu desquelles la Russie a obtenu la Pologne n'ayant pas été remplies, le titre même peut difficilement être maintenu. »

Lord Russell écrivit une dépêche conçue dans ce sens, et déjà elle était partie quand il reçut la visite de l'ambassadeur d'Allemagne, qui lui conseilla de ne pas hasarder des déclarations que le roi Guillaume considérerait comme « attentatoires aux droits de la Prusse. »

M. de Bismark avertissait aussi lord Russell que, si le tsar était déclaré déchu de ses droits sur la Pologne, on pourrait déclarer le roi de Danemark déchu de ses droits sur les duchés. On arrêta par le télégraphe le courrier qui portait la dépêche comminatoire envoyée à Saint-Pétersbourg, et ce fut fini ! Lord Russell écrivit cette courte note envoyée le 20 octobre au prince Gortchakof : « Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas le désir de prolonger la correspondance au sujet de la Pologne pour le simple plaisir de la controverse. Le gouvernement de Sa Majesté reçoit avec satisfaction l'assurance que l'empereur de Russie continue à être animé d'intentions pleines de bienveillance vis-à-vis de la Pologne et de conciliation vis-à-vis des puissances étrangères. »

D'où venait une complaisance si subite, si complète, si étrange pour l'Allemagne? Faut-il le demander? L'instinct gouverne les hommes autant que l'intelligence, et des pressentiments secrets montraient déjà à lord Russell la force qui devait abaisser la puissance française. La question polonaise avait servi à détacher la France de la Russie, la Pologne pouvait être oubliée; l'ennemi véritable, l'ennemi dangereux, ce n'était pas la Russie, c'était l'allié, le voisin, celui à qui l'on ne pouvait pas faire de

sermons, dont la tête roulait sans cesse des projets inconnus. Par plus d'un chemin, des mots mystérieux venaient de Berlin. La Russie et l'Autriche abaissées par les armes de la France, et l'Italie enchaînée par son alliance, il n'y avait plus d'autre puissance vierge que la Prusse.

Dans les duchés danois, aussi bien qu'en Pologne, en Italie, la diplomatie se trouvait comme étranglée entre les traités d'une part et de l'autre des aspirations nationales devenues presque irrésistibles. On voit au vieux château de Cobourg la figure dorée qui ornait la proue d'un navire danois pris dans les premières luttes qui suivirent la révolution de 1848. L'Allemagne parlait déjà alors de délivrer ses frères opprimés; elle voulait surtout se délivrer elle-même, déchirer les liens dans lesquels son ambition restait impuissante. Lord Russell, dans cette fatigante question des duchés, débute naturellement comme le défenseur attitré du traité de Londres. Sa correspondance est correcte, pragmatique, pour employer le mot de M. Disraeli ; il prêche la patience au Danemark, la modération à l'Allemagne. Il ne reconnaît pas la théorie allemande de l'*union* des deux duchés, qui avait été repoussée par les puissances en 1852. « La Prusse, écrivait-il

le 6 janvier 1862, consentirait-elle à ce que son budget militaire fût soumis à une assemblée composée exclusivement de représentants de Posen? Supposons que le Danemark fût sous le coup de quelque danger extérieur, serait-il conforme à l'intérêt de la nation de convoquer quatre assemblées diverses afin d'obtenir des subsides pour l'armée et la marine? » A ce moment, les Allemands demandaient qu'il y eût quatre assemblées législatives indépendantes pour le Holstein, le Slesvig, le Lauenbourg, le Jutland et les îles, qui eussent une influence égale sur les intérêts généraux. Quelques mois après, lord John Russell accompagna sa souveraine à Cobourg; il en revint avec des idées nouvelles. Il se laissa convaincre que le gouvernement danois était très-oppresseur dans le Slesvig, qu'il ne tenait pas les engagements contractés en 1851. Il conseilla dans une dépêche restée fameuse (24 septembre 1862) de détacher le Slesvig du Danemark proprement dit et de reconnaître aux quatre provinces dont se composerait le royaume une autonomie complète. Il n'est pas étonnant que la diète ait regardé cette proposition anglaise comme « une base acceptable pour un arrangement ». Lord Russell prenait pour ainsi dire l'Allemagne par la main et la menait lui-même dans ces duchés qu'elle convoitait depuis longtemps.

Il eut pourtant des révoltes. Quand l'Allemagne menace les duchés de l'exécution fédérale, il se fâche : « Si l'Allemagne persiste à confondre le Slesvig avec le Holstein, d'autres puissances de l'Europe pourraient bien confondre le Holstein avec le Slesvig et lui contester le droit de se mêler des affaires de l'un comme de l'autre. Une telle prétention pourrait devenir aussi dangereuse à l'indépendance et à l'intégrité de l'Allemagne que le serait une invasion du Slesvig à l'indépendance et à l'intégrité du Danemark. » Quand le *Bund* va ordonner l'exécution, il se tourne vers la France, lui demande appui pour rappeler les puissances allemandes au respect des traités; il n'obtient de ce côté aucun encouragement. Il prit sa revanche quand la France mit en avant l'idée d'un congrès européen. Il en repousse la pensée (dépêche du 25 décembre 1863) en termes secs, froids, opposant aux vagues espérances que soulevait ce mot de congrès les faits impitoyables et une humilité politique calculée. Il prêche toutes les cours contre ce congrès, laissant ainsi la France isolée dans son « idée ».

Il morigénait en même temps sans relâche les petites cours allemandes, comme pour montrer à l'empereur des Français, qui voulait faire de la grande politique, que la petite, la sienne,

était la seule efficace. Sa longue, interminable correspondance fait penser aux feuilles d'automne qui tombent sur une armée en marche. Rien ne pouvait plus arrêter les événements. Aux remontrances du secrétaire d'État anglais, on répondait par ces banalités qui servent d'habit à toutes les violences. On occupait le Slesvig pacifiquement, il n'était qu'un gage : l'Allemagne remplissait une mission conservatrice. Lord Russell répondait en vain que l'agression, « au lieu d'être un frein, deviendrait un éperon ». Un jour, il disait que « l'invasion du Slesvig mettrait en grand danger les relations de l'Angleterre et de la Prusse »; le lendemain, il atténuait ces paroles. Il avait refusé la proposition française d'un congrès ; il se rabattit sur l'idée plus modeste d'une conférence, il en faisait déjà le programme. La France cette fois se croisa les bras.

Lorsqu'on apprit à Londres le passage de l'Eider, l'Angleterre eut un moment de honte. Quand lord Russell expliqua sa conduite devant les lords, il fut contraint de prononcer ces paroles : « Nous n'avons pas fait la guerre pour le Danemark, d'abord parce que la France nous a refusé son concours, ensuite parce que nous n'avons jamais donné au gouvernement de Copenhague l'assurance formelle de l'assis-

ter. » Les temps étaient passés des interventions armées, l'Angleterre se contentait de la pression morale. Pendant la guerre, il y eut une conférence à Londres; lord Russell avait réussi à grand'peine à la réunir; la France et l'Angleterre y proposèrent le partage du Slesvig. On vit bientôt que toute entente serait impossible, la conférence fut close, et les hostilités recommencèrent. « La conférence, dit M. Disraeli, a duré le temps d'un carnaval et a été une affaire de masques. » Les fils du traité de Londres pendaient en lambeaux; « la guerre annule les traités », était le nouvel axiome que la Prusse opposait à toutes les combinaisons anglaises. La question danoise avait pour jamais glissé hors des mains de la Grande-Bretagne. L'opposition ne reprocha pas à lord Russell de n'avoir point mis les armes de l'Angleterre au service des traités, elle lui reprocha seulement d'avoir eu des velléités de résistance, d'avoir laissé espérer des services qu'il ne pouvait accorder. Pendant deux ans, le lion anglais avait rugi, quand il ne voulait pas mordre.

Il n'est pas douteux que ce grondement sans fin, toujours suivi d'une résignation facile à tous les événements, qui a été le caractère de la politique extérieure de lord Russell, a laissé

peser sur l'Angleterre les soupçons d'une impotence secrète, d'une faiblesse que l'opinion publique a exagérée. Quand on a vu de fiers descendants des plus grandes maisons semer leurs paroles dans le monde comme une poussière stérile, on s'est demandé si l'Angleterre se contenterait désormais du rôle de Cassandre, et d'une Cassandre qui ne reçoit plus les secrets des dieux ! Il peut y avoir de la grandeur dans le silence, il n'y en a pas dans la parole qui n'est plus la sœur de l'action. Lord Russell n'accorde pas même un souvenir au Danemark dans ses mémoires. Il se convainquit bien vite après sa déconvenue « qu'il y a du baume dans Gilead ». Il vit avec joie grandir une puissance militaire nouvelle sur le continent et eut des applaudissements pour tous ses triomphes. La passion qui donna l'unité à sa vie à travers mille contradictions reçut des satisfactions suprêmes. Cette France dont l'ambition guerrière l'avait tant de fois troublé, il la vit envahie, vaincue, rançonnée, privée de deux provinces. Il pardonna à l'homme d'État qui l'avait mené comme un aveugle à travers le dédale du Slesvig-Holstein ; le spectacle de la nouvelle Europe le consola de la nécessité de livrer enfin à d'autres mains, après trente-trois ans de primauté incontestée,

la direction du grand parti whig. Ses derniers conseils, ses dernières remontrances à ce parti, touchent surtout aux questions extérieures ; il dirait volontiers à son pays, si cet aphorisme n'appartenait plutôt à ses adversaires politiques : « Repose-toi, et sois reconnaissant » (*rest and be thankful*) ; mais son ambition nationale n'est pas encore satisfaite. Il rêve je ne sais quelles luttes où les armes anglaises brilleraient d'une nouvelle gloire. Il jette les yeux sur l'avenir.

Il voit par moments l'étoile d'un nouveau Napoléon se lever, pâle encore, sur l'horizon, et dit alors : « Les grands pouvoirs européens sont avertis ; l'Angleterre et l'Italie, l'Allemagne et la Prusse, l'Autriche et la Russie feront bien, quand l'aigle impériale volera de clocher en clocher à Notre-Dame, de faire des traités d'alliance et de se préparer à l'action. » Il est rassuré par l'État présent des alliances européennes. « Nous pouvons, dit-il, compter sur la prudence de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie ; ces trois puissances resteront unies en esprit, sinon dans la forme. Huit ou dix mois avant que la guerre de 1870 n'éclatât, lord Clarendon m'informa que la Prusse avait un arrangement avec la Russie, en vertu duquel la Russie mettrait une armée assez forte sur la

frontière gallicienne pour empêcher l'Autriche d'assister la France dans la guerre future. » Lord Russell est confiant dans la durée des intérêts prêts à se coaliser contre nous. Il le dit avec cette candeur brutale qui n'a jamais rien épargné. « Si les rêves de Napoléon Ier inspiraient quelque futur Bonaparte et le poussaient à tenter de recouvrer ce qu'on nomme les frontières naturelles de la France, j'ai confiance que de nouveaux cent-jours amèneraient une troisième invasion de la France. » Le moment est bien choisi en vérité pour faire de telles prophéties! et ce n'est pas seulement de l'enfance que l'on peut dire : « Cet âge est sans pitié. »

Comme les lutteurs retirés, lord Russell ne supportait qu'impatiemment le repos. Il trouva une occasion de remuer encore une fois les passions nationales quand le parlement de Berlin vota les lois du docteur Falk. Lord Russell, protestant zélé et érastien, partisan d'une Église nationale, avait cherché toute sa vie le moyen de contenir l'Église catholique d'Irlande : en dernière analyse, il n'en avait pas imaginé de plus simple que de la salarier. Il salua un maître dans le docteur Falk, et l'on apprit tout d'un coup avec quelque étonnement que le patriarche du parti « de la liberté civile

et religieuse » avait accepté la présidence d'un grand *meeting* à Londres, où l'on devait approuver les mesures des gouvernements allemands contre l'Église catholique et voter une adresse d'encouragement et de félicitation à M. de Bismark. Les dissidents avaient applaudi aux lois Falk sans les bien connaître; c'était assez pour eux qu'en vertu de ces lois un évêque fût de temps en temps mis en prison, et qu'on vendît ses meubles à l'encan ; on ne comprit guère l'enthousiasme de lord Russell. Sa conduite fut vivement attaquée ; on lui reprocha de soulever des passions désormais calmées en Angleterre. Il répondait à un de ses amis, qui cherchait à lui faire comprendre que M. de Bismark n'avait aucun besoin des sympathies anglaises, et que toute agitation religieuse pouvait avoir de funestes conséquences en Irlande : « Je crois arrivé le moment prédit par sir Robert Peel, le moment où l'Église catholique romaine ne se contentera plus de l'égalité et ne sera satisfaite que par la domination. A cette domination, qui s'étend ouvertement à tous les hommes qui ont reçu le baptême, qui embrasse par conséquent notre reine, le prince de Galles, nos évêques, notre clergé, je refuse de souscrire. On proclame à Rome l'autonomie de l'Irlande. Je

m'oppose au pouvoir temporel de Rome sur l'Irlande. » (Lettre du 4 décembre 1873 à sir George Bowyer.) Voilà tout ce que le *debater* des anciens jours trouvait à dire. Il n'entreprit pas même la défense de ces lois auxquelles il accordait son appui moral, et il ne se demanda pas ce qui arriverait si elles étaient appliquées en Irlande ou en Angleterre. Pas un homme politique de quelque poids ne s'associa à la croisade entreprise par lord Russell; lui-même se trouva trop indisposé le jour de la réunion publique pour y assister. Il avait lancé sa dernière flèche, *telum imbelle sine ictu*. Il est triste qu'elle eût été dirigée par cette main déjà tremblante contre le principe de la liberté religieuse, qui avait été pour ainsi dire l'une des devises de sa vie. Sa vision morale s'était ternie; il lui fallait encore le bruit de quelques applaudissements, fût-ce de cette foule qu'on soulève toujours en Angleterre en prononçant le nom de Rome.

Le *Kulturkampf* n'occupa heureusement pas trop longtemps l'oisivété de lord Russell. Il trouva des inspirations plus généreuses quand la question d'Orient se réveilla en 1875. Il se se fit le champion des chrétiens, des Bulgares, des Serbes, mais il n'était plus à l'unisson du pays.

Pendant qu'il brandissait la croix contre le croissant, l'Angleterre refusait de signer le mémorandum des grandes puissances. Pendant qu'il s'enflammait contre la Turquie, la flotte anglaise était envoyée à Besika; et l'on rendait des forces à la Turquie en lui mettant, pour employer le mot de Palmerston, un *flacon de sels* sous le nez. Mais aussitôt que derrière les Serbes rebelles lord Russell aperçut la Russie, la cause des chrétiens d'Orient lui sembla moins intéressante; pendant que Gladstone, Bright cherchaient àremuer l'Angleterre contre les atrocités bulgares, lord Russell redevenait l'avocat de la Turquie ; il avait envoyé sa souscription aux victimes, il ne voulait pas qu'on prît un pouce de territoire aux bourreaux. Il demandait « la liberté civile et religieuse » pour l'Herzégovine, la Serbie, la Bulgarie. Il donnait l'aumône à la croix, il laissait le tribut au croissant.

Ce n'est pas sans tristesse que l'on mêle ces critiques au récit d'une vie qui à tant d'égards mérite d'inspirer le respect. Dédaigneux de la fortune, lord Russell a consacré toute sa vie, toutes ses forces aux affaires publiques, il a aimé son pays d'un amour peut-être trop jaloux, mais il a toujours vu dans la cause de l'Angleterre celle de la justice et de la liberté.

Il a aimé les lettres, et l'un des plaisirs de sa vieillesse est de répéter à ses enfants les poëmes dont sa mémoire est remplie. Il a gardé dans ses mœurs un peu de cette simplicité rustique qui a toujours distingué le grand seigneur anglais du courtisan. Sa figure a quelque chose d'imposant ; on ne sent dans sa raideur, dans ses maladresses, rien de l'art perfide de quelques-uns de ses contemporains. Il est encore sincère quand il se dément lui-même. Il restera comme l'un des types les plus originaux de cette forte aristocratie anglaise qui a su imposer sa primauté à un peuple avide de liberté et contraindre les monarchies les plus puissantes à compter avec elle.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LORD PALMERSTON.

LORD RUSSELL

Paris. — Typographie Georges Chamerot, 19, rue des Saints-Pères.

95

SM /





